

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
MUTUALITÉ EN FRANCE
AU XIX^E SIÈCLE

HISTOIRE ET LÉGISLATION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le mardi 20 juin 1899, à 8 heures 1/2

PAR

PIERRE GUILLEMAUT

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
MUTUALITÉ EN FRANCE
AU XIX^E SIÈCLE

HISTOIRE ET LÉGISLATION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

LA LOI DU 1^{ER} AVRIL 1898

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'AGTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mardi 20 juin 1899, à 8 heures 1/2

PAR

PIERRE GUILLEMAUT

Président : M. JAY.

Suffragants : { MM. DUCROCQ, } *professeurs.*
 GIDE, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1899



LA MUTUALITÉ EN FRANCE

AU XIX^e SIÈCLE

INTRODUCTION

S'il est une époque qui se soit donné pour mission d'améliorer le sort du plus grand nombre, qui ait fait de cette idée sa sollicitude principale et constante et la mesure même de son développement moral, c'est bien le XIX^e siècle. L'étude des questions sociales a été comme la caractéristique de cette époque et, parmi ces questions, celle des *Institutions de prévoyance*, c'est-à-dire des institutions les plus propres à améliorer la condition des travailleurs et à préparer leur bien-être, a pris une place prépondérante et a revêtu des aspects inconnus jusqu'alors.

Le mouvement mutualiste surtout s'est traduit par la création, sur les divers points du territoire, de nombreuses sociétés qui prennent de jour en jour un développement plus considérable, favorisé par la sollicitude des pouvoirs publics. Notre étude sera entièrement consacrée à ces associations, dites So-

ciétés de secours mutuels, à leur histoire, à la législation qui leur a été appliquée aux différentes époques depuis la Révolution, enfin et surtout à la loi du 1^{er} avril 1898 qui forme aujourd'hui le Code de la *Mutualité* en France.

Le mot de *mutualité* est assez clair par lui-même pour n'avoir pas besoin qu'on s'arrête longtemps à le définir. Il désigne des associations destinées à employer des ressources mises en commun au soulagement des sociétaires qui viennent à être frappés par l'une des éventualités prévues dans l'acte d'association. Ces éventualités sont principalement la maladie, l'accident, l'infirmité temporaire et la vieillesse.

La Société de secours mutuels est donc destinée à protéger ses membres contre les circonstances qui, les privant tout à coup de leurs moyens d'existence, mettent en péril soit leur propre vie, soit celle de leur famille. La vie du travailleur ne s'écoule pas en effet dans une uniformité continue ; la maladie, un accident peuvent venir interrompre le travail en aggravant les charges ; l'âge viendra diminuer les forces, rendra la main tremblante et obligera enfin à une retraite plongeant dans une indigence sans remède celui qui a vécu dans une insouciance sécurisée. Il n'y a donc pas de condition sociale où l'homme ait plus besoin de prévoyance que dans le salariat.

Certes il y a différentes manières d'être prévoyant

et, pour ne parler que du mode connu de tous, bien des ouvriers ont pu, sans s'affilier à une société de secours mutuels, économiser pendant les jours heureux et déposer à la Caisse d'épargne une somme plus ou moins importante qui s'est accrue peu à peu et qu'ils retrouveront lorsque le besoin s'en fera sentir. Quels que soient leurs avantages, les caisses d'épargne ne sont pas le dernier mot de la prévoyance. Tout en contribuant dans une forte mesure à propager les plus saines habitudes, elles ne répondent pas à tous les besoins du travailleur. S'il ne s'agit que d'un chômage de quelques jours, l'ouvrier trouvera dans l'épargne réalisée le moyen de traverser cette crise ; mais s'il fait une longue maladie, le voilà obligé d'employer jusqu'au dernier sou de ses économies et peut-être, faute d'argent, se trouvera-t-il dans la nécessité de recourir à la charité des autres pour obtenir les soins que réclame son état. D'autre part, la somme versée dans une Caisse d'épargne, quand bien même elle atteindrait le maximum légal du dépôt, forme bien difficilement une ressource suffisante pour une circonstance qui doit toujours rester présente à l'esprit de l'ouvrier, la vieillesse. Si donc il faut propager le plus possible les caisses d'épargne, s'il faut considérer un livret, quelque minime qu'il soit, comme un des premiers fondements de la sécurité du pauvre, on doit cependant rechercher dans une autre forme un moyen plus décisif et plus souverain.

L'association qui centuple les forces, où dès le premier jour « un et un font trois », comme disait Legouvé, qui multiplie les bienfaits de l'économie, l'association dont la puissance n'est jamais entravée par le temps, peut donner seule ce moyen.

Avec une somme de 12 à 15 francs versée au cours d'une année dans la caisse d'une société de secours mutuels, l'ouvrier malade peut être secouru plusieurs mois ; qu'aurait-il fait avec la même somme déposée à la caisse d'épargne ?

Et non seulement les sociétés de secours mutuels assurent à l'ouvrier, par le sacrifice d'une faible partie de son salaire, un secours efficace contre la maladie, la vieillesse, la misère ; elles ont d'autres avantages encore qu'il ne faut pas passer sous silence.

La société de secours mutuels, qui a sa source première dans la moralité, moralise encore l'ouvrier par l'esprit de famille qu'elle fortifie. Elle fait naître ou plutôt développe aussi un sentiment qui, comme on l'a dit, est le véritable remède à l'individualisme, à l'isolement des classes, le sentiment de *solidarité*. A ce point de vue nulle institution ne peut être comparée à la société de secours mutuels avec ses membres honoraires, ses réunions fraternelles du maître et de l'ouvrier qui unissent leurs efforts en vue de faire le bien, où l'on délibère en commun, où l'on s'aime bientôt parce qu'on s'est connu, où les dé-

fiances disparaissent, où les malentendus s'aplanissent, où les plus élevés sentent le besoin de donner aux plus humbles le plus grand des enseignements, celui de l'exemple.

Aujourd'hui, du reste, l'utilité des sociétés de secours mutuels, les services considérables qu'elles rendent ne sont plus à démontrer. Le nombre de leurs membres qui grandit tous les jours et qui de 1.086.276 en 1880 a passé à près de deux millions en 1899, montre bien la faveur dont elles jouissent et le rôle important qu'elles sont appelées à jouer.

Notre but est de rechercher ici quelle fut la marche de l'idée de mutualité en France depuis un siècle et quels furent le sort et le régime légal des sociétés de secours mutuels dans notre pays depuis la Révolution française. Mais, pour mesurer avec exactitude le chemin parcouru depuis 1789, il importe auparavant de connaître le point de départ. Nous dirons donc, très rapidement pour ne point sortir du cadre que nous nous sommes tracé en commençant ce travail, quelques mots de la mutualité dans l'antiquité, au moyen âge et dans les siècles qui ont précédé le nôtre.

PREMIÈRE PARTIE

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

AVANT 1898.

APERÇU HISTORIQUE ET LÉGISLATION.

I

LA MUTUALITÉ AVANT 1789.

Bien que l'étude des associations dans l'antiquité soit rendue fort difficile par suite de l'absence à peu près complète de documents les concernant, nous savons que chez les peuples anciens, des sociétés se formaient pour pratiquer l'assistance mutuelle sous toutes ses formes.

Si l'on en croit certains auteurs (1), c'est en Judée, chez les Khasidéens, sous le règne du roi Salomon, que l'on trouve les premières traces d'associations de secours mutuels.

En Grèce, il existait, et de savantes pages leur ont

(1) Martin-Nadaud, *Rapport à la Chambre des députés*, 1881 ; E. Joly, *Le passé, le présent et l'avenir de la mutualité*, 1893.

été consacrées, des associations professionnelles appelées les unes *éranes*, les autres *hétairies*, dont les membres convenaient d'aider pécuniairement celui d'entre eux qui pourrait se trouver dans une situation difficile.

Chez les Romains, l'association mutuelle était très développée. La loi autorisait la formation de collèges entre artisans d'un même état. Tous les membres du collège versaient à une caisse commune une cotisation déterminée par les statuts de l'association. Ils avaient droit en retour aux secours en cas de maladie ou d'infirmités prématurées. Le collège prenait sous sa protection la veuve et les orphelins de tous les membres défunts. Il y avait de plus certaines associations qui avaient pour unique but, comme le font encore à l'heure actuelle certaines de nos sociétés de secours mutuels, de garantir à leurs membres un tombeau et les honneurs funèbres (1).

Les Gildes, connues de temps immémorial des Germains et qui apparaissent dans la Gaule franque après l'invasion germanique, avaient un but politique mais, en même temps, formaient des associations mutuelles. Elles venaient au secours de

(1) Parmi les auteurs qui ont traité des associations mutuelles dans l'antiquité, particulièrement en Grèce et à Rome, citons notamment Laurent, *Le paupérisme et les institutions de prévoyance*, Paris, 1862 ; Serullaz, *Les sociétés de secours mutuels*, thèse Lyon, 1890 ; Gilly, thèse Paris, 1895.

leurs membres tombés dans la misère et soulageaient toutes les infortunes.

En France, les corporations formées librement au moyen âge par les artisans et les marchands qui s'étaient groupés pour se soutenir, étaient certainement à leur origine imprégnées de l'esprit de mutualité et de solidarité fraternelle. L'atelier, où se réunissaient autour du patron les compagnons et les apprentis, formait comme une seule famille où l'on s'aimait et où l'on se prêtait mutuellement secours en cas de maladie ou autre infortune. Mais les corporations qui, au début, avaient de sérieux avantages, présentaient déjà certains inconvénients qui, à partir du XIII^e siècle, allaient devenir de plus en plus nombreux et faire dégénérer l'institution. Des dispositions de plus en plus restrictives et rigoureuses s'introduisirent dans leur sein et une séparation absolument complète s'établit peu à peu entre les maîtres et les compagnons (1).

Il n'est pas étonnant que les ouvriers aient alors formé ces associations de compagnonnage qui sont les associations mutuelles les plus anciennes produites par le moyen âge, dans lesquelles règnent la plus étroite solidarité et le plus fraternel dévouement.

Les associations de compagnons étaient établies

(1) A. Rambaud, *Histoire de la civilisation française*.

entre ouvriers du même état et avaient pour but de se prêter un mutuel secours en cas de besoin et surtout contre l'arbitraire des patrons. Elles se dérobaient au grand jour et prenaient le caractère mystérieux de sociétés secrètes. On était reçu dans ces associations avec toute espèce de cérémonies bizarres et symboliques, avec des épreuves, sous serment de garder le secret sur les rites employés. Il y eut des formules, des signes qui permettaient aux compagnons de se reconnaître en tout pays.

Tous les compagnons d'un même *devoir*, c'est-à-dire d'une même association, devaient s'entr'aider de leurs conseils, de leurs bras, de leur bourse et partager fraternellement entre eux le travail. Lorsqu'un compagnon désirait se perfectionner dans son métier, il partait pour de longues pérégrinations. Le compagnonnage lui assurait partout des amis ; aussitôt qu'il arrivait dans une ville nouvelle, des mains fraternelles se tendaient vers lui ; s'il était bien portant et qu'une place fût vide au chantier, l'embauchage avait lieu sur l'heure ; malade, il était soigné gratuitement, son vivre et son couvert lui étaient assurés ; si la ville n'offrait aucune ressource pour son travail, un petit pécule l'aidait à gagner la ville voisine.

A côté du compagnonnage, la confrérie de l'ancien régime occupe sa place parmi les origines diverses de la mutualité moderne.

C'est surtout à partir du XIV^e siècle que se développent les confréries : leur caractère commun est d'être avant tout des associations religieuses. Elles ne comprennent le plus souvent que les personnes d'un même métier et sont alors le complément de la corporation ; quelquefois elles sont plus ouvertes et sont formées des habitants d'une même paroisse ou d'un même quartier.

Les confréries d'autrefois poursuivaient uniformément deux buts : les offices religieux et des banquets en commun. Ce n'est guère qu'au XVIII^e siècle que la plupart des confréries s'occupèrent réellement de mutualité ; toutefois dès la fin du moyen âge on trouve des confréries, surtout parmi celles qui étaient professionnelles, dont les statuts, très semblables à ceux de nos sociétés de secours mutuels, prévoient les cotisations et les indemnités en cas de maladie.

Parmi les premières sociétés de secours mutuels qui se formeront après la Révolution française, plusieurs ne seront que la reconstitution, avec leur caractère religieux en moins, de confréries dissoutes en 1792.

Telle est, dans ses grandes lignes, l'évolution historique de l'idée de mutualité depuis les origines jusqu'à la Révolution. La part d'action des corporations, du compagnonnage, des confréries dans la formation de nos sociétés de secours mutuels est certainement considérable, mais toutes ces institutions

de l'ancien régime n'avaient pas fait de la mutualité leur but, leur raison d'être. Si l'assistance de leurs affiliés devient souvent une des fonctions de ces premières associations, elle n'est pas leur unique objet. Ce n'est qu'à partir de 1789 que se fondent des sociétés créées dans le but exclusif de secourir leurs membres : ce sont de véritables sociétés de secours mutuels et ce sont elles qui vont nous occuper maintenant.

II

LA MUTUALITÉ EN FRANCE DE 1789 A 1848.

Bien des philosophes du XVIII^e siècle avaient condamné le système corporatif et Turgot, dès 1776, avait posé le principe de la liberté du travail pour tous. L'Assemblée nationale constituante donna une consécration définitive à ce principe et abolit les corporations, les maîtrises et les jurandes par le décret du 4 février 1791 suivi de la loi du 17 mars de la même année.

Malheureusement le législateur, craignant que les maîtres-compagnons d'autrefois ne cherchassent à ressusciter sous une forme nouvelle les corporations qu'il avait brisées à cause des privilèges, des monopoles, des réglementations et de l'esprit despotique qui les dominait, supprima le bien en même temps que le mal et sacrifia avec le principe exclusif et anti-libéral de la corporation close le principe si libéral et si large de l'association libre.

Aux ouvriers parisiens demandant qu'il leur fût permis de se réunir pour procurer des secours à leurs camarades infirmes ou sans travail, le député Chapelier, au nom du comité de Constitution, répondait :

« Il n'y a plus aujourd'hui que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général... C'est l'office de la nation et des officiers publics en son nom de fournir des travaux aux valides, des secours aux infirmes et l'éducation aux enfants ». Et l'Assemblée nationale, le 17 juin 1791, décrétait les dispositions suivantes :

ARTICLE 1^{er}. — L'anéantissement de toutes les espèces de corporations de citoyens du même état et profession étant une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque forme que ce soit.

ART. 2. — Les citoyens du même état ou profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers ou compagnons d'un art quelconque ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer ni président, ni syndic, ni secrétaire, ni tenir des registres, prendre des délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs.

La volonté du législateur devait cependant se heurter à cette influence qui pousse les hommes d'une même foi à s'entr'aider mutuellement et à ce besoin de s'unir et de se grouper qui correspondait alors à des nécessités bien réelles. La protection que les ouvriers avaient rencontrée dans les institutions d'autrefois, que nous avons citées au chapitre précédent, commençait à leur faire défaut et ils sentaient bien que l'isolement dans lequel ils allaient se trouver leur serait funeste en cas de maladie ou d'accident.

Aussi, malgré les défenses réitérées des pouvoirs publics, certaines associations professionnelles, véritables sociétés de secours mutuels, allaient s'organiser sous des noms divers et notamment dans les centres industriels.

Un usage, très répandu dans le midi de la France, s'était généralisé, et dans maint atelier on avait l'habitude de faire des *collectes* dans le but de secourir les confrères incapables de travailler pour cause de maladie, de vieillesse, etc... Ce genre d'assistance, dont l'idée était très louable en elle-même, ne pouvait donner que des moyens bien insuffisants pour subvenir aux besoins permanents des infirmes ; aussi conçut-on en plusieurs lieux l'utilité d'une assurance mutuelle qui, grâce à une cotisation mensuelle, procurerait aux malades, aux blessés, aux vieillards associés, des secours plus réguliers et plus efficaces que ceux qu'on peut leur procurer par la voie des quêtes. Ainsi se constituèrent bon nombre de sociétés mutuelles dont la formation et les réunions furent tout d'abord tolérées par les pouvoirs publics.

Dans les grandes villes, à Paris, à Grenoble, à Bordeaux, à Lyon, à Marseille, à Lille, le mouvement fut assez rapide.

A Paris, il se forma de 1794 à 1806 treize sociétés nouvelles. En 1806 la marche progressive dut s'arrêter devant les exigences de l'administration qui se mit de nouveau à empêcher les réunions des ouvriers

de la même profession. « On voulut, écrit Everat (1), qu'à l'avenir, les sociétés de secours mutuels fussent composées d'hommes de toutes sortes d'états, afin d'éviter, disait-on, les cabales, les coalitions, tendant à augmenter le prix de la main-d'œuvre. Cette mesure porta le découragement parmi les ouvriers; leur zèle s'éteignit tout à coup; il leur répugnait de contracter avec des individus qu'ils ne connaissaient pas et qui travaillaient dans des ateliers où ils n'avaient aucun accès. Heureusement, en 1808, la police fut moins sévère; elle n'exigea point cet amalgame rigoureux qu'elle avait demandé d'abord, et qui consistait à ne pas introduire dans ces assemblées plus de dix personnes du même état. On se contenta, pour la forme, d'y admettre quelques étrangers de manière pourtant à conserver toujours la profession dominante. »

Dans beaucoup de villes de province l'administration locale n'éprouva pas, quant à la résurrection possible du passé, les appréhensions qui, à Paris, avaient été si vives.

Dès 1803 et 1804 plusieurs sociétés professionnelles s'étaient fondées à Grenoble, avec l'autorisation municipale. A la même époque nous voyons à Bordeaux tous les métiers ayant leur association de secours mutuels dont plusieurs n'étaient, d'après les

(1) Rapport d'Everat à la Société philanthropique de Paris, 1822.

déclarations mêmes contenues dans leurs statuts, que la continuation partielle des confréries d'autrefois. Boulangers, bouchers, menuisiers, plâtriers, cordiers, etc..., toutes les divisions de métiers s'étaient réunies pour se garantir réciproquement des atteintes de la maladie, de l'infirmité. Lyon, Marseille et d'autres grandes villes de France virent aussi se fonder de très bonne heure des sociétés de secours mutuels composées pour la plupart d'ouvriers du même métier.

En 1810, parut le Code pénal. Les sociétés de secours mutuels furent régies par le droit commun sur les associations, c'est-à-dire par l'article 291 ainsi conçu :

Nulle association de plus de vingt personnes, dont le but sera de se réunir tous les jours ou à certains jours marqués pour s'occuper d'objets religieux, littéraires, politiques ou autres, ne pourra se former qu'avec l'agrément du Gouvernement et sous les conditions qu'il plaira à l'autorité publique d'imposer à la société.

En somme, les sociétés de secours mutuels comprenant plus de vingt membres, ne pouvaient se constituer qu'avec l'autorisation gouvernementale. Leurs statuts étaient soumis au contrôle des préfets qui eux-mêmes devaient les communiquer au ministre de l'intérieur : il faut dire que ce contrôle qui, pour le bien de la société, aurait surtout dû viser l'organisation financière et les engagements pris

vis-à-vis des associés, ne portait en réalité à cette époque que sur la question de savoir si la société avait bien un but exclusivement humanitaire et si, d'après les dispositions statutaires, toute discussion politique était bien bannie des réunions sociales (1).

Les pouvoirs publics ne considèrent plus alors les nouvelles associations comme l'exhumation fâcheuse du passé mais bien comme la garantie de l'avenir; ils comprennent toute l'utilité qu'elles peuvent avoir et tout l'intérêt qu'il y a à ne pas entraver leur développement. Le gouvernement semble être plein de sollicitude pour les sociétés de secours mutuels et à la date du 31 octobre 1842, le ministre de l'intérieur, comte de Montalivet, adressait aux différents préfets une circulaire dont voici le texte :

« Il existe dans plusieurs départements sous le titre de caisses de secours ou de prévoyance, des associations qui ont pour objet d'assurer des secours en cas de maladie, d'infirmité ou de vieillesse avancée, à diverses classes de journaliers ou d'artisans. Il me paraît important que l'administration exerce une surveillance sur des associations qui embrassent souvent les intérêts d'un grand nombre d'individus, et une connaissance exacte de ces associations et de leurs effets peut d'ailleurs présenter des données précieuses pour le système général des secours publics en mettant à portée d'apprécier avec plus de justesse quelle est la masse des secours apportés au soulagement de l'indigence et quelles

(1) La législation du Code pénal régissait encore, à la veille de la loi du 1^{er} avril 1898, toute une catégorie de sociétés de secours mutuels, les sociétés autorisées.

sont les institutions vraiment utiles que l'on doit encourager et propager. Je crois devoir en conséquence vous inviter à réunir des renseignements sur les associations de ce genre qui peuvent exister dans votre département et m'adresser ces renseignements dans le plus court délai possible. Vous aurez soin de me faire particulièrement connaître pour chaque association son origine, la date de sa fondation, son but, son mode d'administration, le nombre des intéressés, la mise de fonds de chacun d'eux, l'expectative qu'il attend pour lui ou sa famille, la situation de l'association sous les rapports des fonds et de la gestion, les effets qu'elle a produit et l'influence morale qu'elle peut exercer. Lorsqu'il existera des statuts pour ces établissements, vous voudrez bien me les transmettre et vous joindrez à ces renseignements votre avis sur l'utilité de chaque association et sur les mesures que l'administration pourrait être dans le cas de prendre pour augmenter ou étendre les avantages qu'elle procure. »

L'époque n'était pas favorable aux enquêtes économiques et la circulaire de 1812 n'eut, comme il est facile de s'en douter, aucune suite.

L'administration qui, tout d'un coup avait paru s'intéresser au développement des sociétés de secours mutuels, dut réserver ses encouragements pour plus tard. Mais, en 1821, la ville de Paris donnait l'exemple et, à l'occasion du baptême du duc de Bordeaux, le corps municipal votait une somme de 50.000 francs en faveur des sociétés de secours mutuels de la Capitale. 124 sociétés participèrent à cette libéralité qui accéléra beaucoup le mouvement qui se manifestait dans le sein de la population ouvrière. On ne parla plus dans les ateliers que de bienfaisance réci-

proque et en 1822 plus de 10.000 ouvriers parisiens étaient réunis en communautés d'épargne et de prévoyance.

La propagation de l'association mutuelle eut un moment de ralentissement lors de la promulgation de la loi du 10 avril 1834. Les sociétés craignaient, à chaque instant, de recevoir un ordre de dissolution, attendu que la loi nouvelle ne désignait pas le genre d'associations auxquelles elle s'appliquait. L'autorité fut obligée, pour rassurer les esprits, de déclarer expressément dans une circulaire ministérielle que la loi récemment promulguée n'avait eu en vue que les associations politiques et non les sociétés de secours mutuels qui se renfermeraient dans le cercle de leurs attributions et ne s'écarteraient pas du but de leur institution. Cette déclaration ayant mis un terme aux inquiétudes des mutualistes, le mouvement interrompu reprit et il s'organisa dans toute la France, surtout à partir de 1835, de nouvelles associations mutuelles.

Le mouvement qui, sous la Monarchie de juillet, se produisit en faveur de la mutualité eut ses résultats. La loi du 5 juin 1835, la première loi mentionnant les sociétés de secours mutuels, leur permit de faire des versements aux caisses d'épargne jusqu'à concurrence de 6.000 francs. C'était la première faveur accordée par la loi à l'institution. Le gouvernement d'alors prévoit réellement le rôle considéra-

ble que les associations mutualistes sont appelées à jouer dans la société et le 6 août 1840 le Ministre de l'Intérieur, de Rémusat, dans une circulaire aux préfets, prescrit une enquête à leur sujet :

« Parmi les associations de bienfaisance, je suis, dès à présent disposé à mettre au rang des plus utiles, les associations de secours mutuels qui se sont formées dans quelques localités, parmi certaines classes d'ouvriers, souvent même sous le patronage et avec les souscriptions des personnes les plus recommandables de la ville. Ces associations ont pour but d'assurer à ceux qui en font partie, en échange de la modique cotisation qu'ils fournissent mutuellement, des secours assurés en cas de maladies ou autres accidents déterminés.

« Je n'ai pas besoin de faire ressortir à vos yeux l'utile influence que de semblables associations peuvent exercer sur la question qui nous occupe. Elles réalisent au plus haut degré les conditions d'un bon système de secours, formé par les économies de ceux mêmes qui doivent, en cas de besoin, y prendre part ; le fonds de la société est une épargne commune, où l'associé puise, sans rougir, parce qu'il ne perd rien de sa dignité...

« J'insiste donc, d'une manière toute particulière, pour que vous entreteniez le Conseil général de ces institutions afin qu'il puisse émettre son avis sur les avantages qu'on peut en retirer, ou les inconvénients qu'il remarquerait... »

L'enquête eut lieu cette fois-ci et d'intéressants rapports parvinrent au ministère de l'Intérieur, démontrant toute l'utilité des sociétés de secours mutuels dans chaque région et indiquant les améliorations qu'il y avait lieu d'introduire dans l'organisa-

tion de ces associations. On concevait déjà la nécessité d'une loi spéciale les concernant ; on ne fit rien cependant, il faut le dire, et elles restèrent encore pour plusieurs années ce qu'elles étaient depuis la Révolution, c'est-à-dire des associations soumises au droit commun.

Quant à indiquer exactement le nombre des sociétés existant en France à cette époque, nous n'avons pas de documents permettant de le faire. Les rapports officiels que se mit à publier le ministère du Commerce sur les caisses d'épargne nous donnent cependant quelques renseignements intéressants pour les années qui suivirent. On sait, par exemple, qu'en 1817, 2056 livrets de caisse d'épargne appartiennent à des sociétés de secours mutuels. Mais il est évident que ce nombre de 2056 est au-dessous de celui des sociétés existant en France en 1846, car un grand nombre d'entre elles ne plaçaient pas leurs fonds aux caisses d'épargne.

A l'époque où nous nous trouvons de l'histoire de la mutualité dans notre pays, c'est-à-dire à la veille de 1848, l'institution a pris un développement sérieux auquel n'est pas restée étrangère une association dont nous devons dire quelques mots et qui a puissamment encouragé la propagation des associations mutuelles dans diverses contrées de la France, nous voulons parler de la Société philanthropique de Paris.

Cette société, fondée en 1780, avait pour but, d'a-

près ses statuts, « de faire connaître et de mettre en pratique tout ce qui peut concourir à soulager les besoins actuels du pauvre, et à lui préparer des ressources pour l'avenir » ; elle se donna pour mission la mise en lumière des résultats obtenus par les agrégations d'ouvriers, pour montrer leur importance et leur utilité. Depuis 1805 jusqu'en 1847, c'est-à-dire jusqu'à l'époque où, en présence des progrès accomplis, elle jugea sans doute sa mission terminée, la société philanthropique servit en quelque sorte aux sociétés de Paris de comité central auquel elles pouvaient s'adresser pour obtenir l'aide et les conseils dont elles avaient besoin. Elle imagina des encouragements pour les nouvelles sociétés, elle donna des primes, des récompenses honorifiques à celles dont l'administration pouvait servir de modèle aux autres. Puis, des notices relatives à l'administration des sociétés, des rapports annuels vinrent, par la contagion de l'exemple, activer la marche de l'association de prévoyance dans le pays tout entier.

III

LA MUTUALITÉ EN FRANCE DE 1848 A 1852.

Le premier soin du gouvernement de 1848 fut de proclamer la liberté du droit de réunion et d'association. L'article 291 du Code pénal et la loi de 1834 furent implicitement abolis ; le décret du 28 juillet 1848 apporte bien quelques restrictions à la formation de certaines associations ayant un caractère plus particulièrement politique, mais les sociétés de secours mutuels furent libres de toutes formalités préliminaires. Une circulaire du Ministre de l'Intérieur du 31 août 1848 s'exprimait à ce sujet de la manière suivante :

« Citoyen préfet, jusqu'à la promulgation du décret du 28 juillet 1848, les sociétés de secours mutuels ne pouvaient s'établir sans l'autorisation ministérielle, mais aujourd'hui ces sociétés se trouvent implicitement comprises dans l'exception de l'article 14 du décret et demeurent libres de toutes formalités préliminaires. Elles ne sont même pas soumises à l'action de l'autorité municipale, à moins qu'elles ne soient l'occasion de réunions habituelles : dans ce cas, ce seraient non les sociétés, mais les réunions qui devraient être déclarées comme le prescrit l'article précité. Le département de l'intérieur, n'ayant donc plus à s'occuper des sociétés de l'espèce, vous devez cesser à l'avenir de m'en soumettre les sta-

tuts. Toute intervention de la part de l'administration, relativement auxdites sociétés, serait désormais contraire à la nouvelle position que le décret du 28 juillet leur a faite. »

Un régime, aussi large que possible, le régime de la déclaration pure et simple des jours de réunion était donc, pour les sociétés de secours mutuels, formellement substitué au régime de l'autorisation préalable.

La liberté complète une fois donnée aux associations, le courant libéral de 1848 entraîna les esprits vers l'étude des moyens pouvant améliorer la situation des travailleurs. L'Assemblée constituante, dès ses premières séances, nomma une commission chargée d'étudier la question des sociétés de secours mutuels. Cette commission eut presque aussitôt à examiner deux projets de loi, d'initiative parlementaire. Le premier, présenté par Waldeck-Rousseau, tendait à imposer aux communes, aux départements et à l'État une contribution régulière et spéciale en faveur des caisses de prévoyance. Le second, présenté par Rouveure, voulait que les patrons fussent frappés d'une contribution obligatoire au profit de ces mêmes institutions.

Les deux propositions furent repoussées, mais le 19 juin 1849, M. Férouillat, au nom de la même commission, présentait à la Constituante un rapport proposant d'exercer vis-à-vis des sociétés de secours mutuels une influence protectrice et capable de favo-

riser le développement de ces associations. Le projet ne put être discuté avant la séparation de l'Assemblée Constituante, mais la Législative reprit les propositions de Férouillat et les renvoya à une commission spéciale ; celle-ci confia à M. Benoist d'Azy le soin de formuler ses conclusions.

Le rapport de Benoist d'Azy, déposé le 6 octobre 1849, est fort intéressant à consulter ; il est inspiré par le libéralisme le plus large. On n'entend pas toucher à la liberté dont jouissent les sociétés de secours mutuels depuis le décret du 28 juillet 1848 ; les anciennes sociétés sont et demeurent libres. Ce que veut la commission, c'est créer un type spécial de société de secours mutuels impliquant la personnalité juridique, proposé comme modèle à toutes les autres sociétés, mais obligatoire pour personne. Les conclusions du rapport Benoist d'Azy furent adoptées par l'Assemblée Législative et le projet de la commission devint la loi du 15 juillet 1850 dont la plupart des dispositions n'ont depuis jamais été abrogées.

Loi du 15 juillet 1850.

Les sociétés de secours mutuels peuvent désormais, moyennant l'exécution de certaines conditions, être reconnues comme établissements d'utilité publique. Ces conditions, telles qu'elles résultent de la loi elle-même et du règlement d'administration publique du

14 juin 1851 pour l'exécution de cette loi, sont les suivantes :

1° Adresser la demande en reconnaissance d'utilité publique au ministère de l'Intérieur (par l'intermédiaire du préfet) en l'accompagnant des pièces suivantes :

Un acte notarié contenant les statuts ;

Un état nominatif, certifié par le notaire, des sociétaires qui ont adhéré aux statuts ;

Un exemplaire du règlement intérieur.

2° Avoir soin de régler dans les statuts :

Le but de la société ;

La circonscription dans laquelle elle exercera ses opérations ;

Les conditions d'admission ou d'exclusion ;

Les droits aux secours ou aux frais funéraires ;

Le montant des cotisations, les époques d'exigibilité et les formes de la perception ; le mode de placement des fonds ;

Le mode d'administration de la société.

3° Ne pas promettre de pensions de retraite aux sociétaires.

4° Compter au moins cent membres et ne pas dépasser deux mille, sauf les cas exceptionnels laissés à l'appréciation du gouvernement.

5° Se soumettre à la surveillance de l'autorité municipale ; avertir trois jours au moins avant chaque séance le maire, qui a toujours le droit d'assister à

toute séance et qui préside la réunion lorsqu'il y assiste.

6° Obligation de communiquer les livrets, registres, procès-verbaux et pièces de toute nature aux préfets, sous-préfets et maires et à leurs délégués.

7° Interdiction d'apporter aucune modification aux statuts ou aux règlements et de dissoudre la société sans l'autorisation préalable du gouvernement.

8° En cas de dissolution volontaire ou forcée, se soumettre à des règles de liquidation établies par la loi.

9° Adresser chaque année au maire de la commune et au préfet du département un relevé des opérations pendant le cours de l'année précédente et un état de la situation au 31 décembre conformément à des modèles déterminés.

La loi conférerait en même temps aux sociétés reconnues de précieux avantages que nous allons énumérer :

1° Faculté de faire aux caisses d'épargne des dépôts de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement ;

2° Faculté de verser à la Caisse des dépôts et consignations les fonds sociaux avec intérêt de 4 1/2 0/0, sous certaines conditions ;

3° Faculté de recevoir des dons et des legs et d'acquérir meubles ou immeubles ;

4° Droit d'obtenir gratuitement de la commune le local nécessaire aux réunions, les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité ;

5° Exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour tous les actes intéressant la société.

La reconnaissance obtenue d'après les règles contenues dans la loi de 1850 ne pouvait être qu'un fait très exceptionnel et hors de la portée de l'immense majorité des sociétés de secours mutuels ; les sociétés reconnues furent toujours très peu nombreuses en France.

La loi du 15 juillet 1850 était à peine en vigueur, lorsqu'apparut le décret organique du 26 mars 1852 qui, sauf certaines modifications, est resté, jusqu'en 1898, la véritable charte des sociétés de prévoyance.

IV

LA MUTUALITÉ EN FRANCE DE 1852 À 1898.

Le décret-loi organique du 26 mars 1852, dont nous reproduisons ci-après les dispositions, ne se substitua pas entièrement à la législation de 1850. Il eut en vue la création d'une catégorie nouvelle de sociétés de secours mutuels qui, sans être obligées de solliciter la déclaration d'utilité publique, pourront désormais, par la simple approbation de leurs statuts, bénéficier des principaux avantages dont elles ont le plus besoin pour leur développement et leur durée.

TEXTE DU DÉCRET DU 26 MARS 1852.

TITRE PREMIER. — **Organisation et base des sociétés de secours mutuels.**

ARTICLE 1^{er}. — Une société de secours mutuels sera créée par les soins du maire et du curé dans chacune des communes où l'utilité en aura été reconnue.

Cette utilité sera déclarée par le préfet, après avoir pris l'avis du conseil municipal.

Toutefois une seule société pourra être créée pour deux ou plusieurs communes voisines entre elles, lorsque la population de chacune sera inférieure à mille habitants.

ART. 2. — Ces sociétés se composent d'associés partici-

pants et de membres honoraires. Ceux-ci payent les cotisations fixées ou font des dons à l'association sans participer aux bénéfices des statuts.

ART. 3. — Le président de chaque société sera nommé par le président de la République.

Le bureau sera nommé par les membres de l'association.

ART. 4. — Le président et le bureau prononceront l'admission des membres honoraires.

Le président surveillera et assurera l'exécution des statuts. Le bureau administrera la société.

ART. 5. — Les associés participants ne pourront être reçus qu'au scrutin et à la majorité des voix de l'assemblée générale.

Le nombre des sociétaires participants ne pourra excéder celui de cinq cents ; cependant il pourra être augmenté en vertu d'une autorisation du préfet.

ART. 6. — Les sociétés de secours mutuels auront pour but d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades, blessés ou infirmes, et de pourvoir à leurs frais funéraires.

Elles pourront promettre des pensions de retraite, si elles comptent un nombre suffisant de membres honoraires

ART. 7. — Les statuts de ces sociétés seront soumis à l'approbation du Ministre de l'intérieur, pour le département de la Seine et du préfet, pour les autres départements.

Ces statuts régleront les cotisations de chaque sociétaire d'après les tables de maladie et de mortalité confectionnées ou approuvées par le Gouvernement.

TITRE II. — Des droits et obligations des sociétés de secours mutuels approuvées.

ART. 8. — Une société de secours mutuels *approuvée* peut prendre des immeubles à bail, posséder des objets mobiliers et faire tous les actes relatifs à ces droits.

Elle peut recevoir, avec l'autorisation du préfet, des dons et legs mobiliers dont la valeur n'excède pas cinq mille francs.

ART. 9. — Les communes sont tenues de fournir gratuitement aux sociétés *approuvées* les locaux nécessaires pour leurs réunions, ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité.

En cas d'insuffisance de ressources de la commune, cette dépense est à la charge du département.

ART. 10. — Dans les villes où il existe un droit municipal sur les convois, il sera fait à chaque société une remise des deux tiers pour les convois dont elle devra supporter les frais, aux termes de ses statuts.

ART. 11. — Tous les actes intéressant les sociétés de secours mutuels *approuvées* seront exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 12. — Des diplômes pourront être délivrés par le bureau de la société à chaque sociétaire participant.

Ces diplômes leur serviront de passeport et de livret, sous les conditions déterminées par un arrêté ministériel.

ART. 13. — Lorsque les fonds réunis dans la caisse d'une société de plus de cent membres excéderont la somme de trois mille francs, l'excédent sera versé à la Caisse des dépôts et consignations.

Si la société est de moins de cent membres, ce versement devra être opéré, lorsque les fonds réunis dans la caisse dépasseront mille francs.

Le taux de l'intérêt des sommes déposées est fixé à quatre et demi pour cent par an.

ART. 14. — Les sociétés de secours mutuels approuvées pourront faire aux caisses d'épargne des dépôts de fonds égaux à la totalité de ceux qui seraient permis au profit de chaque sociétaire individuellement,

Elles pourront aussi verser dans la caisse des retraites, au nom de leurs membres actifs, les fonds restés disponibles à la fin de l'année.

ART. 15. — Sont nulles de plein droit les modifications apportées à ses statuts par une société, si elles n'ont pas été préalablement approuvées par le préfet.

La dissolution ne sera valable qu'après la même approbation.

En cas de dissolution d'une société de secours mutuels, il sera restitué aux sociétaires faisant en ce moment partie de la société le montant de leurs versements respectifs jusqu'à concurrence des fonds existants, déduction faite des dépenses occasionnées par chacun d'eux.

Le fonds restés libres après cette restitution seront partagés entre les sociétés du même genre ou les établissements de bienfaisance situés dans la commune ; à leur défaut, entre les sociétés de secours mutuels approuvées du même département, au prorata du nombre de leurs membres.

ART. 16. — Les sociétés approuvées pourront être suspendues ou dissoutes par le préfet, pour mauvaise gestion, inexécution de leurs statuts ou violation des dispositions du présent décret.

TITRE III. — Dispositions générales.

ART. 17. — Les sociétés de secours mutuels déclarées établissements d'utilité publique, en vertu de la loi du 15 juillet 1850, jouiront de tous les avantages accordés par le présent décret aux sociétés approuvées.

ART. 18. — Les sociétés non autorisées actuellement existantes, ou qui se formeraient à l'avenir, pourront profiter des dispositions du présent décret, en soumettant leurs statuts à l'approbation du préfet.

ART. 19. — Une commission supérieure d'encouragement et de surveillance des sociétés de secours mutuels est instituée aux Ministères de l'intérieur, de l'agriculture et du commerce.

Elle est composée de dix membres nommés par le Président de la République.

Cette commission est chargée de provoquer et d'encourager la fondation et le développement des sociétés de secours mutuels, de veiller à l'exécution du présent décret et de

préparer les instructions et règlements nécessaires à son application.

Elle propose des mentions honorables, médailles d'honneur et autres distinctions honorifiques en faveur des membres honoraires ou participants qui lui paraissent les plus dignes.

Elle propose à l'approbation du Ministre de l'intérieur les statuts des sociétés de secours mutuels établies dans le département de la Seine.

ART. 20. — Les sociétés de secours mutuels adresseront chaque année au préfet un compte rendu de leur situation morale et financière.

Chaque année, la commission supérieure présentera au Président de la République un rapport sur la situation de ces sociétés et lui soumettra les propositions propres à développer et à perfectionner l'institution.

Il y eut en France, à partir de la promulgation de l'important décret dont nous venons de donner le texte, trois catégories de sociétés de secours mutuels:

Les sociétés libres ou autorisées.

Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Les sociétés approuvées.

I. — Sociétés libres ou autorisées.

Ces sociétés furent régies par l'article 291 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834 remis en vigueur. Il leur fallut, si elles devaient compter plus de vingt membres, demander, à Paris au préfet de police et en province au préfet du département, l'autorisation

de se constituer. L'administration fut toujours bienveillante à leur égard et elle se borna, pour autoriser les statuts soumis à son examen, à constater qu'ils ne contenaient rien de contraire à l'ordre public ou au but que devait se proposer une société de secours mutuels.

L'autorisation accordée était toujours révocable. En cas d'inexécution des statuts ou pour toute autre cause, l'autorité avait toujours le droit de dissolution. Les administrateurs étaient tenus d'envoyer chaque année au préfet un compte rendu des opérations de la société (1).

Les sociétés autorisées n'avaient en aucune sorte la qualité de personne morale et ne possédaient que le droit de se réunir (en demandant l'autorisation du sous-préfet) et d'agir dans les limites de leurs statuts ; elles s'administrèrent en dehors de toute réglementation et eurent le libre emploi de leurs fonds qu'elles gérèrent à leurs risques et périls.

Les sociétés autorisées, qui ne reçurent jamais d'encouragement de l'Etat, se développèrent cependant avec une assez grande rapidité. Dès 1860 on en comptait 1800. Ce chiffre varia peu jusqu'en 1880, mais, à partir de cette époque, elles devinrent plus nombreuses.

(1) Article 12 de la loi du 15 juillet 1850.

TABLEAU COMPARATIF

Années	Nombre de soc. autorisées	Nombre de membres honoraires et participants	Capital
1860	1.738	200.488	11.785.675 francs
1870	1.509	213.351	14.077.055 »
1880	1.987	295.037	22.789.726 »
1890	2.470	345.214	31.793.475 »
1896	3.017	347.532	40.042.981 » (1)

II. — Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

Les sociétés reconnues furent régies spécialement par la loi du 15 juillet 1850 (2). Elles jouirent d'une capacité civile pour ainsi dire absolue ; mais les nombreuses formalités qu'il fut nécessaire de remplir pour obtenir leur reconnaissance, la surveillance continue à laquelle elles furent soumises et le peu d'avantages exceptionnels qu'elles eurent sur les sociétés approuvées qu'on venait de créer (3) firent qu'il n'y en eut jamais un très grand nombre en France.

En 1851 on en comptait neuf ; en 1898 elles étaient au nombre de 16, toutes très importantes, il est vrai, comptant 55.000 membres et possédant un capital de 15 millions.

(1) Les chiffres relatifs à l'année 1896 sont ceux qui figurent dans le dernier rapport statistique publié par le Ministère de l'Intérieur (1899).

(2) Voir p. 26.

(3) Le décret du 26 mars 1852 étendit aux sociétés reconnues les avantages accordés aux sociétés de secours mutuels approuvées. Le droit pour les sociétés reconnues de posséder des immeubles forma la principale différence entre elles et les autres.

III. — Sociétés approuvées.

Les sociétés de la troisième catégorie, dites sociétés approuvées, furent spécialement régies par le décret de 1852 (1). Lors de leur formation, elles durent soumettre leurs statuts à l'approbation du ministre de l'Intérieur pour le département de la Seine ou du préfet pour les autres départements. Ces statuts ne recevaient la sanction administrative que si leurs articles étaient bien conformes au décret de 1852 et s'ils énonçaient bien :

1° Que le nombre des membres participants de la société ne dépasserait pas 500, à moins d'une autorisation spéciale du préfet ;

2° Que lorsque les fonds réunis dans la caisse d'une société excéderaient la somme indiquée par l'article 13 du décret (2), l'excédent serait versé à la caisse des dépôts et consignations ;

3° Que chaque année le président adresserait au préfet un compte rendu de la situation morale et financière de la société ;

4° Que toutes discussions politiques ou religieuses seraient exclues des réunions de la société ;

(1) Laurent, dans son ouvrage sur *Le paupérisme et les institutions de prévoyance*, paru en 1865, a développé les dispositions du décret du 26 mars 1852. Un commentaire très abrégé de ce décret a également été fait par Desmarets (1882).

(2) Voir p. 30.

5° Qu'aucune modification ne serait apportée aux statuts sans l'approbation préfectorale ;

6° Qu'en cas de dissolution approuvée par l'administration la liquidation se ferait suivant les règles du décret.

Une fois constituées et approuvées, les sociétés étaient soumises à la surveillance de l'administration. Elles furent tenues de communiquer leurs livres, registres, procès-verbaux, aux préfets, sous-préfets et maires (1). Elles pouvaient, d'autre part, être suspendues ou dissoutes par le préfet pour mauvaise gestion, inexécution de leurs statuts ou violation des dispositions législatives. D'après le décret du 26 mars 1852 les présidents des sociétés approuvées étaient nommés par le Chef de l'État. Un décret du 27 octobre 1870 décida qu'ils seraient élus par les sociétaires eux-mêmes.

De nombreux et précieux avantages étaient réservés aux sociétés de secours mutuels approuvées. En voici le résumé :

1° Faculté de posséder des objets mobiliers, de prendre des immeubles à bail et de faire tous les actes relatifs à ce droit.

2° Faculté de recevoir des dons et legs. Lorsqu'il s'agissait de dons et de legs mobiliers dont la valeur n'excédait pas 5.000 francs, l'autorisation était don-

(1) Cela résultait d'un décret portant règlement d'administration publique sur les sociétés de secours mutuels, en date du 14 juin 1851.

née par le préfet ; au delà de ce chiffre, l'acceptation des dons et legs était soumise à l'autorisation du Président de la République, le Conseil d'État entendu.

3° Obligation pour la commune de fournir gratuitement les locaux nécessaires pour leurs réunions, ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité.

4° Exemption des droits de timbre et d'enregistrement pour les actes qui concernent les sociétés approuvées, notamment pour les extraits des actes de l'état civil à produire par les sociétaires.

5° Faculté de verser, en compte courant, avec faculté de retrait dans les cinq jours à dater de la demande, à la Caisse des dépôts et consignations (trésoriers-payeurs et receveurs particuliers préposés) les fonds disponibles de la société. Ces dépôts, sans chiffre limité, furent bonifiés d'un intérêt de 4 1/2 p. 100 par an (1).

6° Réduction des deux tiers du droit municipal sur les convois dans les villes où ce droit existe.

7° Participation aux récompenses honorifiques décernées par le Président de la République.

Postérieurement à 1852 les sociétés approuvées obtinrent d'autres privilèges :

(1) Un certain nombre de sociétés de secours mutuels approuvées, possédant un capital de plusieurs milliers de francs, se sont contentées pendant longtemps de capitaliser leur avoir à la caisse d'épargne, oubliant qu'elles perdaient annuellement, de ce fait, un intérêt de 1 franc à 1 fr. 50 0/0.

Le décret du 26 avril 1856 autorisa chaque société à constituer à la Caisse des dépôts et consignations un fonds de retraites collectif dont les revenus furent destinés à servir des pensions incessibles et insaisissables (1) aux sociétaires remplissant les conditions prescrites par les statuts (2).

Les pensions furent généralement constituées à capital réservé, le capital ayant servi à les constituer rentrant dans le fonds de la société à chaque décès de pensionnaire et permettant de doter un nouveau pensionnaire et ainsi de suite.

Aux sommes versées par les sociétés aux fonds de retraites sont venus s'ajouter les intérêts qui se capitalisent tous les ans, certains dons et legs et surtout les subventions importantes accordées par l'État. Le gouvernement alloua en effet chaque année des subventions proportionnelles aux sociétés faisant des prélèvements en faveur de leurs caisses de retraites (3). Les sommes ainsi distribuées accrurent dans

(1) Jusqu'à concurrence de 360 francs.

(2) Aux termes de l'article 6 du décret du 26 avril 1856, les candidats aux pensions durent avoir au moins 50 ans et faire partie de la société depuis plus de 10 années.

Il aurait été imprudent de prendre le décret à la lettre ; aussi l'administration conseilla toujours aux sociétés constituant un fonds de retraites d'exiger du candidat à la pension soixante ans d'âge et vingt ans au moins de sociétariat.

(3) Ces subventions sont accordées aujourd'hui encore par l'État et établies d'après les bases suivantes :

1^o Le quart du versement ;

2^o Un franc par membre participant ;

3^o Un franc par membre participant âgé de plus de cinquante-cinq ans. Toutefois, la subvention ne doit pas dépasser le chiffre du versement ;

des proportions considérables les versements faits par les sociétés.

Il faut rappeler ici un décret du 22 janvier 1852 qui attribua une dotation de dix millions aux sociétés de secours mutuels. Cette somme fut prise sur le produit de la vente des biens ayant appartenu à la famille d'Orléans. Les dix millions furent convertis en titres de rentes sur l'État, déposés à la Caisse des dépôts et consignations ; ils représentaient 437.500 fr. de revenu. Depuis, ce fonds s'est accru soit par des ressources nouvelles, soit par des économies réalisées sur l'emploi des arrérages. Il donne, depuis un certain nombre d'années, un revenu annuel de 510.000 fr. qui permet à l'État de subventionner et encourager, comme on vient de le dire précédemment, les sociétés qui font des versements à leurs fonds de retraites.

En 1881 l'accroissement constant des versements aux fonds de retraites par les sociétés approuvées a nécessité la demande au Parlement d'un crédit extraordinaire de 160.000 francs qui a été ajouté au revenu de la dotation. Ce crédit initial de 160.000 fr. a dû être augmenté chaque année et il atteignait pour l'exercice 1898 la somme de 810.000 francs. Cette somme ajoutée à celle de 510.000 francs (re-

lorsque le nombre des membres participants est égal ou inférieur à 1.000, la subvention ne peut excéder 3.000 francs. Si le nombre des membres participants est supérieur à 1000, la subvention peut être égale au nombre des membres participants multiplié par trois, sans pouvoir cependant, en aucun cas, dépasser 10.000 francs.

venu de la dotation) a pu former un crédit disponible de 1.320.000 francs. Ce crédit (qui restera probablement le même dans les budgets futurs) devait assurer les subventions au fonds de retraites et en même temps pourvoir à deux autres sortes de dépenses, savoir : 1° les subventions éventuelles, c'est-à-dire accordées pour venir en aide aux sociétés approuvées naissantes ou se trouvant par suite de circonstances inattendues dans une situation financière difficile ; 2° les dépenses diverses (impression du rapport annuel ; frais des récompenses honorifiques accordées tous les trois ans ; abonnements au *Bulletin des Sociétés de secours mutuels*, etc...)(1).

Les encouragements dont nous venons de parler ne furent pas les seuls donnés par l'État aux sociétés de secours mutuels approuvées, surtout en ce qui concerne l'importante question des retraites. A partir de 1894 un nouveau crédit fut voté par les Chambres « pour majorer suivant un barème établi les pensions de retraites inférieures à 360 francs liquidées par les sociétés de secours mutuels ». Ce crédit qui était de 400.000 francs en 1894 s'est élevé à 1.200.000 francs en 1895 ; depuis 1896 il a été fixé à 900.000 francs. Cette allocation fit toujours l'objet, à la Caisse des dépôts et consignations, d'un compte

(1) Ajoutons que, durant les dernières années écoulées, des économies importantes ont été réalisées sur l'ensemble des arrérages du fonds de la dotation et du crédit voté par le Parlement. Ces économies forment une sorte de réserve déposée à la Caisse des dépôts et consignations.

spécial et le reliquat, non employé en majorations, fut chaque année, en fin d'exercice, reversé au Trésor.

Citons, pour en terminer avec la longue liste des avantages réservés aux sociétés de secours mutuels approuvées, trois décisions dont plusieurs associations s'empressèrent de profiter.

La loi du 11 juillet 1868 donna aux sociétés approuvées le droit de contracter, près de la Caisse des dépôts et consignations des assurances collectives en cas de décès soit pour solder les frais funéraires, soit pour allouer des secours aux veuves et orphelins (1).

La loi du 16 septembre 1871 exempta de l'impôt des cercles ou lieux de réunion ceux qui ne sont ouverts qu'aux sociétaires mutualistes.

Un arrêté du ministre de l'Intérieur du 10 juillet 1874 vint décider l'admission des membres participants convalescents des sociétés de secours mutuels approuvées du département de la Seine dans les

(1) La caisse d'assurance en cas de décès est loin d'avoir donné tous les résultats qu'on avait attendus d'elle. Elle ne parut jamais avoir été très goûtée par les mutualistes. Cependant, parmi les sociétés prévoyant statutairement le secours à la veuve ou à la famille du sociétaire défunt, quelques-unes ont contracté une assurance collective en cas de décès et y ont trouvé profit ; mais elles sont extrêmement rares. 69 sociétés approuvées seulement ont contracté du 1^{er} janvier au 31 décembre 1896 des assurances collectives en cas de décès (chiffre porté dans la dernière statistique publiée par le ministère de l'Intérieur).

asiles de Vincennes et du Vésinet, moyennant un prix de journée exceptionnel fixé à 0 fr. 75.

Notons encore qu'une loi du 20 juillet 1895 vint décider la participation pour les sociétés de secours mutuels possédant des caisses de retraites à la répartition des trois cinquièmes des sommes provenant des comptes abandonnés des caisses d'épargne. Un règlement d'administration publique a déterminé les conditions de cette répartition entre les sociétés de secours mutuels approuvées et reconnues d'utilité publique (1).

Les sociétés de secours mutuels approuvées furent toujours les plus nombreuses dans notre pays : le tableau comparatif suivant montre l'importance qu'elles prirent aux différentes époques, tant au point de vue de leur nombre et de celui de leurs membres qu'au point de vue de leur avoir social.

SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS APPROUVÉES

Années.	Nombre des Sociétés.	Nombre des membres honoraires et par- ticipants.	Fonds libres.	Fonds de retraites.
1860	2.514	359.332	9.384.779 fr.	4.233.846 fr.
1870	4.729	632.588	19.955.835 »	18.138.094 »
1880	4.790	791.239	33.653.600 »	38.113.046 »
1890	6.674	1.091.152	55.804.013 »	85.874.924 »
1896	7.943	1.381.852	87.104.511 »	121.463.185 »

(1) La première répartition s'effectua sur l'exercice 1896 et porta sur une somme de 142.403 fr. 50.

La plupart des sociétés approuvées conformément au décret de 1852 eurent exclusivement pour but de donner une indemnité quotidienne et les soins du médecin et les médicaments à leurs sociétaires malades ainsi que de pourvoir à leurs frais funéraires. Toutefois, dès 1856, 994 sociétés approuvées constituèrent un fonds de retraites à la Caisse des dépôts et consignations. Au 31 décembre 1896 (époque à laquelle s'arrête la dernière statistique publiée par le ministère de l'Intérieur), le nombre de ces sociétés est de 4190, avec un fonds de retraites total s'élevant, comme on vient de le voir dans le tableau qui précède, à 121.463.185 francs. Le nombre des pensions servies à des mutualistes au cours de l'année 1896 monte à 38.986.

V

CRITIQUES ADRESSÉES A LA LÉGISLATION DE 1852. — ÉLABORATION D'UNE NOUVELLE LOI RELATIVE AUX SO- CIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Nous avons vu quelle fut la législation de nos sociétés de secours mutuels à partir de 1852. Elle put être considérée, à l'époque à laquelle elle reçut sa première application, comme une législation libérale et généreuse. Certes, il y avait eu une arrière-pensée politique dans la confection du décret du 26 mars 1852 ; il est certain que ses auteurs, en dotant les sociétés de secours mutuels d'une somme de 10 millions de francs prélevée sur le produit de la vente des biens de la famille d'Orléans, avaient pour but d'effacer de l'esprit des masses le souvenir du règne déchu et de les attacher à l'Empire, et qu'en réservant au Chef de l'État la nomination des présidents de ces sociétés, ils voulaient en faire des instruments dévoués au pouvoir. Il n'en est pas moins vrai qu'à la faveur de ce décret, la mutualité française prit un rapide essor et suivit une marche constamment progressive. A partir de 1852 les sociétés de secours mutuels se multiplièrent et depuis 1870 surtout, à la

suite du décret du gouvernement de la défense nationale laissant enfin aux sociétés approuvées le soin d'élire leurs présidents, elles doublèrent, comme nous l'avons vu au chapitre précédent, le nombre de leurs adhérents.

La législation de 1852, malgré les résultats qu'elle avait donnés, était cependant loin d'être une législation idéale ; de bonne heure, surtout à partir de 1880, elle devint l'objet des critiques les plus diverses souvent très justes, quelquefois exagérées. Dans les congrès spéciaux (1), dans les milieux parlementaires et ailleurs, on reprocha au décret du 26 mars 1852 de ne tenir aucun compte des progrès réalisés par les mutualistes français et étrangers et de n'être plus qu'un instrument illibéral dont les pouvoirs publics appliquaient à plaisir les dispositions les plus rigoureuses et les plus contraires au développement de la mutualité. On ne cessa d'attaquer les formalités auxquelles étaient soumises les sociétés voulant se constituer régulièrement et à tort ou à raison on reprocha à l'administration d'imposer à la lettre ses statuts-modèles aux sociétés voulant obtenir l'approbation. On ne vit plus dans le décret de 1852 que des dispositions autoritaires ne contenant pour les sociétés que des obligations et leur enlevant tous droits et toute initiative.

(1) Un premier congrès national de la mutualité se tint à Lyon en 1883. Il fut suivi de plusieurs autres dont les travaux sont des plus intéressants à consulter (Marseille, 1886 ; Paris, 1889 ; Bordeaux, 1892 ; etc...).

Les critiques visaient aussi le régime réservé par la loi aux sociétés qui, voulant se former plus facilement et rester plus indépendantes, renonçaient à demander l'approbation. Une société de ce genre sollicitait la simple autorisation, mais encore il fallait l'obtenir ; et même revêtue de la sanction administrative, elle n'avait aucune part aux multiples avantages réservés par la loi aux sociétés reconnues ou approuvées, puis elle ne possédait aucunement la personnalité civile et par suite n'avait que des droits insignifiants.

Et les critiques ne s'arrêtaient pas là : on réclamait contre le peu de liberté laissée aux associations mutuelles pour le placement de leurs fonds disponibles, contre la prohibition qui leur était faite de s'affilier entre elles, de former des Unions de sociétés, etc. La législation était considérée comme mauvaise en soi ; c'était une réforme complète qu'il fallait opérer.

Une chose, à notre avis, devait particulièrement attirer l'attention des pouvoirs publics ; c'est qu'en fait plusieurs prescriptions du décret de 1852 étaient restées ou devenues lettre morte et depuis longtemps l'administration, en réalité toujours très bienveillante, n'insistait plus pour faire appliquer ces dispositions. Une situation de ce genre est toujours regrettable et suffisait à nécessiter la réforme d'une législation qui n'est plus en harmonie avec le déve-

loppement et les besoins des institutions qu'elle doit réglementer.

Rappelons en effet que de nombreuses sociétés se dispensaient de fournir les soins en cas de maladie ou les frais funéraires ; que d'autres n'avaient pour but que de donner des retraites à leurs membres ; que certaines servaient directement leurs pensions sans passer par la *Caisse nationale des retraites pour la vieillesse*, ou les constituaient avant l'âge de cinquante ans ; que presque toutes établissaient leurs cotisations sans s'inquiéter le moins du monde des lois de la mortalité ou de la morbidité (dans ce dernier cas, l'État était d'ailleurs le premier fautif, puisqu'il avait complètement oublié les tables promises par le décret de 1852) ; que certaines associations ne se bornaient pas à fonctionner dans une commune ou dans un groupe de communes comptant moins de mille habitants chacune ; que quelques autres plaçaient leurs fonds à leur fantaisie en dehors de la *Caisse des dépôts et consignations* et des caisses d'épargne, etc...

Le Gouvernement et le Parlement s'émurent de bonne heure et à juste titre des inconvénients présentés par la législation de 1852 et des réclamations trop souvent fondées auxquelles elle donnait lieu.

En 1881 la Chambre des députés fut saisie, pour la première fois, d'une proposition de loi sur les sociétés de secours mutuels signée de MM. H. Maze,

Guyot, Audiffred, Martin-Nadaud..., proposition animée de l'esprit le plus libéral et donnant satisfaction à la plupart des vœux émis par les mutualistes. Quelques mois plus tard, en mars 1882, le ministre de l'Intérieur et le ministre des Finances, MM. René Goblet et Léon Say, déposaient un projet de loi relatif à l'organisation, aux droits et obligations des sociétés de secours mutuels.

Ce ne fut qu'à la fin de 1883 que la Chambre fut réellement saisie de la question par le rapport de M. Maze. Un nouveau texte en 27 articles, se rapprochant beaucoup plus de la proposition Maze que du projet Goblet, fut voté et transmis au Sénat. Deux ans après, en 1885, celui-ci donnait son approbation sous réserve d'importantes modifications.

En 1889, la Chambre adopta une seconde fois le projet, sur le rapport de M. Audiffred, mais de nouveaux changements ayant été introduits dans le texte, il fallut le renvoyer au Sénat. Une commission fut nommée et M. Maze qui autrefois, comme député, avait eu à soutenir les intérêts mutualistes devant la Chambre, fut nommé rapporteur. Le 15 décembre 1890, le rapport était déposé sur le bureau de la haute Assemblée, mais la mort de M. Maze et les réserves du ministre de l'Intérieur au sujet de certaines dispositions du projet de loi eurent pour résultat un nouvel ajournement.

Un texte nouveau, amendé après entente avec le

gouvernement, fut soumis au Sénat le 3 juin 1892 par le nouveau rapporteur, M. Cuvinot. Ce projet tenait compte des vœux émis par le Congrès national de la mutualité tenu à Paris en 1889 et des conclusions formulées par la Commission extra-parlementaire qu'un arrêté du ministre de l'Intérieur, du 20 mars 1889, avait constituée en vue « de procéder à un examen général de la comptabilité financière des sociétés de secours mutuels et d'étudier les moyens d'y faire apparaître la valeur de leurs engagements et des ressources correspondantes ». Il maintenait la division des sociétés de secours mutuels en trois catégories, mais précisait les règles qui devaient s'imposer à chacune, les facultés et les avantages qui leur étaient accordés et les obligations auxquelles elles étaient soumises. Il était adopté en 1892.

La commission de la Chambre proposa l'adoption pure et simple du texte voté par le Sénat pour arriver promptement à une solution depuis longtemps désirée ; mais la législature prit fin et la Chambre se sépara sans s'être prononcée.

Après les élections de 1893 la commission d'assurance et de prévoyance sociales nommée par la Chambre pour examiner toutes les questions se rattachant à l'épargne, à l'assurance et à la prévoyance, reprit l'étude du projet voté en 1892 par le Sénat. La commission s'entoura de tous les renseignements

qu'il lui fut possible de recueillir, entendit nombre de personnes compétentes en la matière et chargea M. Audiffred de faire un nouveau rapport (1). L'idée de la commission était d'apporter aux dispositions votées par le Sénat des modifications qui, sans altérer l'économie générale du projet de loi transmis, réalisaient des améliorations sérieuses.

Il est intéressant d'indiquer ici, les modifications qu'il s'agissait d'introduire dans la législation des sociétés de secours mutuels et de faire voter par le Parlement. En voici les grandes lignes :

Admission au titre de sociétés de secours mutuels, des sociétés qui font exclusivement les retraites. — Obligation pour les sociétés de donner à leurs membres des avantages égaux à charges égales. — Admission des membres honoraires au titre de participants à la suite de revers de fortune. — Autorisation pour les femmes de faire partie des sociétés, d'en constituer, d'en diriger et d'en administrer. — Création de caisses communes à plusieurs sociétés pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée (caisses de réassurance, caisses de retraites autonomes). — Réduction des pénalités excessives prévues pour de simples manquements à la statistique. — Incessibilité et insaisissabilité des pensions, non seulement jusqu'à concurrence de 360 francs, pour les rentes, mais aussi de 3.000 francs pour les capitaux assurés. — Autorisation pour les sociétés libres

(1) La ligue nationale de la prévoyance et de la mutualité se fit l'interprète des revendications des mutualistes et donna mission à l'un de ses vice-présidents, M. Cheysson, de soumettre à la commission de la Chambre des députés les observations que l'étude du projet avait déterminé la ligue à lui présenter. La plupart de ses doléances furent admises par la commission.

de prendre à bail ou d'acquérir les immeubles affectés à leurs services. — Liberté plus grande en ce qui concerne les placements des fonds appartenant aux sociétés approuvées et droit pour celles-ci de posséder des immeubles. — Constitution des pensions de retraites par le livret individuel, à l'aide de la caisse nationale ou d'une caisse autonome, au moyen de versements effectués par la société au compte de chacun de ses membres participants, et provenant des cotisations spéciales des sociétaires ou des prélèvements opérés sur leur unique cotisation, de tout ou partie des arrérages annuels du fonds commun inaliénable, enfin des autres ressources prévues par les statuts. — Faculté pour la société (suivant les statuts) d'effectuer les versements sur le livret individuel provenant du fonds commun, soit à capital aliéné, soit à capital réservé. — Liberté pour les versements effectués par le sociétaire lui-même d'être faits à capital aliéné ou à capital réservé au profit de ses ayants droit. — Autorisation pour les sociétés d'accorder à leurs membres des allocations, non pas viagères, mais annuelles, à prendre soit sur les arrérages du fonds commun, soit sur les autres ressources disponibles, avec quantum fixé chaque année par l'assemblée générale. — Faculté d'allouer des indemnités pécuniaires, à prélever sur le fonds de réserve, aux membres participants devenus infirmes ou incurables avant l'âge fixé par les statuts pour être admissibles à la pension viagère de retraite. — Répartition des subventions d'après des barèmes arrêtés par le Ministre de l'Intérieur, après avis du Conseil supérieur. — Obligation pour les sociétés approuvées d'adresser au Ministre de l'Intérieur, dans les trois premiers mois de chaque année, le compte rendu de leur situation morale et financière. — Prélèvement sur l'actif social, en cas de dissolution, des sommes nécessaires pour remplir les engagements contractés vis-à-vis des membres participants. — Création d'un Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

La Chambre ratifia, dans toutes ses parties, dans ses délibérations des 21 mai, 28 mai et 4 juin 1897 la législation d'émancipation et de sage protection de l'épargne populaire que l'on soumettait à son approbation.

Le Sénat, à la suite d'un intéressant rapport de M. Lourties, apporta quelques légères modifications au nouveau texte qui lui était soumis et le retourna à la Chambre qui l'accepta sans autres changements. La nouvelle loi, dont la confection avait nécessité seize années et demie d'études parlementaires, fut promulguée le 1^{er} avril 1898.

TEXTE DE LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898

RELATIVE AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS

TITRE PREMIER. — Dispositions communes à toutes les sociétés.

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés de secours mutuels sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés.

Elles peuvent, en outre, accessoirement, créer au profit de leurs membres des cours professionnels, des offices gratuits de placement et accorder des allocations en cas de chômage, à la condition qu'il soit pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

ART. 2. — Ne sont pas considérées comme sociétés de secours mutuels les associations qui, tout en organisant, sous un titre quelconque, tout ou partie des services prévus à l'article précédent, créent, au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres et au détriment des autres, des avantages particuliers. Les sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés.

ART. 3. — Les sociétés de secours mutuels peuvent se composer de membres participants et de membres honoraires ;

les membres honoraires payent la cotisation fixée ou font des dons à l'association sans prendre part aux bénéfices attribués aux membres participants ; mais les statuts peuvent contenir des dispositions spéciales pour faciliter leur admission, au titre de membres participants, à la suite de revers de fortune.

Les femmes peuvent faire partie des sociétés et en créer : les femmes mariées exercent ce droit sans l'assistance de leur mari ; les mineurs peuvent faire partie de ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal.

L'administration et la direction des sociétés de secours mutuels ne peuvent être confiées qu'à des Français majeurs, de l'un ou de l'autre sexe, non déchus de leurs droits civils et civiques, sous réserve, pour les femmes mariées, des autorisations de droit commun.

Les sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers ne peuvent exister qu'en vertu d'un arrêté ministériel toujours révocable. Par exception, elles peuvent choisir leurs administrateurs parmi leurs membres.

Les membres du conseil d'administration et du bureau des sociétés de secours mutuels seront nommés par le vote au bulletin secret.

Les administrateurs et directeurs ne pourront être choisis que parmi les membres participants et honoraires de la société.

ART. 4. — Un mois avant le fonctionnement d'une société de secours mutuels, ses fondateurs devront déposer en double exemplaire : 1^o les statuts de la dite association ; 2^o la liste des noms et adresses de toutes les personnes qui, sous un titre quelconque, seront chargées à l'origine de l'administration ou de la direction.

Le dépôt a lieu, contre récépissé, à la sous-préfecture de l'arrondissement où la société a son siège social, ou à la préfecture du département.

Le maire de la commune en est informé immédiatement par les soins du préfet ou du sous-préfet.

Un extrait des statuts sera inséré dans le recueil des actes de la préfecture.

Tout changement dans les statuts ou dans la direction sera notifié et publié selon les formes indiquées ci-dessus.

ART. 5. — Les statuts déterminent :

1° Le siège social, qui ne peut être situé ailleurs qu'en territoire français ;

2° Les conditions et les modes d'admission et d'exclusion, tant des membres participants que des membres honoraires ;

3° La composition du bureau et du conseil d'administration, le mode d'élection de leurs membres, la nature et la durée de leurs pouvoirs ; les conditions du vote à l'assemblée générale et du droit pour les sociétaires de s'y faire représenter ;

4° Les obligations et les avantages des membres participants ;

5° Le montant et l'emploi des cotisations des membres, soit honoraires, soit participants, les modes de placement et de retrait des fonds ;

6° Les conditions de la dissolution volontaire de la société ;

7° Les bases de la liquidation à intervenir si la dissolution a lieu ;

8° Le mode de conservation des documents intéressant la société ;

9° Le mode de constitution des retraites pour lesquelles il n'a pas été pris d'engagement ferme et dont l'importance est subordonnée aux ressources de la société ;

10° L'organisation des retraites garanties, et spécialement la fixation de leur quotité et de l'âge de l'entrée en jouissance ;

11° Les prélèvements à opérer sur les cotisations pour le service spécial des retraites, lorsque, conformément à la clause précédente, les cotisations des membres honoraires ou participants devront être affectées pour partie à la constitution de retraites garanties, que ce soit au moyen d'un fonds commun ou de livrets individuels ouverts au nom des sociétaires.

ART. 6. — Lorsque l'assemblée générale sera convoquée, les pouvoirs dont les sociétaires seront porteurs, si les statuts autorisent le vote par procuration, pourront être donnés sous seing privé et seront affranchis de tous droits de timbre et d'enregistrement ; ils seront déposés au siège social.

Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans le délai de quinze jours à dater de l'élection, devant le juge de paix du siège de la société. Elles sont introduites par simple déclaration au greffe.

Le juge de paix statue, dans les quinze jours de cette déclaration, sans frais ni forme de procédure et sur simple avertissement donné trois jours à l'avance à toutes les parties intéressées.

La décision du juge de paix est en dernier ressort, mais elle peut être déférée à la Cour de cassation. Le pourvoi n'est recevable que s'il est formé dans les dix jours de la notification de la décision. Il est formé par simple requête déposée au greffe de la justice de paix et dénoncée aux défendeurs dans les dix jours qui suivent. Il est dispensé du ministère d'un avocat à la Cour et jugé d'urgence sans frais ni amende.

Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la Cour de cassation. La chambre civile de cette Cour statue directement sur le pourvoi.

Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis.

ART. 7. — Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés de secours mutuels doivent adresser, par l'intermédiaire des préfets, au Ministre de l'Intérieur, et dans les formes qui seront déterminées par lui, la statistique de leur effectif, du nombre et de la nature des cas de maladie de leurs membres, telle qu'elle est prescrite par la loi du 30 novembre 1892.

ART. 8. — Il peut être établi entre les sociétés de secours mutuels, en conservant d'ailleurs à chacune d'elles son autonomie, des unions, ayant pour objet notamment :

a) L'organisation, en faveur des membres participants, des soins et secours énumérés dans l'article premier, notamment la création de pharmacies, dans les conditions déterminées par les lois spéciales sur la matière ;

b) L'admission des membres participants qui ont changé de résidence ;

c) Le règlement de leurs pensions viagères de retraite ;

d) L'organisation d'assurances mutuelles pour les risques divers auxquels les sociétés se sont engagées à pourvoir, notamment la création de caisses de retraites et d'assurances communes à plusieurs sociétés pour les opérations à long terme et les maladies de longue durée ;

e) Le service des placements gratuits.

ART. 9. — Les sociétés de secours mutuels sont admises à contracter des assurances, soit en cas de décès, soit en cas d'accidents, aux caisses d'assurances instituées par la loi du 11 juillet 1868, en se conformant aux prescriptions des articles 7 et 15 de la dite loi.

Ces assurances peuvent se cumuler avec les assurances individuelles.

ART. 10. — Les infractions aux dispositions de la présente loi seront poursuivies contre les administrateurs ou les directeurs et punies d'une amende de 1 à 15 francs inclusivement.

Si une société est détournée de son but de société de secours mutuels et si, trois mois après un avertissement donné par arrêté du préfet du département, cette société persiste à ne pas se conformer aux prescriptions de la présente loi ou aux dispositions de ses statuts, la dissolution pourra en être prononcée par le tribunal civil de l'arrondissement.

Le ministère public introduira l'action en dissolution par un mémoire présenté au président du tribunal, énonçant les faits et accompagné des pièces justificatives ; ce mémoire sera notifié au président de la société avec assignation à jour fixe.

Le tribunal jugera en audience publique, sur les réquisitions du procureur de la République, le président de la société entendu ou régulièrement appelé.

Le jugement sera susceptible d'appel.

L'assistance de l'avoué ne sera obligatoire ni en première instance ni en appel.

En cas de fausse déclaration faite de mauvaise foi ou de toutes autres manœuvres tendant à dissimuler, sous le nom de sociétés de secours mutuels, des associations ayant un autre objet, les juges de répression auront la faculté de prononcer la dissolution à la requête du ministère public. Les administrateurs et directeurs seront passibles d'une amende de 16 à 500 francs.

ART. 11. — La dissolution volontaire d'une société de secours mutuels ne peut être prononcée que dans une assemblée convoquée à cet effet par un avis indiquant l'objet de la réunion et à la condition de réunir à la fois une majorité des deux tiers des membres présents et la majorité des membres inscrits.

En cas de dissolution par les tribunaux, le jugement désigne un administrateur chargé de procéder à la liquidation définitive.

Aucun encaissement de cotisations autres que celles échues au jour de la liquidation ne peut plus être effectué.

Communication sera faite à l'administrateur des livres, registres, procès-verbaux et pièces de toute nature : la communication aura lieu sans déplacement, sauf le cas où le tribunal en aurait ordonné autrement.

La liquidation s'opérera conformément aux statuts : elle sera homologuée sans frais par le tribunal, à la diligence du procureur de la République.

ART. 12. — Les secours, pensions, contrats d'assurances, livrets, et généralement toutes sommes et tous titres à remettre par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants, sont incessibles et insaisissables jusqu'à concur-

rence de 360 francs par an pour les rentes et de 3.000 francs pour les capitaux assurés.

ART. 13. — Les sociétés de secours mutuels ayant satisfait aux prescriptions des articles précédents ont le droit d'estimer en justice, tant en demandant qu'en défendant, par le président ou par le délégué ayant mandat spécial à cet effet, et peuvent obtenir l'assistance judiciaire aux conditions imposées par la loi du 22 janvier 1851.

ART. 14. — Les sociétés de secours mutuels se divisent en trois catégories :

- 1° Les sociétés libres ;
- 2° Les sociétés approuvées ;
- 3° Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

TITRE II. — Des sociétés libres.

ART. 15. — Les sociétés libres et unions de sociétés libres peuvent recevoir et employer les sommes provenant des cotisations des membres honoraires et participants, et généralement faire des actes de simple administration ; elles peuvent posséder des objets mobiliers, prendre des immeubles à bail pour l'installation de leurs divers services.

Elles peuvent, avec l'autorisation du préfet, recevoir des dons et legs mobiliers.

Toutefois, si la libéralité est faite à une société dont la circonscription comprend des communes situées dans des départements différents, il est statué par un décret. S'il y a réclamation des héritiers du testateur, il est statué par un décret du Président de la République, le Conseil d'État entendu.

Lorsque l'emploi des dons et legs n'est pas déterminé par le donateur ou testateur, cet emploi sera prescrit par l'arrêté ou le décret d'autorisation, en exécution de l'article 4 de l'ordonnance du 2 avril 1817.

Les sociétés libres ne peuvent acquérir des immeubles,

sous quelque forme que ce soit, à peine de nullité, sauf les immeubles exclusivement affectés à leurs services. Elles ne peuvent, à peine de nullité, recevoir des dons ou legs immobiliers qu'à la charge de les aliéner et d'obtenir l'autorisation mentionnée au § 3 ci-dessus. La nullité sera prononcée en justice, soit sur la demande des parties intéressées, soit d'office, sur les réquisitions du ministère public.

TITRE III. — Des sociétés approuvées.

ART. 16. — Les sociétés de secours mutuels et les unions de sociétés prévues à l'article 8, qui auront fait approuver leurs statuts par arrêté ministériel, auront tous les droits accordés aux sociétés libres et unions de sociétés libres et jouiront des avantages concédés par les articles suivants.

L'approbation ne peut être refusée que dans les deux cas suivants :

1° Pour non-conformité des statuts avec les dispositions de la loi ;

2° Si les statuts ne prévoient pas des recettes proportionnées aux dépenses, pour la constitution des retraites garanties ou des assurances en cas de vie, de décès ou d'accident.

L'approbation ou le refus d'approbation doit avoir lieu dans le délai de trois mois. Le refus d'approbation doit être motivé par une infraction aux lois et notamment aux dispositions du § 4 du présent article.

En cas de refus d'approbation, un recours peut être formé devant le Conseil d'État. Ce recours sera dispensé de tout droit ; il pourra être formé sans ministère d'avocat.

Tout changement dans les statuts d'une société approuvée doit être l'objet d'une nouvelle demande d'approbation, et aucune modification statutaire ne peut être mise à exécution si elle n'a pas été préalablement approuvée.

Il sera procédé, pour les changements dans les statuts, comme en matière de statuts primitifs, pour tout ce qui concerne les dépôts, les délais et les recours.

ART. 17. — Les sociétés de secours mutuels approuvées pourront, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'État, recevoir des dons et legs immobiliers.

Les immeubles compris dans un acte de donation ou dans une disposition testamentaire, que les sociétés n'aient pas été autorisées à conserver, seront aliénés dans les délais et la forme prescrits par le décret qui en autorise l'acceptation ; le délai pourra, en cas de nécessité, être prorogé.

Les sociétés de secours mutuels et les unions approuvées prévues à l'article 8 peuvent être autorisées, par décret rendu en Conseil d'État, à acquérir les immeubles nécessaires soit à leurs services d'administration, soit à leur service d'hospitalisation.

ART. 18. — Les communes sont tenues de fournir aux sociétés approuvées qu'elles demandent les locaux nécessaires à leurs réunions, ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité. En cas d'insuffisance des ressources des communes, cette dépense est mise à la charge des départements. Dans le cas où la société s'étend sur plusieurs communes ou sur plusieurs départements, cette obligation incombe d'abord à la commune dans laquelle est établi le siège social, ensuite au département auquel appartient cette commune.

Dans les villes où il existe une taxe municipale sur les convois, il est accordé aux sociétés approuvées remise des deux tiers des droits sur les convois dont elles peuvent avoir à supporter les frais, aux termes de leurs statuts.

ART. 19. — Tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

Sont également exempts du droit de timbre de quittance les reçus de colisations des membres honoraires ou participants, les reçus des sommes versées aux pensionnaires, ainsi que les registres à souches qui servent au paiement des journées de maladies.

Cette disposition n'est pas applicable aux transmissions

de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre vifs, soit par décès.

Conformément aux articles 19 de la loi du 11 juillet 1868 et 24 de la loi du 20 juillet 1886, les certificats, actes de notoriété et autres pièces exclusivement relatives à l'exécution des lois précitées et de la présente loi seront délivrés gratuitement et exempts des droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 20. — Les placements des sociétés de secours mutuels approuvées doivent être effectués en dépôt aux caisses d'épargne, à la Caisse des dépôts et consignations, en rentes sur l'État, bons du Trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'État, en obligations des départements et des communes, du Crédit foncier de France ou des compagnies françaises de chemins de fer qui ont une garantie d'intérêts de l'État.

Les sociétés de secours mutuels approuvées pourront, en outre, posséder et acquérir des immeubles jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir, les vendre et les échanger.

Pour être valables, ces opérations devront être votées à la majorité des trois quarts des voix par une assemblée générale extraordinaire composée au moins de la moitié des membres de la société, présents ou représentés.

Les titres et valeurs au porteur appartenant aux sociétés de secours mutuels approuvées seront déposés à la Caisse des dépôts et consignations, qui sera chargée de l'encaissement des arrérages, coupons et primes de remboursement de ces titres, et en portera le montant au compte de dépôt de chaque société.

ART. 21. — Les sociétés de secours mutuels approuvées sont admises à verser des capitaux à la Caisse des dépôts et consignations :

1° En compte courant disponible ;

2° En un compte affecté pour toute la durée de la société à la formation et à l'accroissement d'un fonds commun inaliénable.

Le fonds commun de retraites existant au jour de la promulgation de la loi ne peut être supprimé.

Il peut être placé soit à la Caisse des dépôts et consignations, soit en valeurs ou immeubles, conformément aux articles 17 et 20, soit à la caisse des retraites.

Pour l'avenir, les statuts de chaque société déterminent si elle entend user de cette faculté de constituer un fonds commun et dans quelles conditions ; ils règlent les moyens de l'alimenter, qu'il s'agisse d'un fonds commun conservé ou d'un fonds commun à créer. Ils décident notamment si la société devra verser à ce fonds, en totalité ou en partie, les subventions de l'État, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires et les autres ressources disponibles.

Le compte courant et le fonds commun portent intérêt à un taux égal à celui de la caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

La différence entre le taux fixé par le paragraphe précédent et le taux de 4 1/2 0/0, déterminé par le décret-loi du 26 mars 1852, et le décret du 26 avril 1856, sera versée, à titre de bonification, à chaque société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la Caisse des dépôts et consignations (fonds libres et fonds de retraites), au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du Ministère de l'Intérieur.

Les intérêts qui ne reçoivent pas d'emploi au cours de l'année sont capitalisés tous les ans.

La Caisse des dépôts et consignations aura la faculté de faire emploi des fonds versés aux comptes ci-dessus désignés, dans les mêmes conditions que pour les fonds des caisses d'épargne.

ART. 22. — Les pensions de retraites peuvent être constituées soit sur le fonds commun, soit sur le livret individuel qui appartient en toute propriété à son titulaire, à capital aliéné ou réservé.

ART. 23. — Les pensions de retraites alimentées par le

fonds commun sont constituées à capital réservé au profit de la société. Elles sont servies directement par la société à l'aide des intérêts de ce fonds, ou par l'intermédiaire de la caisse nationale des retraites.

Pour bénéficier de ces pensions, les membres participants doivent être âgés d'au moins cinquante ans, avoir acquitté la cotisation sociale pendant quinze ans au moins et remplir les conditions statutaires fixées pour l'obtention de la pension.

Les sociétés qui constituent sur le fonds commun des pensions de retraites garanties sont tenues de produire, tous les cinq ans au moins, au Ministre de l'Intérieur, la situation de leurs engagements, éventuels ou liquides, et des ressources correspondantes, en se conformant aux modèles qui leur sont fournis par l'administration compétente. Elles devront modifier, s'il y a lieu, leurs statuts d'après les résultats de ces inventaires au moins quinquennaux.

ART. 24. — Les pensions de retraites constituées par le livret individuel, à l'aide de la caisse nationale des retraites ou d'une caisse autonome, sont formées, en conformité des statuts, au moyen de versements effectués par la société au compte de chacun de ses membres participants.

Ces versements proviennent :

1^o De la cotisation spéciale que le sociétaire a lui-même acquittée en vue de la retraite, ou de la portion de la cotisation unique prélevée en vue de ce service ;

2^o De tout ou partie des arrérages annuels du fonds commun inaliénable, s'il en existe un ;

3^o Des autres ressources dont les statuts autorisent l'emploi en capital au profit des livrets individuels.

Les versements effectués par la société sur le livret individuel le sont à capital aliéné ou à capital réservé, au profit de la société, suivant que les statuts en auront décidé.

Quant aux versements qui proviennent des cotisations du membre participant, ils peuvent être, aux choix de ce membre, faits à capital aliéné ou à capital réservé au profit de ses ayants droit.

Pour la liquidation des pensions de retraites constituées à capital aliéné et à jouissance immédiate par les sociétés de secours mutuels, les tarifs à la caisse nationale des retraites seront calculés jusqu'à quatre-vingts ans.

ART. 25. — En dehors des retraites garanties ou non garanties, constituées, soit à l'aide des fonds communs, soit au moyen du livret individuel dans les conditions prévues aux articles 23 et 24, les sociétés peuvent accorder à leurs membres des allocations, non pas viagères, mais annuelles, prises sur les ressources disponibles. Le montant en sera fixé chaque année par l'assemblée générale. Les titulaires sont désignés par elle, parmi les membres âgés de plus de cinquante ans et ayant acquitté la cotisation sociale au moins pendant quinze ans.

Les statuts déterminent les autres conditions que doivent remplir les bénéficiaires.

Le service de ces allocations annuelles s'effectue à l'aide des arrérages du fonds commun inaliénable ou des autres ressources disponibles.

Une indemnité pécuniaire, fixée également chaque année en assemblée générale et prélevée sur les fonds de réserve, peut être allouée aux membres participants devenus infirmes ou incurables avant l'âge fixé par les statuts pour être admissibles à la pension viagère de retraite.

ART. 26. — A partir de la promulgation de la présente loi, les arrérages des dotations et les subventions annuellement inscrites au budget du Ministère de l'Intérieur au profit des sociétés de secours mutuels seront employés à accorder à ces sociétés des allocations : 1^o pour encourager la formation des pensions de retraites à l'aide du fonds commun ou du livret individuel ; 2^o pour bonifier les pensions liquidées à partir du 1^{er} janvier 1895 et dont le montant, y compris la subvention de l'État, ne sera pas supérieur à 360 francs ; 3^o pour donner, en raison du nombre de leurs membres, des subventions aux sociétés qui ne constituent pas de retraites.

Pour chacune de ces affectations, la répartition du crédit aura lieu dans les proportions et suivant les barèmes arrêtés par le Ministre de l'Intérieur, après avis du conseil supérieur.

Il sera, préalablement à toute répartition, opéré chaque année, sur les dotations et subventions, un prélèvement déterminé par le conseil supérieur, qui ne pourra dépasser 5 p. 100 de l'actif total, pour venir en aide aux sociétés de secours mutuels qui, par suite d'épidémies ou de toute autre cause de force majeure, seraient momentanément hors d'état de remplir leurs engagements.

Les subventions de l'État, en vue de la retraite par livret individuel, profiteront aux étrangers, lorsque leur pays d'origine aura garanti par un traité des avantages équivalents à nos nationaux.

Les pensions allouées sur le fonds commun ne pourront être servies aux étrangers que dans le cas où ils résideront en territoire français.

ART. 27. — Un règlement d'administration publique détermine les conditions et les garanties à exiger pour l'organisation des caisses autonomes que les sociétés ou les unions pourront constituer, soit pour servir des pensions de retraites, soit pour réaliser l'assurance en cas de vie, de décès ou d'accident et, d'une manière générale, toutes les mesures d'application destinées à assurer l'exécution de la loi.

Les fonds versés dans ces caisses devront être employés en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales ou en valeurs énumérées au § 1^{er} de l'article 20.

La gestion de ces caisses sera soumise à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse.

La Caisse des dépôts et consignations est tenue d'envoyer, dans le courant du premier trimestre de chaque année, aux présidents des sociétés de secours mutuels ayant constitué

des pensions de retraites en faveur de leurs membres participants, la liste des retraités qui, dans l'année précédente, n'auront pas touché leurs arrérages.

ART. 28. — Les sociétés de secours mutuels qui accordent à leurs membres ou à quelques-uns seulement des indemnités moyennes ou supérieures à 5 francs par jour, des allocations annuelles ou des pensions supérieures à 360 francs et des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3.000 fr., ne participent pas aux subventions de l'État et ne bénéficient ni du taux spécial d'intérêt fixé par les décrets des 26 mars 1852, 26 avril 1856, ni des avantages accordés par la présente loi sous forme de remise de droits d'enregistrement et de frais de justice.

Les sociétaires qui s'affilieront à plusieurs sociétés en vue de se constituer une pension supérieure à 360 francs ou des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3.000 francs, seront exclus des sociétés de secours mutuels dont ils font partie, sous peine, pour la société de perdre les avantages concédés par la présente loi.

ART. 29. — Dans les trois premiers mois de chaque année, les sociétés de secours mutuels approuvées doivent adresser au Ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire des préfets et dans les formes prescrites, indépendamment de la statistique exigée par l'article 7, le compte rendu de leur situation morale et financière.

Elles sont tenues de communiquer leurs livres, registres, procès-verbaux et pièces comptables de toute nature aux préfets, sous-préfets ou à leurs délégués. Cette communication a lieu sans déplacement, sauf le cas où il en serait autrement ordonné par arrêté du préfet.

Les infractions aux prescriptions du § 2 du présent article seront punies d'une amende de 16 à 500 francs.

ART. 30. — Dans le cas d'inexécution des statuts ou de violation des dispositions de la présente loi, l'approbation peut être retirée par un décret rendu en Conseil d'État sur la pro-

position motivée du Ministre de l'Intérieur et après avis du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, lequel sera convoqué dans le plus bref délai.

La décision portant retrait d'approbation sera susceptible d'un recours au contentieux devant le Conseil d'État, sans ministère d'avocat et avec dispense de tous droits.

ART. 31. — Lorsque la dissolution d'une société approuvée est votée par l'assemblée générale conformément aux statuts, ou ordonnée par le tribunal, la liquidation est poursuivie sous la surveillance du préfet ou de son délégué.

Il est prélevé sur l'actif social, y compris le fonds commun inaliénable de retraites déposé à la Caisse des dépôts et consignations et dans l'ordre suivant :

1° Le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers ;

2° Les sommes nécessaires pour remplir les engagements contractés vis-à-vis des membres participants, notamment en ce qui concerne les pensions viagères et les assurances en cas de décès, de vie ou d'accident ;

3° a) Une somme égale au montant des subventions et secours accordés depuis l'origine de la société par l'État, à titre inaliénable, sur les fonds de la dotation ou autres, pour être, la dite somme, versée au compte de la dotation des sociétés de secours mutuels ;

b) Des sommes égales au montant des subventions et secours accordés depuis l'origine de la société par les départements et les communes, à titre inaliénable, pour être, les dites sommes, réintégrées dans leurs caisses ;

c) Des sommes égales au montant des dons et legs faits à titre inaliénable, pour être employées conformément aux volontés des donateurs et testateurs, s'il ont prévu le cas de liquidation, ou, si leur volonté n'a pas été exprimée, pour être ajoutées au compte de dotation des sociétés de secours mutuels.

Si, après le payement des engagements contractés vis-à-

vis des tiers et des sociétaires, il ne reste pas de fonds suffisants pour le plein des prélèvements prévus au paragraphe 3 ci-dessus, ces prélèvements auront lieu au marc le franc des versements faits respectivement par l'État, les départements, les communes, les particuliers.

Le surplus de l'actif social sera, s'il y a lieu, réparti entre les membres participants appartenant à la société au jour de la dissolution et non pourvus d'une pension ou indemnité annuelle, au prorata des versements opérés par chacun d'eux depuis leur entrée dans la société, sans qu'ils puissent recevoir une somme supérieure à leur contribution personnelle. Le reliquat sera attribué au fonds de dotation.

TITRE IV. — Des sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique.

ART. 32. — Les sociétés de secours mutuels et les unions sont reconnues comme établissements d'utilité publique par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique.

La demande est adressée au préfet avec les pièces suivantes : la liste nominative des personnes qui y ont adhéré et trois exemplaires des projets de statuts et du règlement intérieur.

ART. 33. — Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique jouissent des avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles peuvent, en outre, posséder et acquérir, vendre et échanger des immeubles, dans les conditions déterminées par le décret déclarant l'utilité publique.

Elles sont soumises aux obligations de l'article 11 qui précède.

TITRE V. — Conseil supérieur. — Rapports annuels, tables statistiques.

ART. 34. — Il est institué près le Ministère de l'Intérieur un conseil supérieur de sociétés de secours mutuels. Ce conseil est composé de trente-six membres, savoir :

Deux sénateurs élus par leurs collègues ;
Deux députés élus par leurs collègues ;
Deux conseillers d'État élus par leurs collègues ;
Un délégué du Ministre de l'Intérieur ;
Un délégué du Ministre de l'Agriculture ;
Un délégué du Ministre du Commerce ;
Un membre de l'Académie des sciences morales et politiques, désigné par l'Académie ;

Un membre du Conseil supérieur du travail, nommé par ses collègues ;

Deux membres agrégés de l'Institut des actuaires français, désignés par le Ministre de l'Intérieur ;

Le directeur général de la comptabilité au Ministère des finances ;

Le directeur du mouvements général des fonds au même Ministère ;

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

Un membre de l'Académie de médecine, désigné par l'Académie, et un représentant des syndicats médicaux, élu par les délégués de ces syndicats dans les formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique ;

Dix-huit représentants de sociétés de secours mutuels, dont six appartenant aux sociétés libres, élus par les délégués des sociétés dans des formes qui seront déterminées par un règlement d'administration publique.

Chaque représentant des sociétés approuvées sera élu par un collège comprenant un certain nombre de départements.

Cette division sera faite par le règlement d'administration publique à intervenir, de telle sorte que chaque collège comprenne un nombre à peu près égal de mutualistes.

Tous les membres sont nommés pour quatre ans ; leurs pouvoirs sont renouvelables ; leurs fonctions sont gratuites.

Le Ministre de l'Intérieur est président de droit du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels.

Le conseil choisit parmi ses membres ses deux vice-présidents et son secrétaire. Il est convoqué par le ministre compétent au moins une fois tous les six mois et toutes les fois que cela lui paraîtra nécessaire.

Il reçoit communication des états statistiques et des comptes rendus de la situation financière fournis par les sociétés de secours mutuels, ainsi que des inventaires au moins quinquennaux et des autres documents fournis par les sociétés de secours mutuels, en exécution des articles 7, 23 et 29 ci-dessus.

Il donne son avis sur toutes les dispositions réglementaires ou autres qui concernent le fonctionnement des sociétés de secours mutuels et notamment sur le mode de répartition des subventions et secours qui seront attribués sur les mêmes bases et dans les mêmes proportions pour les retraites constituées soit à l'aide du fonds commun, soit à l'aide de livrets individuels.

ART. 35. — Sept membres nommés par le ministre, dont quatre pris parmi ceux qui procèdent de l'élection, constituent une section permanente.

La section permanente a pour fonction de donner son avis sur toutes les questions qui lui sont renvoyées soit par le conseil supérieur, soit par le ministre.

Le Ministre de l'Intérieur soumet chaque année, au Président de la République, un rapport, qui est présenté au Sénat et à la Chambre des députés, sur les opérations des sociétés de secours mutuels et sur les travaux du conseil supérieur.

ART. 36. — Dans un délai de deux ans après la promulgation de la présente loi, les Ministres de l'Intérieur et du Commerce feront établir des tables de mortalité et de morbidité applicables aux sociétés de secours mutuels.

ART. 37. — Les sociétés de secours mutuels antérieurement autorisées ou approuvées sont tenues, dans le délai de deux ans, de se conformer aux prescriptions de la présente loi. Jusqu'à l'expiration de ce délai, elles continueront à s'administrer conformément à leurs statuts.

Les sociétés approuvées, qui ne solliciteront pas, dans ce délai, ou n'obtiendront pas l'approbation de leurs statuts, devront placer leurs fonds communs en valeurs nominatives, conformément à l'article 20 ci-dessus, et déposer leurs titres à la Caisse des dépôts et consignations. L'inexécution de ces dispositions entraînera l'application des articles 10 et 30 de la présente loi.

Toutefois, les sociétés qui assurent leurs membres exclusivement contre la maladie sont dispensées de solliciter de nouveau cette approbation.

Le Ministre de l'Intérieur, après avis du conseil supérieur, prévu à l'article 34, déterminera dans quelle mesure il pourra être fait exception, pour le passé, aux prescriptions de l'article 2 en faveur des sociétés de secours mutuels qui, établies en vue de l'assurance contre la maladie, auront accordé certains avantages à ceux de leurs membres entrés dans la société à un âge relativement avancé et n'ayant pu arriver à la liquidation de leur pension en satisfaisant aux conditions normales de stage.

ART. 38. — Les articles 13, 18, 19 et 21 de la présente loi, à l'exception, pour ce dernier, de ce qui concerne le fonds commun, s'appliquent aux sociétés régulièrement constituées, en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894 dont l'article 20 est abrogé.

ART. 39. — Le décret-loi du 27 mars 1858 est ainsi modifié :

« Les personnes auxquelles le gouvernement de la République aura accordé des médailles d'honneur, en leur qualité de membre d'une société de secours mutuels, libre ou approuvée, pourront porter publiquement ces récompenses. »

ART. 40. — Les syndicats professionnels constitués légalement aux termes de la loi du 21 mars 1884, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, bénéficieront des avantages de la présente loi, à la condition de se conformer à ses prescriptions.

ART. 41. — Toutes les dispositions contraires à la présente loi sont abrogées.

DEUXIÈME PARTIE

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898.

Les pages qui vont suivre sont exclusivement consacrées au régime légal appliqué actuellement aux sociétés de secours mutuels dans notre pays.

Pour que l'exposé dont il s'agit soit empreint de la plus grande clarté possible, pour éviter aussi des redites inutiles, nous avons pensé qu'il était préférable de substituer à une analyse de chacun des articles de la loi du 1^{er} avril 1898 une étude méthodique et raisonnée des éléments essentiels de la législation. Ces éléments essentiels, si tout d'abord on considère indifféremment et sans distinction la totalité des sociétés de secours mutuels, peuvent se rattacher aux ordres d'idées suivants : but, caractère, organisation administrative et financière des sociétés, prérogatives qui sont accordées à toutes indistinctement.

Chacun de ces points seront étudiés avec tous les développements qu'ils comportent pour l'application facile des dispositions législatives qui les régissent.

Puis, comme, pour ne pas rompre de liens né-

cessaires avec le passé, la loi a maintenu trois espèces de sociétés de secours mutuels, les libres, les approuvées et les reconnues d'utilité publique, des chapitres spéciaux seront consacrés à ces différentes catégories de sociétés et aux obligations ou droits particuliers qui les différencient entre elles.

Un dernier chapitre sera relatif à certaines dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 qui n'auront pas trouvé utilement leur place dans les chapitres précédents.

Nous avons vu précédemment que les sociétés de secours mutuels sont destinées à garantir leurs membres contre les éventualités qui peuvent les priver du salaire acquis habituellement par leur travail.

Parmi ces éventualités fâcheuses, parmi ces risques auxquels est exposée la vie du travailleur, la maladie, l'infirmité, la vieillesse et la mort sont les plus redoutables.

La maladie et l'accident entraînent l'incapacité temporaire de travailler et imposent au malade ou au blessé, obligé de payer le médecin qui le soigne et d'acheter les médicaments nécessaires à sa guérison, un accroissement de dépenses, dans le moment même où il est privé de son salaire. La mort prématurée, naturelle ou accidentelle, supprime le travailleur et par suite les ressources qui faisaient vivre une famille. De plus, la mort, à quelque instant qu'elle survienne, entraîne une dépense spéciale, les frais funéraires. L'infirmité, autrement dit l'invalidité prématurée, a pour conséquence la réduction per-

manente et quelquefois la suppression totale de la capacité de travailler et du salaire; elle entraîne également des dépenses en honoraires de médecin et en médicaments. L'homme mûr, que la mort épargne, sent peu à peu ses forces décliner avec l'âge et se trouve enfin dans l'impossibilité de gagner sa vie.

Le rôle des sociétés de secours mutuels est de garantir leurs adhérents contre ces risques divers, maladie, invalidité prématurée, décès et incapacité de travail causée par la vieillesse. Pour avoir même une action véritablement salubre, elles doivent étendre leurs bienfaits plus loin qu'à la personne du sociétaire et en cas de trépas inattendu du chef de famille, elles doivent prêter appui à ceux qui sont les vraies victimes de la mort quand elle frappe l'homme dans la force de l'âge, c'est-à-dire les enfants, la veuve, quelquefois les ascendants.

Jusqu'à ces derniers temps les sociétés de secours mutuels françaises n'étaient réellement venues en aide à leurs adhérents que pour les garantir contre la maladie et la vieillesse. D'ailleurs la législation existante ne leur permettait guère d'étendre plus loin leur action bienfaisante.

Aujourd'hui le champ ouvert à l'activité des sociétés de secours mutuels est largement agrandi et toutes peuvent désormais assurer des secours aux membres participants et à leurs familles dans toutes les crises que nous avons énumérées plus haut. En

effet, si on se reporte au texte même de la loi du 1^{er} avril 1898, nous lisons à l'article 1^{er} : « Les sociétés de secours mutuels sont des associations de prévoyance qui se proposent d'atteindre un ou plusieurs des buts suivants : assurer à leurs membres participants et à leurs familles des secours en cas de maladie, blessures ou infirmités, leur constituer des pensions de retraites, contracter à leur profit des assurances individuelles ou collectives en cas de vie, de décès ou d'accidents, pourvoir aux frais des funérailles et allouer des secours aux ascendants, aux veufs, veuves ou orphelins des membres participants décédés (1). »

Les sociétés de secours mutuels ont en même temps, et cela résulte des premiers mots de la disposition que nous venons de reproduire, la liberté de se spécialiser et de décider statutairement qu'elles ne viendront prêter soulagement et appui aux associés que dans une seule, plusieurs ou toutes les éventualités prévues par la loi. Il était inutile de subordonner les unes aux autres, comme cela existait à tort autrefois, les fonctions attribuées aux sociétés de secours mutuels. N'est-il pas, en effet, certaines professions dans lesquelles la maladie, par exemple, n'entraînant pas la suppression temporaire

(1) L'étude de ces différents services que les sociétés de secours mutuels sont autorisées à assurer à leurs membres nécessite des développements qui trouveront plus loin leur place.

du salaire ne doit tenir qu'un rang secondaire dans les préoccupations des travailleurs et où ceux-ci préféreront concentrer leurs efforts à se garantir contre les suites des autres risques.

La loi a de plus jugé intéressant d'autoriser les sociétés de secours mutuels à gérer, à titre accessoire, certains services dont l'utilité est incontestable. C'est ainsi que des offices gratuits de placement peuvent être créés au sein d'une société : une telle disposition a le double avantage de consacrer une pratique existant déjà dans quelques associations et de répandre les idées de prévoyance dans des milieux que préoccupe avant tout la question du chômage. — Les sociétés peuvent aussi organiser, toujours à titre accessoire, des cours professionnels qui sont appelés à rendre de précieux services à celles d'entre elles qui se recrutent plus particulièrement parmi les ouvriers de professions similaires ou connexes. Depuis fort longtemps déjà, avec la tolérance de l'administration, un certain nombre de sociétés ont organisé avec succès des cours d'enseignement professionnel à l'usage de leurs membres. Ces cours permettent aux participants mineurs de recevoir d'une façon très utile, à la sortie de l'école, les premiers éléments des connaissances relatives à la profession qu'ils embrassent et donnent aux membres plus âgés la possibilité de se perfectionner.

La législation nouvelle permet encore aux sociétés

de secours mutuels d'entreprendre l'assurance contre les risques inhérents au travail lui-même et se réalisant dans la privation de travail pour l'ouvrier. C'est là une innovation remarquable qui nous paraît devoir donner d'excellents résultats et qui pourtant eut beaucoup de mal à recevoir la sanction législative. La question de l'assurance contre le chômage par les sociétés de secours mutuels n'est pas nouvelle. Dans la discussion de la loi de 1850, M. Dabaux avait proposé à l'Assemblée Législative un amendement d'après lequel les sociétés mutuelles auraient eu pour but en même temps que d'assurer des secours aux ouvriers malades, blessés ou infirmes, et de pourvoir aux frais funéraires des sociétaires, de *subvenir, en cas de chômage, aux besoins des ouvriers sans travail*. Il disait à l'appui de son amendement : « Messieurs, les maladies, les infirmités, doivent être rangées, je le reconnais, au nombre des plus graves fléaux qui puissent atteindre l'ouvrier qui n'a d'autres ressources que son travail... Mais il est une autre calamité qui peut avoir pour l'ouvrier les conséquences les plus graves ; cette calamité c'est le chômage qui vient frapper parfois et trop souvent certaines industries, c'est la cessation du travail par des circonstances indépendantes de la volonté de l'ouvrier. Cette situation est également intéressante et appelle aussi votre sollicitude. Je crois qu'on doit l'assimiler à celle des ouvriers qui

sont atteints par les maladies ou les infirmités (1). » L'amendement Dabeaux ne trouva pas de défenseur et ne put passer.

La proposition de loi relative aux sociétés de secours mutuels sur laquelle la Chambre fut appelée à discuter en 1896 ne faisait aucune allusion aux secours en cas de chômage. Mais, en 1897, lorsqu'on passa à une deuxième délibération sur la proposition, la commission introduisit dans le nouveau texte un amendement de M. Jourde tendant à autoriser les sociétés à accorder des allocations de chômage. La disposition en question fut très attaquée, mais elle fut aussi brillamment défendue par son principal auteur, M. Jourde. A ceux qui craignaient que la faculté qu'il s'agissait d'accorder aux sociétés de secours mutuels pût avoir pour résultat l'augmentation du nombre des grèves, M. Jourde répondit que non seulement la nouvelle disposition n'inciterait pas à la grève et à la révolte, mais au contraire à la tranquillité et à la pacification.

« Croyez-vous, disait-il à ses collègues, que le jour où les sociétés de secours mutuels auront constitué une caisse de chômage, — et c'est justement la raison qui a fait que la commission de prévoyance sociale a bien voulu adopter mon amendement, — croyez-vous, dis-je, que quand cette petite collectivité de travailleurs aura constitué péniblement en épargnant, ce que nous avons appelé la caisse du chômage,

(1) Voir un article de M. R. Jay dans la *Revue politique et parlementaire*, février 1896.

cette caisse qui est la propriété de tous, croyez-vous que ces hommes qui auront fait preuve de prévoyance en s'affiliant à une société de secours mutuels, ces hommes qui sont d'honnêtes pères de famille, qui vivent du gain de leur travail, se jeteront facilement dans une aventure injustifiée de grève ? Assurément non... »

Le texte définitif de la loi donna satisfaction à M. Jourde. Les sociétés peuvent accorder des allocations en cas de chômage. Mais une des préoccupations du législateur, la nécessité d'une péréquation des recettes et des dépenses et en particulier d'une spécialisation des cotisations perçues en vue de services très aléatoires, s'est fait jour ici et les allocations de chômage, comme la gestion des bureaux de placement et des cours professionnels, ne sont autorisées qu'autant qu'il est pourvu à ces trois ordres de dépenses au moyen de cotisations ou de recettes spéciales.

Les observations qui précèdent résument les différents buts de la mutualité et par suite indiquent les premières conditions à remplir par une association qui veut mériter le titre de société de secours mutuels. Ces conditions sont nécessaires mais elles ne sont pas suffisantes. La loi veut en outre que, dans chaque société, les droits des uns soient les droits des autres et que l'égalité parfaite existe entre les membres qui apportent les mêmes cotisations et supportent les mêmes risques.

M. Audiffred, député, développait ainsi cette idée dans son rapport de 1894 :

« Pour avoir droit au titre de « Sociétés de secours mutuels » et aux avantages que la loi projetée y attache, il ne suffit pas que les associations de prévoyance, qui prétendent à ces avantages, aient pour objet d'atténuer, de réparer, par une organisation empirique de la mutualité, les dommages causés par les crises qui menacent l'homme dans sa santé, sa validité et sa vie ; il faut encore qu'elles règlent leur activité, d'après un principe dont l'expérience aussi bien que la science ont démontré la nécessité. C'est le principe en vertu duquel la cotisation ou la prime, payable par chaque assuré, pour chaque espèce d'assurance, doit être proportionnelle à la probabilité du sinistre, contre lequel l'assuré vient se garantir et à l'importance de l'indemnité stipulée en cas de sinistre.

« Votre commission a pensé qu'il était indispensable de le rappeler, dès le début de la loi, de le bien mettre en lumière, et de déclarer très nettement que, sans cet exact et rigoureux équilibre entre les charges et les recettes, calculé d'après les méthodes les plus positives, il ne peut y avoir dans les sociétés de secours mutuels qu'incertitude et déceptions.

« Si les sociétés de secours mutuels relèvent du sentiment, qui met en jeu les plus nobles et les plus généreuses passions de l'âme humaine, la science mathématique doit être leur guide exclusif, lorsqu'elles déterminent les engagements qu'elles contractent. En conséquence, le nouvel article 2 stipule que les sociétés de secours mutuels sont tenues de garantir à tous leurs membres participants les mêmes avantages, sans autre distinction que celle qui résulte des cotisations fournies et des risques apportés.

« Pour affirmer l'importance qu'elle attache à la proclamation du principe de la proportionnalité entre les primes,

d'une part, les indemnités et les risques d'autre part, votre Commission vous propose de refuser la dénomination légale de « Sociétés de secours mutuels » à toutes les sociétés, quelles qu'elles soient, quelque degré de prospérité qu'elles aient momentanément atteint, qui créent au profit de telle ou telle catégorie de leurs membres, et au détriment des autres, des avantages particuliers.

« Il est urgent d'enrayer le mouvement qui s'est produit en faveur de certaines sociétés dans lesquelles, inconsciemment sans doute, le petit groupe des fondateurs s'est réservé des avantages exorbitants, nécessairement aux dépens des nombreux adhérents de la deuxième heure. »

Les rédacteurs de la loi ont visé, les rapports parlementaires le disent, la grande société des *Prévoyants de l'Avenir* et certaines autres associations françaises qui n'ont de la mutualité que le nom et qui ne pourraient être admises à bénéficier des dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 et des encouragements de l'État que lorsqu'elles auraient (comme la *France Prévoyante*) modifié leurs statuts dans un sens équitable (1).

(1) Dans certaines sociétés, les *Prévoyants de l'Avenir* par exemple, les fondateurs se sont fait une situation privilégiée, même léonine, au détriment des adhérents qui se groupent par milliers autour d'eux. Ces associations recueillent pendant de nombreuses années des cotisations destinées à produire un capital inaliénable dont les revenus seront, à partir d'une certaine époque, partagés entre les souscripteurs les plus anciens. La part des fondateurs adhérents de la première année sera absolument hors de proportion avec les parts suivantes.

II

CRÉATION, COMPOSITION, ADMINISTRATION ET DISSOLUTION DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Création. — Nous ne dirons qu'un mot de la création des sociétés de secours mutuels. Sous l'ancienne législation les sociétés naissantes devaient soumettre leurs statuts au préfet du département et obtenir un arrêté d'approbation ou d'autorisation. Aujourd'hui une simple formalité est imposée aux fondateurs d'une société de secours mutuels. Ils doivent déposer en double exemplaire : les statuts de l'association et la liste des noms et adresses de toutes les personnes qui, sous un titre quelconque, seront chargées à l'origine de l'administration ou de la direction. Un mois après ce dépôt qui est fait, contre récépissé, à la sous-préfecture ou à la préfecture du département, la société peut fonctionner (art. 4).

Le préfet ou le sous-préfet avertit, immédiatement après la formalité du dépôt, le maire de la commune où sera le siège de la société. Puis un extrait des statuts est inséré dans le recueil des actes de la préfecture : la même publicité est exigée par la loi en

ce qui concerne les modifications statutaires et les changements dans la direction de la société.

La loi indique (art. 5) quelles sont les dispositions qui doivent obligatoirement être insérées dans les statuts. Ces dispositions visent en général la composition, l'administration et l'organisation financière des sociétés ; ces différents points font l'objet des développements qui vont suivre.

Composition. — Les sociétés de secours mutuels peuvent se composer de deux catégories de membres : les membres participants qui sont appelés à bénéficier de tous les avantages de l'association et les membres honoraires qui viennent, de leur bon vouloir, contribuer à la prospérité de la société sans prétendre en retour à aucun droit. Cette intervention des membres honoraires ne peut être blâmée. Elle est facultative d'après la loi pour une société qui se forme et par suite ne peut avoir qu'une influence douce et bienfaisante. Elle ne dégrade pas la société et paraît, par le rapprochement des classes, une des assises les plus larges des améliorations de l'avenir. Cette admission des membres honoraires (et l'expérience l'a démontré) pourra du reste souvent faciliter la marche laborieuse des sociétés grâce à l'assistance désintéressée d'hommes habitués aux affaires qui permet à l'association de se passer de l'agent salarié.

Le législateur a autorisé les sociétés à insérer

dans leurs statuts des dispositions spéciales pour faciliter l'admission des membres honoraires au titre de membres participants, à la suite de revers de fortune. On ne peut qu'applaudir à une pareille décision qui permet à une société de venir atténuer l'infortune de ceux qui, lorsqu'ils étaient dans l'aisance, ont fait preuve de générosité envers elle.

Les femmes peuvent faire partie des sociétés de secours mutuels et en créer : les femmes mariées exercent ce droit sans l'assistance de leur mari. Les mineurs peuvent faire partie de ces sociétés sans l'intervention de leur représentant légal, mais ils ne peuvent en créer à eux seuls (art. 3).

L'accès des sociétés de secours mutuels se trouve donc maintenant ouvert de la façon la plus large aux femmes et aux enfants. C'est là une heureuse innovation dans le domaine de la prévoyance.

Les conditions à remplir pour pouvoir faire partie, à titre de membre participant, d'une société de secours mutuels sont déterminées par les statuts et varient avec le but que se propose la société. Celle-ci est absolument libre et elle peut demander aux futurs sociétaires les garanties qu'il lui plaît. Une société exigera presque toujours d'un nouvel adhérent qu'il soit de bonnes vie et mœurs et qu'il n'ait jamais été flétri par une condamnation infamante. Il est ordinairement nécessaire aussi d'imposer des limites d'âge aux candidats ; ils ne devraient en gé-

néral n'avoir jamais dépassé quarante ans. La moyenne des journées de maladie s'élève naturellement avec l'âge et les règlements doivent être de plus en plus sévères sur ce point, afin d'éviter que, dès son admission, un membre qui n'aura pas eu le temps de contribuer encore à la prospérité de la société ne soit un fardeau pour elle. Les sociétés les plus prévoyantes établiront même un droit d'admission gradué proportionnellement à l'âge.

Lorsqu'une société se fonde dans une commune qui n'en possédait pas encore, il est toutefois moral et humain qu'elle fasse, pendant un délai de six mois à un an au plus, une exception qui laisse la porte ouverte à tous ceux à qui il avait été impossible jusque-là d'obtenir les avantages de la mutualité ; mais ce délai expiré, il importe essentiellement, dans l'intérêt même de l'avenir de cette société, qu'elle n'admette pas de membres participants au-dessus de cinquante ans.

Quand une société a pour but principal de donner à ses membres des secours en cas de maladie et de décès, les statuts doivent être très sévères au point de vue de l'admission. Il est bon d'exiger que les candidats soient vaccinés et ne soient pas atteints de maladies chroniques ; on les soumettra, par conséquent, à une visite médicale préalable et on les astreindra même avec raison à un noviciat plus ou moins long (six mois par exemple).

Les statuts sociaux peuvent encore exiger d'autres conditions des nouveaux adhérents. Il arrivera assez souvent par exemple que certaines sociétés refuseront d'admettre dans leur sein des membres d'une autre société et prononceront l'exclusion de quiconque fera partie de deux ou plusieurs sociétés en même temps. Cela s'explique : pour celui qui va toucher différentes indemnités quotidiennes, il y a intérêt à devenir malade et, pour celui-là, l'association n'est en réalité qu'un jeu.

En ce qui concerne les conditions d'admission des sociétaires mutualistes, une observation est encore à faire. De nombreux médecins de sociétés de secours mutuels se sont plaints avec raison, en voyant que certaines personnes d'une aisance indiscutable, se faisaient inscrire en qualité de membres participants pour bénéficier, en cas de maladie, des soins médicaux aux prix réduits accordés à la mutualité. Il n'est pourtant pas juste que des gens aisés, qui ont le moyen de payer, le cas échéant, les médecins au tarif de leur clientèle ordinaire, obtiennent presque gratuitement, en versant une minime cotisation, les visites médicales, les médicaments et même une indemnité pour les journées où la maladie les empêche de vaquer à leurs occupations habituelles. Tel n'est pas le but des sociétés de secours mutuels qui ont été créées surtout pour les laborieux qui vivent de leur salaire. Les plus fortunés doivent en être les soutiens

naturels en leur consacrant leurs loisirs et leurs conseils et ils font acte de bons citoyens en leur accordant, à titre de bienfaiteurs, une cotisation annuelle. C'est généralement lorsque les sociétés se fondent que la confusion se produit. Les fondateurs sont heureux de recruter le plus grand nombre possible d'adhérents pour grossir le fonds social et, sans s'arrêter à la différence des situations, ils les admettent indistinctement, selon leur désir, aussi bien en qualité de membres participants que parmi les membres honoraires. C'est là une grave erreur contre laquelle a mis en garde une circulaire du ministre de l'Intérieur du 1^{er} décembre 1897. Les sociétés de secours mutuels ne doivent pas ignorer qu'il est de leur intérêt de se renseigner sur la situation de leurs adhérents et qu'il leur appartient de ne pas attribuer à ceux qui peuvent être membres honoraires les avantages alloués aux participants. Les fondateurs ou administrateurs doivent apporter la plus grande circonspection dans la réception des nouveaux sociétaires participants et engager les anciens dont la situation de fortune dénote plus que l'aisance à entrer dans la catégorie des membres honoraires.

Les statuts, d'après l'article 5 de la loi, doivent fixer non seulement les conditions mais encore les modes d'admission des membres d'une société de secours mutuels. Il est probable que les statuts des différentes sociétés ne varieront guère sur ce point

et que dans l'avenir on aura ordinairement recours aux modes d'admission qu'exigeait l'ancienne législation. Les membres participants seraient en conséquence reçus au scrutin et à la majorité des voix de l'assemblée générale et le bureau serait chargé, dans chaque société, de prononcer l'admission des membres honoraires.

Quant aux conditions et aux modes d'exclusion, la loi laisse aux sociétés la même liberté que lorsqu'il s'agit de l'admission. Les sociétés voudront ordinairement que le membre qui a perdu le caractère d'honorabilité qui avait été exigé de lui lors de son entrée dans l'association, soit rayé de la liste des adhérents.

Administration. — C'est aux statuts à déterminer la composition du bureau et, s'il doit y en avoir un, du conseil d'administration d'une société de secours mutuels (art. 5). Le nombre des administrateurs varie évidemment avec l'importance de la société, mais généralement on trouvera à la tête de chaque association : 1° un président chargé de la police des assemblées, signant toutes les délibérations et représentant la société en justice et dans tous les actes de la vie civile ; 2° un vice-président ; 3° un secrétaire ; 4° un trésorier ; 5° un certain nombre d'administrateurs.

Dans les sociétés nombreuses et dans celles qui visent simultanément plusieurs buts, les statuts peuvent prévoir qu'il y aura plusieurs vice-présidents.

Ils peuvent également prévoir l'existence de secrétaires et de trésoriers-adjoints (1).

Tout le monde ne peut pas faire partie du conseil d'administration ou du bureau d'une société de secours mutuels. Certaines conditions sont imposées par la loi : il faut être français et jouir de ses droits civils ou civiques. Les autorisations de droit commun sont en outre nécessaires à la femme mariée.

Les administrateurs ne peuvent d'autre part être choisis en dehors de la société ; ils sont nécessairement pris parmi les membres participants ou honoraires de l'association (art. 3). Afin d'éviter toute défiance il est peut-être bon que la majorité des membres du bureau soit prise parmi les participants ; mais, pour que la coopération des membres honoraires soit efficace, ils doivent être évidemment représentés au bureau dans une proportion variable.

Les administrateurs des sociétés de secours mutuels sont nommés, en pleine indépendance, en assemblée générale, par le vote au bulletin secret (art. 3) ; mais la loi reconnaît aux sociétés le droit d'admettre statutairement le vote par procuration (art. 6). La procuration est donnée sous seing privé, c'est-à-dire sans l'intervention d'un officier ministériel ; elle est en outre affranchie de tous droits de

(1) Rien n'empêche d'autre part les sociétés importantes d'avoir, pour assurer le fonctionnement de leurs services, un ou plusieurs agents rétribués.

timbre et d'enregistrement. Les procurations sont, conformément à la loi, déposées au siège social : les statuts règlent eux-mêmes les conditions de ce dépôt.

La procuration pourrait aussi être générale. Dans une société s'étendant par exemple à toute la France, rien n'empêche, semble-t-il, de décider statutairement que, pour chaque région déterminée, un seul sociétaire, désigné à l'avance, reçoit mission de représenter tous les autres sociétaires de la région aux assemblées générales se tenant au siège social.

Quant aux contestations sur la validité des opérations électorales elles doivent être portées dans un délai de quinze jours francs à dater de l'élection, devant le juge de paix du siège de la société. Elles sont introduites par simple déclaration au greffe ; il est sous-entendu que c'est par les parties intéressées.

Le juge de paix statue en dernier ressort, mais les parties ont le droit, dans un délai de dix jours à partir de la notification de la décision, de se pourvoir devant la Cour de cassation et cela par simple requête déposée au greffe de la justice de paix. Le pourvoi est dispensé du ministère d'un avocat à la Cour et jugé d'urgence, sans frais ni amende.

Les pièces et mémoires fournis par les parties sont transmis sans frais par le greffier de la justice de paix au greffier de la Cour de cassation. La transmission s'opère, cela va sans dire, par l'intermédiaire du parquet, afin d'éviter les frais de poste.

Tous les actes sont dispensés du timbre et enregistrés gratis (art. 6).

Autrefois la durée des pouvoirs du président d'une société de secours mutuels approuvée était fixée par la loi à 5 années. Aujourd'hui il n'en est plus de même ; la loi laisse toute liberté à cet égard (art. 5, § 3).

L'administration supérieure, invoquant les avantages de la stabilité dans la direction d'une association, invite les sociétés qui lui demandent conseil à élire leur président pour cinq ans et les autres membres du bureau pour trois ans ; mais en somme les sociétés agissent comme elles l'entendent.

Quelle que soit la durée des fonctions des membres du bureau d'une société de secours mutuels, ils sont toujours rééligibles à l'expiration de leur mandat, si les statuts n'en ont pas décidé autrement.

Disons ici que les sociétés de secours mutuels constituées entre étrangers ont dû être soumises à une législation spéciale qui s'explique d'elle-même. Si elles ne peuvent exister qu'en vertu d'un arrêté ministériel toujours révocable, la loi leur accorde cependant la faculté de choisir leurs administrateurs parmi leurs membres (art. 3).

Dissolution. — Autrefois la majeure partie des sociétés de secours mutuels, les sociétés approuvées, pouvaient bien se dissoudre par décision prise en assemblée générale, mais la dissolution n'était vala-

ble qu'après approbation préfectorale. Avec la nouvelle législation, toutes les sociétés de secours mutuels sont libres de se dissoudre sans l'intervention de l'administration. Toutefois la dissolution est soumise à certaines règles obligatoires : elle ne peut être prononcée que dans une assemblée convoquée à cet effet par un avis indiquant l'objet de la réunion et à la condition de réunir à la fois une majorité des deux tiers des membres présents et la majorité des membres inscrits (art. 11). Cette dernière condition sera quelquefois bien difficile à remplir et pour ne pas rendre impossible la dissolution de certaines sociétés, il semble nécessaire d'admettre en pratique que, dans une deuxième assemblée spécialement convoquée à cet effet, la dissolution pourra être votée à la majorité des membres présents. La liquidation se fait conformément aux statuts.

La dissolution peut aussi être judiciaire. Si une société est détournée de son but de société de secours mutuels, le préfet avertit, par arrêté, les administrateurs et les engage à se conformer aux prescriptions de la loi ou aux dispositions des statuts. L'avertissement du préfet étant resté sans effet pendant trois mois, le ministère public, par un mémoire adressé au président du tribunal, introduit une demande en dissolution. Le mémoire notifié au président de la société, l'affaire est jugée en audience publique. Le président de la société est entendu et

doit être régulièrement appelé. Le jugement est susceptible d'appel. Pour éviter de rendre trop coûteuse la procédure dans laquelle peut se trouver ainsi engagée une société, la loi décide que l'assistance d'un avoué n'est obligatoire ni en première instance ni en appel.

En cas de fausse déclaration faite de mauvaise foi ou toutes autres manœuvres tendant à dissimuler, sous le nom de sociétés de secours mutuels, des associations ayant un autre objet, les juges de répression ont la faculté de prononcer la dissolution à la requête du ministère public. Les administrateurs et directeurs sont en outre passibles d'une amende (art. 10).

En somme, lorsqu'il s'agit d'une société détournée de son but véritable, c'est la juridiction civile qui intervient ; c'est la juridiction correctionnelle s'il s'agit de fausses déclarations faites de mauvaise foi.

Lorsque la dissolution est prononcée par la justice, le tribunal nomme un administrateur chargé de la liquidation définitive. Cet administrateur, qui évidemment est pris en dehors de la société, procède à la liquidation en se conformant aux statuts sociaux. A la diligence du procureur de la République, la liquidation est homologuée sans frais par le tribunal (art. 11).

III

PRINCIPES RELATIFS A L'ORGANISATION FINANCIÈRE DES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Le rapporteur à la Chambre des députés de la loi sur les sociétés de secours mutuels, s'exprimait ainsi en 1893 :

« Le sentiment joue dans les sociétés de secours mutuels un rôle important qu'il faut bien se garder d'affaiblir. Les membres de ces utiles associations donnent des exemples de dévouement et de fraternité remarquables, qu'on ne saurait trop louer et encourager ; mais, tout en rendant hommage à ces mobiles généreux qui honorent la nature humaine, il importe d'inscrire dans la loi et de faire pénétrer dans l'esprit des mutualistes cette proposition que, pour être tenus, les engagements contractés doivent être basés sur des calculs exacts, que seuls les mathématiciens exercés peuvent exécuter.

« On est ainsi amené à reconnaître aux sociétés de secours mutuels un double caractère et à considérer qu'elles accomplissent à la fois une œuvre de philanthropie et des opérations matérielles d'assurance. »

Ces derniers mots résument l'idée fondamentale qui présida à l'élaboration de la nouvelle loi. La plupart des membres de la Commission de la Chambre, à leur tête M. Audiffred, virent dans les sociétés de

secours mutuels autre chose que des œuvres purement humanitaires, d'assistance réciproque. Les sociétés de secours mutuels remplissent, pensèrent-ils, à l'égard des travailleurs peu fortunés le même rôle que les compagnies d'assurances à l'égard des citoyens plus aisés ; et, comme toute assurance contre un risque quelconque nécessite une prime correspondant exactement aux dépenses à faire, c'est-à-dire aux charges de ce risque, on posa en principe que les sociétés de secours mutuels devaient, pour garantir à leurs membres l'exécution intégrale des engagements contractés à leur égard, exiger d'eux d'abord, tout comme le ferait une compagnie d'assurance, autant de primes ou de cotisations qu'il y a de risques assurés.

Au point de vue des opérations matérielles qu'elles réalisent, c'est-à-dire des avantages pécuniaires qu'elles procurent à leurs adhérents, les sociétés de secours mutuels furent considérées par les préparateurs de la loi comme de simples compagnies d'assurances et de même que ces dernières elles ne durent plus, à leur avis, s'affranchir des règles les plus techniques sans lesquelles il ne saurait exister qu'un semblant de sécurité.

Inspirés par cette idée fondamentale, les rapports de M. Audiffred (comme celui que M. Léon Marie avait rédigé en 1893 au nom d'une commission chargée par le ministre de l'Intérieur de procéder à un

examen général de la comptabilité financière des sociétés de secours mutuels) avaient établi avec beaucoup de force la nécessité de la péréquation des recettes et des dépenses et l'établissement de comptes séparés selon les divers buts que vise une société.

Contrairement à M. Audiffred, bien des mutualistes ne peuvent se résoudre à assimiler les sociétés de secours mutuels à de simples assurances. Assureurs et assurés, semble-t-il, n'ont d'autre mobile que l'égoïsme et cherchent à tirer de l'assurance le plus de parti possible, tandis que les mutualistes joignent le dévouement à la prévoyance et sacrifient volontiers leurs intérêts personnels à ceux de leurs semblables et de leur société. Nous n'insisterons pas sur une vieille querelle qui divise depuis longtemps les amis de la mutualité. En prenant des chemins différents, les uns et les autres arrivent du reste à s'entendre sur un point important entre tous, il s'agit de la péréquation des recettes et des dépenses dans les sociétés de secours mutuels. Tout le monde aujourd'hui s'accorde à reconnaître que les charges et les ressources d'une institution de prévoyance doivent s'équilibrer le mieux possible. La condition essentielle de la prospérité et de la stabilité des sociétés de secours mutuels, c'est de calculer avec une exactitude relative le chiffre des cotisations à payer par leurs membres pour garantir les avantages qu'elles leur promettent. Il faut que l'équilibre entre

les recettes et les dépenses soit largement assuré, non pour quelque temps ou pour quelques années seulement, mais pour la durée entière de l'association.

Jusqu'à ce jour beaucoup de sociétés ont rédigé leurs statuts sans études préliminaires suffisantes ou ont opéré au hasard, en utilisant des modèles ou des statistiques dont elles n'ont pu apprécier ni la valeur ni la signification. Aussi ceux qui assument la responsabilité de créer une nouvelle association doivent, semble-t-il, s'éclairer par tous les moyens possibles avant d'arrêter les bases de son fonctionnement ultérieur et ne pas perdre de vue que, lorsqu'une société de secours mutuels se fonde sur des bases absolument erronées, elle est exposée à de cruels mécomptes.

Si la péréquation des recettes et des dépenses nous paraît nécessaire, nous n'en dirons pas autant du principe de spécialisation absolue, prôné par les actuaires, admis par les initiateurs de la nouvelle législation, mais dont le texte définitif de la loi ne semble heureusement renfermer, pour la majorité des cas, qu'une application illusoire.

Lorsqu'une société veut créer des offices gratuits de placement, des cours professionnels, des allocations en cas de chômage, elle doit, comme nous l'avons vu plus haut, prévoir des cotisations spéciales. Lorsqu'elle désire promettre à ses membres des re-

traites garanties, c'est-à-dire à chiffre fixe et payables à une époque déterminée (nous en parlerons plus loin), elle doit indiquer statutairement les prélèvements à opérer sur les cotisations pour le service spécial de ces retraites. Ceci est explicitement dans la loi. Mais lorsqu'il s'agit des autres services assurés par les sociétés de secours mutuels, est-il nécessaire de déterminer dans les statuts la cotisation ou la part de cotisation qui sera destinée à pourvoir à chacun de ces services ? C'était là l'idée des actuaire et de la majorité de la commission de la Chambre, et le but visé était bien de soumettre à cette obligation sinon les sociétés libres, tout au moins les sociétés approuvées, celles dont l'organisation devait être nécessairement contrôlée par l'administration. M. Audiffred ne parlait-il pas dans son rapport de 1893 de la nécessité « de mettre en regard de tous les engagements sociaux une recette correspondante » et ne disait-il pas, dans son rapport de 1894 : « les sociétés doivent mettre en regard de chaque dépense une recette correspondante. Cette disposition, qui est fondamentale, doit être considérée comme la clé de voûte de la législation nouvelle. Elle a pour but de prévenir les conséquences funestes d'erreurs de calculs irréparables, soit qu'il s'agisse d'assurer les sociétaires contre la maladie ou contre la vieillesse... » L'idée de la spécialisation absolue se retrouve implicitement dans une des dispositions

de l'article 5 de la loi qui énonce que les statuts sociaux doivent indiquer le montant « et l'emploi » des cotisations.

M. Paul Dussaussoy, dans un discours remarquable, avait réclamé la suppression de ces mots « et l'emploi » et avait à ce sujet critiqué vivement le principe de spécialisation :

« Une société, disait-il, se propose, je suppose, sept buts : secours aux malades, frais funéraires, etc... D'après votre théorie, il faudra qu'à ces sept objets correspondent sept recettes prévues : un cinquième pour l'une, un quart pour l'autre, un tiers pour une autre, etc.

Supposons que les frais funéraires aient absorbé leur quote-part, — il y a cependant des gens qui auront le malheur de mourir, — comment ferez-vous alors ? Il faudra donc supprimer les secours pour frais funéraires cette année-là, alors qu'il y aura peut-être des excédents sur les prévisions d'un autre chapitre ? Autrefois, me direz-vous, il y a eu des mécomptes. Mais ces mécomptes se produiront aussi avec votre système. Vous ne pouvez pas, comme dans un budget d'État, prévoir que vous dépenserez tant pour ceci, tant pour cela. Tant mieux si l'on n'est pas malade ! tant pis si l'on meurt !

Ce sont là des éventualités que vos calculs, si excellentement qu'ils puissent être faits, ne peuvent prévoir. Eh bien, nous vous demandons tout simplement de nous laisser, en ce qui concerne les secours à donner, dans l'ancien état de choses. Exigez certaines conditions lorsqu'il s'agit de retraites garanties, afin d'établir la possibilité de faire face aux engagements, ce n'est que justice. Quant au reste, laissez-nous vivre sous l'ancien régime. »

M. Guieysse, au nom des actnaires, vint défendre

le principe de spécialisation : Notre seule préoccupation, dit-il, c'est de faire correspondre à des dépenses fixes des ressources fixes. Le rapporteur de la loi vint à son tour soutenir le principe :

« Le projet dit simplement aux sociétés : Vous êtes absolument libres de contracter tels engagements qui vous conviendront dans la limite de vos ressources ; toute liberté vous est accordée. Mais si, allant au delà de simples indications, vous prenez soit pour la vieillesse, soit pour les accidents, soit pour le décès prématuré, des engagements positifs, il faudra établir que vous pouvez les tenir ; autrement vous ne recevrez pas de l'État l'approbation et la subvention qui en sont la conséquence et si vous voulez vous constituer en sociétés libres, nous ne vous permettrons pas d'insérer dans vos statuts des clauses qui pourraient constituer, aux yeux de ceux à qui vous vous adressez, des indications absolument trompeuses. »

Le raisonnement de M. Audiffred emporta le vote de la Chambre et cependant il est à remarquer que la disposition qui ordonne aux sociétés de secours mutuels d'indiquer, à côté du montant de leurs cotisations, l'emploi de ces cotisations, mettrait, si elle devait être prise à la lettre, les sociétés de secours mutuels fréquemment dans de bien grands embarras.

Ainsi donc régulièrement, d'après la loi ou plutôt dans l'idée de ses principaux auteurs, il devrait y avoir dans chaque société autant de comptes distincts et spécialisés que chaque société assurerait de services. La cotisation de chaque sociétaire serait dé-

composée en autant de parties qu'il y aurait de droits et l'on formerait ainsi une quantité de caisses et de comptes, soigneusement séparés et indépendants les uns des autres. Les statuts détermineraient d'avance, ce qui, dans chaque recette, dans chaque cotisation, devrait être spécialement affecté à chaque caisse.

A cette théorie de la spécialisation que l'on dit savante en même temps que nouvelle, l'expérience apporte de bien nombreuses objections.

Le passage du discours de M. Dussaussoy, reproduit plus haut, nous montre une des premières difficultés que peut faire naître dans l'administration des sociétés de secours mutuels l'application du principe de spécialisation et la création de caisses distinctes et indépendantes pour chacun des services assurés. Mais la spécialisation, si elle était absolue, devrait, à notre avis, avoir une autre conséquence beaucoup plus grave et à laquelle n'ont pas songé ses partisans. Rappelons-nous la façon dont sont actuellement administrées la majorité des sociétés de secours mutuels, les sociétés communales ou rurales. Elles ont à leur tête ordinairement quelques sociétaires qui se dévouent volontiers pour les autres et qui viennent, lorsque leur travail quotidien est achevé, tenir une comptabilité simple et facile, mais en même temps à l'abri de tout reproche. Si l'on exigeait de ces mutualistes, qui n'ont la plupart du temps qu'une instruction élémentaire, des calculs trop compliqués pour leur savoir ou trop

longs pour leurs loisirs, on éloignerait leur concours, et les sociétés, en admettant qu'elles puissent résister au contre-coup d'une telle transformation, seraient obligées de payer chèrement les nouveaux administrateurs dont elles auraient besoin, les mathématiciens exercés dont parle M. Audiffred.

La spécialisation des recettes et des dépenses n'a été en réalité introduite qu'à moitié dans la loi et le ministère de l'Intérieur qui aura à examiner les statuts des sociétés de secours mutuels n'exigera (comme il le fait actuellement) les cotisations spéciales bien définies que pour la constitution des retraites garanties ou des assurances en cas de vie, de décès ou d'accident. La même obligation sera aussi imposée en cas de création de cours professionnels, offices gratuits de placement et caisses de chômage ; mais, pour les autres services assurés par les sociétés, ce sera en somme le maintien du *statu quo* et, pour notre part, nous sommes très satisfaits de cette situation qui, comme nous avons cherché à le démontrer plus haut, empêchera la refonte générale de tous les statuts des associations mutuelles et respectera leur indépendance.

Nous avons dit précédemment que si nous n'étions pas partisans de la spécialisation complète, nous pensions d'autre part que la péréquation des recettes et des dépenses était nécessaire dans toute institution de prévoyance. Point n'est besoin de déterminer

statutairement quelle quotité de cotisation il faut affecter à tel ou tel service, pour arriver à faire la péréquation dont nous avons parlé. On peut y arriver avec des données beaucoup plus simples et surtout beaucoup plus claires.

Une société accordant : indemnités quotidiennes de maladie, frais médicaux et pharmaceutiques, frais funéraires, secours aux veuves et pensions de retraites, doit diviser son avoir social en trois parties distinctes :

- 1° compte de caisse ;
- 2° compte de réserve (placements divers) ;
- 3° compte de retraites.

A la fin de chaque exercice, l'excédent des recettes sur les dépenses est destiné à grossir le compte de réserve. Le troisième compte, dit de retraites, ne doit commencer à fonctionner que lorsque la réserve sociale est suffisamment forte pour parer à toutes les éventualités (catastrophes, épidémies.....). Il reste bien entendu qu'il peut s'ouvrir le jour où une donation ou une cotisation spéciale y est affectée.

C'est en établissant, chaque année, le bilan social que les administrateurs peuvent faire la péréquation et cela très facilement. En principe, la cotisation annuelle des participants doit suffire à couvrir tous les risques. Les recettes des membres honoraires, l'intérêt des capitaux placés, étant des ressources extra-sociales, doivent être considérés comme aléa-

toires et ne doivent pas figurer en ligne de compte pour établir une péréquation exacte. Ce point étant acquis, nous allons emprunter à M. E. Joly (1) un exemple qui nous démontrera suffisamment qu'il n'est pas besoin de calculs compliqués pour diriger scientifiquement une société de secours mutuels :

Une société de secours mutuels de 110 membres exige 24 francs de cotisation annuelle, soit en recette 2640 francs.

Elle a dépensé dans l'exercice écoulé, savoir :

Indemnités journalières.	518 fr. 50	soit moyenne par membre	4.713
Frais médicaux	209 »	—	1.900
Frais pharmaceutiques .	430 fr. 60	—	3.914
Frais funéraires, veuves	275 fr. 50	—	2.500
Incurables.	75 »	—	0.681
Frais divers	793 fr. 30	—	7.211
Totaux.	<u>2.301 fr. 90</u>	—	<u>20.919</u>

L'exemple ci-dessus n'est pas de pure invention et nous est fourni par une société actuellement existante. Si nous nous reportons au tableau que nous venons de donner, nous voyons que cette association est dans une très bonne voie, puisque, non seulement la cotisation de ses membres participants lui permet d'équilibrer son budget, mais qu'elle assure un boni qui, joint aux recettes extra-sociales des membres honoraires, amendes, dons, legs, subventions, etc..., lui permettra soit d'accroître son fonds de réserve, soit d'ouvrir un fonds de retraites, soit d'améliorer encore ses divers services.

(1) *Le passé, le présent et l'avenir de la mutualité*, St-Etienne, 1893.

Il est vrai que le bilan annuel d'autres sociétés peut donner des résultats absolument contraires à ceux qui viennent d'être considérés. Il appartient alors à ces associations de porter leur attention sur les moyennes peut-être trop élevées de certains des services qu'elles assurent et leur première préoccupation doit être de modifier leurs statuts de façon à pouvoir couvrir leurs risques par leurs cotisations.

C'est ainsi que nous comprenons la péréquation des recettes et des dépenses. Les sociétés qui se conformeront à ces données très simples et à la portée de tous les administrateurs sont certaines d'être à l'abri de tout mécompte. Les autres combinaisons, plus ou moins mathématiques, tendant à spécialiser dans les statuts toutes les recettes et toutes les dépenses, nous paraissent inutiles ou tout au moins peu pratiques.

IV

OBLIGATIONS IMPOSÉES AUX MEMBRES PARTICIPANTS. — AVANTAGES QUI LEUR SONT ASSURÉS.

1° *Obligations.* — *Cotisations, droits d'entrée, etc.*
— La première obligation imposée aux membres des sociétés de secours mutuels est le paiement d'une cotisation ordinairement mensuelle. Cette cotisation peut être établie sur différentes bases.

Jusqu'à ce jour, la plupart des sociétés de secours mutuels ont admis le système des cotisations uniformes, avec droits d'entrée compensateurs. La cotisation est invariable à tous les âges, mais on réclame à l'adhérent un droit d'entrée qui équivaut à une partie des cotisations qu'il aurait versées s'il était entré plus jeune dans la société.

Ce système est très séduisant au premier abord et nous le trouvons appliqué presque partout à l'heure actuelle. Il a pourtant, par suite de l'élévation même des droits d'entrée compensateurs, un grave inconvénient, celui d'éloigner des sociétés de secours mutuels certaines personnes qui seraient tentées d'y entrer si elles ne devaient pas payer, dès leur admission, un droit égal à plusieurs cotisations. La plupart

sont hors d'état d'effectuer un pareil versement, à moins qu'il ne soit réparti sur un plus ou moins grand nombre de mois.

La cotisation proportionnelle à l'âge rencontre de chauds partisans parmi les écrivains mutualistes.

Voici comment s'exprime M. Villard (1) :

« Un jeune homme de 16 ans, qui, d'après la statistique, ne subit qu'une moyenne de quatre journées de maladie par an, fait supporter à la société bien moins de risques que le sociétaire de 45 ans qui sera soumis à une moyenne annuelle de huit jours de maladie ; il grèvera donc le fonds social d'une dépense double de celle de son compagnon de 16 ans. Voilà pour la maladie, et il en est de même pour les secours en cas d'infirmité ou de vieillesse. Mais l'écart est bien autrement grand lorsqu'il s'agit de la retraite.

Les fonds de retraites sont formés par les économies sociales réalisées et accumulées à l'aide des versements égaux de chacun. Or, le sociétaire qu'on admet à 45 ans viendra, au bout de 15 ans, puiser dans ce fonds commun, tandis que le jeune homme de 16 ans, admis le même jour, attendra 44 ans, si dans ce long parcours il a survécu.

L'équilibre des versements est donc rompu. La juste proportionnalité des risques et des avantages a cessé d'être équitable.

Quelques sociétés ont essayé grossièrement de la rétablir, en exigeant un droit d'entrée proportionnel à l'âge, de 4, 6 ou 10 francs, ce qui représente en intérêts un supplément de cotisation de 20, 30 ou 40 centimes par an, tandis que le supplément de chaque journée de maladie coûte 3 francs à la mutualité.

(1) *Les sociétés de secours mutuels. Législations comparées*, 1889.

D'où suit qu'un homme de quarante ans qui subit normalement quatre jours de maladie de plus que son associé, coûte 12 francs par an de plus que celui-ci. »

L'auteur des observations qui précèdent conclut en invitant les sociétés de secours mutuels à former quatre ou cinq catégories de sociétaires, chaque catégorie devant payer une cotisation différente. Par exemple, une première catégorie composée de participants âgés de 16 à 20 ans ; une deuxième de 20 à 30 ans ; une troisième de 30 à 40 ans, etc...

En théorie, l'usage des cotisations croissantes nous paraît irréprochable, mais en pratique il est très critiquable. Les participants seraient amenés à payer des cotisations de plus en plus fortes à mesure que l'âge viendrait réduire leurs forces de production.

M. Léon Marie, reprenant une idée émise par Laurent dans son ouvrage sur la prévoyance, indique un troisième système qui serait préférable aux deux autres, s'il n'avait pas pour résultat de compliquer la comptabilité des sociétés qui pourraient l'admettre.

« Le seul moyen, dit-il, pour assurer la stabilité financière de l'association, c'est de proportionner la cotisation de chaque membre, pris individuellement, aux charges probables apportées par lui. Or, ces charges varient d'une manière considérable, suivant l'âge d'entrée. Il en résulte que si la cotisation est uniforme pour tous, l'équilibre n'existe pas d'une manière certaine et la situation sociale dépend de la réparti-

tion des participants entre les divers âges d'entrée prévus par les statuts. Sans insister sur l'injustice d'un pareil système, nous voyons qu'il peut amener les plus fâcheux mécomptes financiers. Il offre d'autant plus d'inconvénients que les jeunes gens, sacrifiés à leurs aînés, ne se presseront pas d'entrer dans l'association, tandis que les hommes plus âgés se rendront compte instinctivement du favoritisme dont ils bénéficient et se présenteront en grand nombre pour être admis. La répartition, dont nous parlions plus haut, se fera donc de la manière la plus défavorable à la société.

On doit par conséquent proscrire l'usage de la cotisation uniforme et demander à chacun une cotisation proportionnée à l'âge qu'il avait au moment de son entrée. Grâce à cette précaution, tous les sociétaires couvriront, avec leurs versements personnels, les risques probables qu'ils apportent à l'association et l'équilibre financier ne pourra plus être troublé par une modification dans le recrutement des membres. »

Ce dernier système est peut-être le plus équitable, mais, comme nous l'avons déjà dit, il a le tort de compliquer les recouvrements et les comptes des sociétés de secours mutuels et ne peut être mis en pratique que dans les grandes sociétés sagement organisées.

Admettons le système de la cotisation uniforme pour tous les membres participants, c'est-à-dire le système le plus simple et par suite le plus pratique. Demandons-nous maintenant quel sera le montant de cette cotisation ? Il doit, à notre avis, varier suivant les localités, la nature et le nombre des risques à couvrir et la profession des membres.

La statistique nous apprend qu'en moyenne chaque sociétaire dépense annuellement en frais médicaux 2 fr. 70 ; en frais pharmaceutiques 2 fr. 80 ; ce qui fait un premier total de 5 fr. 50 par an. Quant à l'indemnité journalière de maladie, elle est en moyenne de cinq jours par an ; il faut donc ajouter 5 francs si la société accorde 1 franc par jour, 10 fr. si elle accorde 2 francs. Si l'on compte pour frais de gestion et frais funéraires une somme moyenne de 2 francs par membre, on obtient un chiffre de cotisation d'un minimum de 12 francs ou de 18 francs, suivant l'importance donnée à l'indemnité de maladie.

En résumé chaque société doit demander à ses membres participants une cotisation suffisante pour couvrir, d'après les données de la statistique, chacun des risques sociaux. La cotisation minima de 12 francs par an suffit à assurer les services médicaux et pharmaceutiques, l'indemnité de maladie de 1 franc par jour pendant une durée de trois mois et une indemnité funéraire, cela dans la majorité de nos départements. Dans les grandes villes, l'indemnité en cas de maladie doit s'élever au moins à 1 fr. 50 ou 2 francs par jour et la cotisation doit être fixée au moins à 18 francs. Avec ces cotisations, il ne faut pas songer à étendre les services médicaux et pharmaceutiques à la famille du sociétaire, encore bien moins espérer de constituer un fonds de

retraite. Si un membre participant veut avoir droit pour sa femme et ses enfants non sociétaires aux soins du médecin et aux médicaments (la généralité des sociétés assurent ce service) il doit être autorisé à verser à cet effet un supplément de cotisation dont le taux est fixé statutairement et qui varie suivant qu'il vit seul ou avec sa femme ou qu'il a un ou plusieurs enfants. En ce qui concerne la retraite, elle demeurera la plupart du temps illusoire si une cotisation spéciale déterminée n'est pas rendue obligatoire.

Le paiement d'un droit d'entrée et d'une cotisation mensuelle sont ordinairement les principales obligations auxquelles les statuts sociaux soumettent les membres participants. Les autres prescriptions qui peuvent être imposées aux sociétaires varient avec les sociétés et le but qu'elles poursuivent. Notons par exemple que dans certains départements, comme la Côte-d'Or, Saône-et-Loire, etc., il existe des sociétés où les membres participants n'ont pas à payer de cotisation pécuniaire, mais pendant la maladie d'un de leurs associés ils cultivent sa vigne, font sa vendange, etc... Ils empêchent ainsi bien souvent la ruine totale d'un confrère pour lequel un secours dans une autre forme n'aurait nullement pu remplacer la culture de sa terre au moment opportun.

2° Avantages. — En ce qui concerne les avanta-

ges accordés par une société de secours mutuels à ses membres, nous savons qu'ils varient avec le but en vue duquel s'est créée l'association. Aujourd'hui les sociétés ont une grande liberté dans le choix des services qu'elles entendent assurer aux sociétaires ; toutefois, parmi ces services, il en est que nous retrouvons à peu près dans toutes les sociétés. Nous voulons parler de l'indemnité quotidienne en cas de maladie, des frais médicaux et pharmaceutiques.

Indemnité de maladie. Frais médicaux et pharmaceutiques. — L'indemnité journalière accordée durant la maladie ne doit pas être inférieure à la cotisation mensuelle ; elle ne doit pas non plus remédier en totalité à la perte des salaires, car il faut éviter les tentations du chômage à certaines époques de l'année et forcer le malade et les siens à avoir un intérêt à la reprise du travail.

Le montant total des indemnités pécuniaires en cas de maladie est toujours très considérable et la plupart des sociétés, pour atténuer cette lourde charge dans la mesure du possible, réduisent le montant de l'indemnité au bout de quelques semaines de maladie. Cette réduction s'accroît de plus en plus à mesure que l'indisposition se prolonge et l'indemnité finit, au bout de six mois ordinairement, par être complètement supprimée. La méthode en question est très critiquable : elle diminue les secours à mesure que, la maladie se prolongeant, les ressources

du malade s'épuisent de plus en plus. Elle est d'autre part coûteuse, car elle attribue les plus fortes indemnités aux maladies les plus courtes, partant les plus fréquentes (1).

Certaines sociétés (elles sont du reste excessivement rares) ont adopté le système contraire d'indemnités croissantes ; elles ont ainsi obtenu une diminution sensible dans les dépenses de maladie, en même temps qu'elles avaient l'avantage d'assurer à leurs sociétaires malades des indemnités d'autant plus fortes que leurs besoins grandissaient.

Quelquefois les sociétés allouent seulement une indemnité pécuniaire et ne donnent au sociétaire ni les soins du médecin ni les médicaments. Il vaut mieux, à notre avis, qu'une société accorde au malade une indemnité moins importante, mais prenne en même temps à sa charge les frais médicaux et pharmaceutiques. Il existe certaines affections, en effet, qui exigent impérieusement l'intervention continuelle du médecin et de grandes dépenses pharmaceutiques. Dans ce cas-là, l'ouvrier se voit contraint d'employer en totalité pour sa guérison l'indemnité qu'il a reçue et il ne lui reste plus rien pour remplacer le salaire absent.

Il vaut donc mieux que le sociétaire reçoive de la société les soins que réclame son état, plus une indemnité de chômage.

(1) V. Rapport L. Marie sur la comptabilité des sociétés de secours mutuels, 1893.

Le règlement du service médical peut se faire à l'abonnement ou à la visite. Les sociétés préfèrent ordinairement l'abonnement et elles allouent au médecin de la société une somme fixe par tête de sociétaire.

Le service pharmaceutique a toujours préoccupé, à juste titre, les mutualistes et l'administration supérieure. C'est un service qui coûte fort cher aux sociétés et chez quelques-unes le développement des dépenses causées par l'achat des médicaments a produit de funestes résultats et les a placées dans une situation fort critique. La principale cause de l'augmentation des frais ne réside pas dans l'exagération des bénéfices réalisés par les pharmaciens ; elle provient presque uniquement de l'abus des médicaments coûteux et surtout de ceux qui sont désignés sous le nom de *spécialités*. Les sociétés soucieuses de leur prospérité doivent prendre des mesures propres à faire disparaître cette cause principale de l'exagération constatée dans les dépenses pharmaceutiques. Elles doivent édicter des règlements qui interdisent à leurs médecins la prescription de tous les médicaments de luxe (1).

Les dépenses du service pharmaceutique pourront, surtout dans les grandes villes, être réduites au strict minimum pour les sociétés de secours mutuels

(1) V. Circulaire du ministre de l'intérieur en date du 15 avril 1891.

par la création de pharmacies coopératives à leur usage. Nos sociétés ont aujourd'hui à cet égard la même liberté que possèdent depuis longtemps les sociétés belges et pourront, en se groupant, organiser un service pharmaceutique des moins onéreux.

Autres avantages accordés à leurs membres par les sociétés de secours mutuels. — Frais funéraires, etc... — Assurances collectives en cas de décès. — L'allocation d'une indemnité quotidienne de maladie et le paiement des frais médicaux et pharmaceutiques forment un des plus importants services assurés par les sociétés de secours mutuels. Mais chaque société est libre d'étendre ses attributions dans les limites fixées par la loi et elle détermine dans ses statuts tous les différents avantages matériels ou moraux qu'elle entend réserver à ses participants. C'est ainsi que de nombreuses sociétés décident que les membres participants valides sont, à tour de rôle, désignés pour veiller pendant la nuit celui de leurs confrères sans famille et gravement malade. La plupart des sociétés, lorsqu'un sociétaire vient à mourir, se réunissent en corps pour suivre le convoi du défunt ; de plus, non seulement elles se chargent de payer les frais des obsèques, mais encore elles accordent à leur famille, sous le nom d'allocation de décès, une somme plus ou moins importante destinée à atténuer les difficultés que va lui créer la mort de son chef.

La somme versée à la famille du sociétaire défunt peut être prélevée sur le fonds social ; mais elle peut aussi résulter d'une assurance. La loi du 1^{er} avril 1898 décide en effet que toutes les sociétés de secours mutuels sont admises à contracter des assurances en cas de décès, à la caisse d'assurance instituée près la Caisse des dépôts et consignations par la loi du 11 juillet 1868.

Il est utile d'indiquer ici, telles qu'elles résultent des textes en vigueur, les formalités à remplir pour contracter une assurance collective en cas de décès.

Le président d'une société de secours mutuels, qui veut contracter une assurance collective, souscrit une proposition d'assurance. Cette proposition indique le nom de la société et celui du président qui la représente, le montant de la prime collective versée, la somme à recevoir au décès de chacun des membres de la société (elle ne peut en aucun cas excéder 1000 francs) et l'année pour laquelle l'assurance est contractée. A cette proposition est jointe une liste nominative de tous les membres qui composent la société ; cette liste mentionne les noms et prénoms des sociétaires, la date de leur naissance et la prime correspondant à l'âge de chacun d'eux, conformément à un tarif spécial (1). La proposition d'assu-

(1) Nous ne pouvons reproduire ici le tarif spécial appliqué pour le calcul des primes à payer ; mais il est facile de se le procurer en s'adressant à la Caisse des dépôts et consignations. Disons seulement que la prime individuelle varie avec l'âge de chaque sociétaire : ainsi, pour assurer 100 francs

rance et la liste nominative, dûment revêtues de la signature du président, qui appose en outre le timbre de la société, sont adressées directement par lui à la Caisse des dépôts et consignations pour y être examinées et complétées, s'il est nécessaire. Ces deux pièces sont ensuite soumises par la Caisse des dépôts à l'approbation du ministre de l'Intérieur et renvoyées à cette administration. Le président effectue ensuite le versement du montant de la prime collective. Les versements sont reçus à Paris et dans les départements par les trésoriers-payeurs généraux, les receveurs particuliers des finances, les percepteurs des contributions directes et les receveurs des postes. Le paiement des sommes dues à une société par suite du décès d'un des membres est effectué entre les mains du trésorier de cette société dûment autorisé. Ce paiement a lieu à Paris, à la Caisse des dépôts et consignations, ou dans les départements, par l'entremise des préposés, sur une autorisation du directeur général, auquel la demande doit être adressée par le président de la société, avec l'acte de décès du sociétaire.

pendant le délai d'un an, la prime à verser serait environ de 0 fr. 75 pour un sociétaire de 15 ans, de 1 franc pour un sociétaire de 25 ans, de 2 francs pour un sociétaire de 50 ans. Pour les sociétés qui contractent une première assurance, il est fait application, sans modification, du tarif spécial cité plus haut. Mais, pour les autres sociétés, depuis un décret du 28 novembre 1890, le montant de la prime à payer pour les assurances collectives est augmenté ou diminué conformément à un coefficient de mortalité déduit, pour chaque société, de sa mortalité moyenne constatée au cours des cinq dernières années d'assurance, qu'elles soient consécutives ou non.

Secours en cas d'accidents. — En même temps qu'elle créait une caisse d'assurance en cas de décès, la loi du 11 juillet 1868 organisait une caisse d'assurance en cas d'accidents. Les sociétés de secours mutuels (à quelque catégorie qu'elles appartiennent, depuis la loi du 1^{er} avril 1898) peuvent s'adresser à cette caisse et assurer collectivement leurs membres par listes nominatives. Cependant, si le nombre des sociétés s'assurant au décès est déjà peu considérable (1), le nombre de celles assurant leurs membres contre les suites des accidents dont ils peuvent être victimes est encore plus restreint et à l'heure actuelle il n'y en a pas une seule, à notre connaissance, qui ait voulu bénéficier de la faculté qui leur est accordée.

Si les sociétés de secours mutuels se sont jusqu'à ce jour abstenues d'assurer des pensions viagères à ceux de leurs membres atteints de blessures entraînant incapacité permanente de travail, ce n'est pas à dire qu'elles ne sont jamais intervenues et n'interviennent pas en matière d'accidents. L'allocation de secours, par les sociétés de secours mutuels, en cas de blessure n'est point une innovation de la loi du 1^{er} avril 1898. Le décret du 26 mars 1852, dans son article 6, leur assignait pour but « d'assurer des secours temporaires aux sociétaires malades,

(1) Voir p. 43.

blessés ou infirmes, et de pourvoir à leurs frais funéraires ». Ce texte n'était pas resté lettre morte, et maintes fois on s'était même demandé si un sociétaire, blessé dans l'exercice de son travail et recevant une indemnité de la personne qui l'occupe ou de l'auteur responsable de l'accident, pouvait en outre justement prétendre à la gratuité des frais médicaux et pharmaceutiques et à l'allocation de l'indemnité de chômage pendant l'incapacité de travail causée par l'accident. La jurisprudence judiciaire admit toujours le sociétaire blessé à réclamer à la société dont il fait partie et dans la caisse de laquelle il verse périodiquement une cotisation, l'indemnité statutaire bien qu'il ait obtenu des dommages-intérêts de la personne responsable de l'accident. Quant à l'autorité administrative, considérant comme anormal le cumul de deux indemnités pour un même fait, elle chercha un remède à l'état de choses qu'elle déplorait. Elle s'inspira, à cet égard, de l'exemple des compagnies d'assurances qui n'admettent pas que la victime d'un accident puisse à la fois réclamer à l'assureur la somme prévue au contrat et exiger de la personne responsable la réparation du préjudice causé. L'impossibilité du cumul des deux indemnités résulte, en matière d'assurance, d'une stipulation par laquelle la compagnie prévoit qu'elle sera subrogée aux droits de la victime contre la personne responsable. Il suffit donc, et c'est ce à quoi une cir-

culaire assez récente du ministre de l'Intérieur, en date du 15 décembre 1897, engagea les présidents des sociétés de secours mutuels à faire insérer dans les statuts sociaux une clause prescrivant que tout sociétaire blessé au service d'autrui est tenu, s'il est indemnisé, de rembourser à la société les dépenses qu'il a occasionnées.

Les sociétés de secours mutuels continueront-elles à limiter leur rôle, en matière d'accidents, au service d'allocations exclusivement temporaires ? Nous ne le croyons pas. Il est à espérer qu'avec la création des caisses autonomes et la constitution d'unions de sociétés, c'est-à-dire, comme nous le verrons au chapitre suivant, de groupements d'une importance assez considérable pour faire face aux charges d'indemnités d'un caractère durable, un grand nombre de sociétés de secours mutuels voudront, en augmentant un peu le chiffre de leurs recettes, viser la réalisation d'une véritable assurance en cas d'accidents, assurance contre l'invalidité et assurance de la veuve et des orphelins mineurs.

Retraites. — En dehors des avantages précités, les sociétés de secours mutuels peuvent encore promettre des pensions de retraites à leurs adhérents pour l'époque où les années les auront condamnés au repos. Le service des retraites mutuelles a une importance considérable et nous nous réservons de l'étudier plus loin, en envisageant les diverses catégories de sociétés.

V

DROITS ET AVANTAGES RECONNUS AUX SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS EN GÉNÉRAL.

Unions de sociétés. — La loi nouvelle accorde aux sociétés de secours mutuels un droit qu'elles réclamaient à juste titre depuis longtemps déjà, celui de s'unir entre elles et de constituer des *unions*. La création de ces unions fera faire un grand pas à la mutualité française, et la faculté accordée ainsi aux sociétés de secours mutuels procurera vraisemblablement à un grand nombre d'entre elles des avantages considérables auxquels elles n'avaient pu prétendre jusqu'à ce jour.

Les secours temporaires en cas de maladie ne peuvent être rationnellement fournis que par les sociétés dont la circonscription et le personnel sont assez restreints pour permettre une surveillance efficace. Au contraire, les opérations à long terme (secours au décès, retraites garanties, etc.) ne peuvent être logiquement entreprises que par des sociétés nombreuses et un peu hétérogènes. Ces opérations ne réclament en effet qu'une très faible surveillance, tandis qu'elles exigent un groupe nombreux de participants

(mille au moins) afin d'éliminer les écarts de la mortalité, de donner une base suffisamment large aux prévisions et d'éviter que les frais de gestion indispensables ne grèvent pas trop lourdement chacun des associés. Pour que les petites sociétés puissent entreprendre sans danger ces opérations à long terme, il faut que plusieurs d'entre elles réunissent leurs membres et, usant de la liberté que la loi leur accorde, se constituent à l'état d'union. Chaque union distribuera des secours au décès et servira des pensions de retraites à tous les participants des sociétés unies.

La création des unions présentera encore d'autres avantages énumérés dans le texte de la loi (organisation de pharmacies coopératives ; service des placements gratuits, etc....).

Ce système d'union entre sociétés de secours mutuels a reçu la sanction de l'expérience. Il fonctionne depuis fort longtemps en Angleterre, sous la forme de *sociétés affiliées*. Ces grandes associations sont aujourd'hui en pleine prospérité : elles comptent leurs membres par centaines de mille et leur actif par centaines de millions.

Même avant la promulgation de la nouvelle loi, on a vu se former en France des unions de sociétés de secours mutuels qui furent tolérées par l'administration et donnèrent d'excellents résultats. Des sociétés se sont unies et ont créé des caisses de réassurance, à l'effet de prolonger, au delà du terme fixé par leurs

statuts, l'indemnité journalière de maladie. La cotisation des sociétés adhérentes est, par exemple, de 15 centimes par sociétaire et par mois et, moyennant ce versement, leurs malades ont droit à une indemnité pendant plusieurs années consécutives.

Parmi les fédérations mutualistes actuellement existantes, une création très remarquable est celle de l'*Union médicale et pharmaceutique de Paris*, présidée par un homme bien connu dans le monde mutualiste, M. Savigny. Cette institution unit, sans toucher à leur autonomie, un certain nombre de sociétés de secours mutuels, de façon à centraliser les services médicaux et pharmaceutiques. Les avantages obtenus sont incontestables. Les sociétés adhérentes y trouvent tout d'abord une économie notable, puisque, moyennant le paiement de 2 fr. 50 pour chacun de leurs membres participants, elles se débarrassent de tout souci en ce qui concerne les soins des médecins. Quant aux sociétaires, au lieu d'être obligés d'aller chercher, peut-être bien loin, le médecin de leur association, ils ont à leur disposition dans leur quartier même, plusieurs docteurs attachés à l'Union. En ce qui concerne les frais pharmaceutiques, ils restent à la charge des sociétés; mais l'Union a également groupé les pharmaciens, qui se sont engagés à faire une remise de 25 0/0 sur les tarifs établis par la Société de Prévoyance des pharmaciens de la Seine. Cette remise est contrôlée par l'Union.

Incessibilité et insaisissabilité des allocations payées par les sociétés de secours mutuels. — Droit d'ester en justice ; assistance judiciaire. — Toutes les allocations accordées par les sociétés de secours mutuels à leurs membres participants (secours divers, pensions servies sur livrets ou sur fonds commun inaliénable, contrats d'assurance, etc...) jouissent d'une réelle immunité : elles sont incessibles et insaisissables jusqu'à concurrence de 360 francs par an pour les rentes et de 3000 francs pour les capitaux assurés (Art. 12).

Les sociétés de secours mutuels qui ont satisfait aux prescriptions de la loi du 1^{er} avril 1898 ont le droit d'ester en justice, tant en demandant qu'en défendant. Elles sont, dans ce cas, représentées par leur président ou un délégué ayant mandat spécial à cet effet.

La loi les autorise en outre à demander, à la condition de se conformer à la loi du 22 janvier 1851, l'assistance judiciaire. La société qui, faute de ressources suffisantes pour faire valoir ou défendre ses droits devant la justice, désire obtenir l'assistance judiciaire, adresse, par l'organe de son président une demande au procureur de la République de l'arrondissement. Celui-ci la transmet au *bureau d'assistance judiciaire* qui fonctionne auprès de chaque tribunal comme auprès de chaque Cour et qui est chargé d'apprécier si l'on doit faire droit à la

requête. En cas d'appel devant la Cour c'est au procureur général que la demande doit être adressée.

Récompenses honorifiques pour services rendus à la mutualité. — Le décret-loi du 26 mars 1852 avait décidé que des mentions honorables et des médailles d'honneur seraient accordées aux membres honoraires ou participants des sociétés de secours mutuels *approuvées* qui en paraîtraient les plus dignes. Le décret du 27 mars 1858 autorisa les titulaires des médailles à les porter ostensiblement, dans l'intérieur des édifices où leur société se réunissait en vertu de convocations régulières.

Aujourd'hui la loi ne distingue plus et des récompenses honorifiques peuvent être accordées aussi bien aux membres des sociétés libres que des sociétés approuvées.

D'autre part les médailles peuvent être portées publiquement. La commission d'assurance et de prévoyance sociales de la Chambre des députés, consultée par le ministre de l'Intérieur, a même décidé à l'unanimité que l'article 39 de la nouvelle loi abrogeait complètement le décret du 27 mars 1858 et laissait aux mutualistes la faculté de porter le ruban seul.

Les médailles d'honneur, dont il existe trois catégories (or, argent et bronze), sont accordées par décret du Président de la République, sur la proposi-

tion du ministre de l'Intérieur. Les promotions n'ont lieu ordinairement que tous les trois ans (1).

(1) La médaille d'honneur accordée pour services rendus à l'institution des sociétés de secours mutuels est du module de vingt-sept millimètres. La face porte une allégorie de la mutualité, avec les mots : *Sociétés de secours mutuels*, en exergue. Au revers sont inscrits les nom et prénoms du membre à qui la médaille a été décernée, le nom de la commune siège de la société, et le millésime, avec ces mots : *République française, Ministère de l'Intérieur, médaille d'honneur*, en exergue.

La bélière se compose d'une couronne d'olivier de forme ovale et d'un anneau.

La médaille est suspendue à un ruban moiré, fond noir, de 30 millimètres de large, portant deux liserés bleus de quatre millimètres et bordé de filets noirs d'un millimètre.

Un arrêté du ministre de l'Intérieur, en date du 22 mars 1899, a décidé que le ruban de la médaille d'argent serait marqué par un liseré d'argent de chaque côté de la partie bleue à l'intérieur et que le ruban de la médaille d'or serait marqué par un liseré d'or de chaque côté de la partie bleue à l'intérieur.

VI

DES SOCIÉTÉS LIBRES.

La catégorie des sociétés libres renferme toutes les sociétés qui préfèrent la pleine et entière liberté de leur action à la protection de l'Etat. Elles se constituent sans l'intervention du gouvernement. Les organisateurs, comme nous l'avons vu précédemment, déposent à la préfecture ou à la sous-préfecture des statuts conformes aux dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 et, un mois après ce dépôt, la société peut fonctionner sans autorisation préalable (art. 4) (1).

Les sociétés libres jouissent de droits beaucoup plus nombreux que n'en avaient les sociétés autorisées de l'ancienne législation, auxquelles elles se substituent, et des prérogatives assez importantes leurs sont accordées (art. 15).

Elles peuvent, et la même faculté est donnée aux unions formées entre elles, recevoir et employer les sommes provenant des cotisations de membres honoraires et participants et généralement faire des ac-

(1) La reconnaissance officielle de l'existence des sociétés libres résulte de l'enregistrement du dépôt des statuts sur le registre spécial et du récépissé qui est délivré des documents déposés.

tes de simple administration ; elles sont autorisées à posséder des objets mobiliers et à prendre des immeubles à bail pour l'installation de leurs divers services.

Les sociétés libres ont en outre le droit de recevoir des dons et legs mobiliers avec l'autorisation du préfet. C'est là une heureuse innovation et dont l'importance est capitale. Ajoutons que si la libéralité est faite à une société dont la circonscription comprend des communes situées dans des départements différents, ce n'est plus le préfet qui est appelé à statuer : c'est le Chef de l'Etat. Un décret est également nécessaire lorsqu'il y a réclamation des héritiers du testateur et, dans ce dernier cas, le Conseil d'Etat doit être consulté. Lorsque l'emploi des dons et legs n'est pas déterminé par le donateur ou testateur, cet emploi est prescrit par l'arrêté ou le décret d'autorisation (art. 4 de l'Ord. du 4 avril 1817).

La loi interdit en principe aux sociétés libres de posséder des immeubles, mais elle les autorise cependant à acquérir ceux qui seront exclusivement affectés à leurs services et le nombre n'en est pas limité. Elle leur permet même de recevoir des dons et legs immobiliers, mais en ce cas l'autorisation doit toujours être donnée par décret et les biens doivent être immédiatement aliénés.

Si importants que paraissent être les droits accor-

dés par la loi aux sociétés libres, surtout lorsqu'on les compare à ceux que leur assuraient les anciennes lois de police, ces associations n'ont qu'une personnalité civile très restreinte et elles ne sont pas appelées à bénéficier des faveurs de l'Etat.

« Les sociétés libres, écrivait M. Audiffred, dans son rapport de 1893, se constituent et s'administrent dans les conditions déterminées par la loi sans autorisation préalable. L'Etat ne les aide pas de ses subventions et ne leur assure que des avantages limités parce qu'il s'abstient de contrôler leur gestion et l'emploi de leurs fonds. Mais elles peuvent en tout temps obtenir l'approbation et les avantages qui y sont attachés, dont le principal consiste dans une subvention, en se conformant aux dispositions très simples édictées par le projet. »

« Nous tendons, ajoute-t-il au cours de la discussion, à n'avoir en France qu'un seul genre de sociétés, nous le disons très franchement : la société approuvée qui obtient l'approbation après cette seule justification qu'elle est en mesure de bien faire ses affaires et de tenir ses engagements pris en toute liberté. C'est en effet à cette obligation si peu rigoureuse que nous limitons les prescriptions de la loi. Nous ne comprenons pas que les sociétés ne demandent pas l'approbation. Quand le Gouvernement avait des exigences d'ordre politique, ces sociétés pouvaient dire : nous ne voulons pas nous courber sous les fantaisies de l'autorité. Mais aujourd'hui qu'elles n'ont plus à faire qu'une justification d'ordre financier si le ministre de l'Intérieur leur refuse l'approbation, elles ont le droit de se pourvoir devant le Conseil d'Etat.

« C'est parce que nous désirons que ces sociétés fassent cette évolution, — et dès aujourd'hui elles l'accomplissent en grand nombre — que nous ne maintenons pas aux sociétés

libres trop d'avantages, car alors elles ne seraient pas tentées de demander l'approbation... »

Les sociétés libres, en ce qui concerne les avantages qu'elles accordent à leurs membres, ne diffèrent guère des sociétés des autres catégories : elles promettent en général secours en cas de maladie, soins médicaux, médicaments, indemnité funéraire, souvent une pension de retraite. Les retraites des sociétés libres ne sont pas du tout constituées comme celles des sociétés approuvées dont l'organisation est, comme nous le verrons dans un instant, absolument spéciale. Les sociétés libres ne sont tenues par la loi qu'à insérer, dans leurs statuts, la manière dont elles entendent servir dans l'avenir des retraites à leurs membres, mais leurs engagements ne sont pas en réalité contrôlés par l'administration. Les unes placent des capitaux et en affectent les intérêts au paiement des rentes statutairement fixées ; les autres servent directement sur leurs fonds disponibles des pensions variables, suivant l'importance de ces fonds.

VII

DES SOCIÉTÉS APPROUVÉES ET RECONNUES D'UTILITÉ PUBLIQUE.

De l'approbation. — Une société de secours mutuels qui s'est constituée librement, en se conformant aux formalités de la loi, peut, si elle le désire, prétendre à des avantages plus considérables que ceux qui sont accordés aux sociétés libres. Elle n'a qu'à demander l'approbation.

Autrefois l'approbation, donnée par arrêté préfectoral, n'était pas un droit pour une société de secours mutuels. Le préfet prenait l'avis du ministre de l'Intérieur, lui soumettait les statuts de la société et accordait ou refusait, suivant les circonstances, l'approbation demandée. Aujourd'hui toute société de secours mutuels peut obtenir l'approbation et le ministre de l'Intérieur que la loi, par un singulier effet de décentralisation, investit du pouvoir de prendre les arrêtés d'approbation ne peut s'y refuser que dans deux cas : si les statuts renferment certaines clauses contraires aux dispositions de la loi ; si, d'autre part, ils ne prévoient pas des recettes proportionnées aux dépenses, pour la constitution des retraites

garanties ou pour les assurances contractées (art. 16).

Le délai accordé à l'administration pour approuver ou refuser est de trois mois, et en cas de refus, recours peut être formé gratuitement devant le Conseil d'État contre la décision ministérielle.

Il est recommandé aux sociétés de secours mutuels qui veulent se faire approuver de transmettre au préfet, pour que ce dernier les fasse parvenir au ministère de l'Intérieur, quatre exemplaires de leurs statuts mis en conformité avec les dispositions de la loi. Dès que l'approbation est accordée, le ministère de l'Intérieur informe le préfet de sa décision et joint à sa lettre d'avis une ampliation de l'arrêté d'approbation en même temps que deux exemplaires des statuts portant la mention de l'approbation. L'un de ces exemplaires reste aux archives de la préfecture et l'autre est transmis au président de la société.

Tout changement dans les statuts d'une société approuvée doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'approbation et aucune modification statutaire ne peut être mise à exécution si elle n'a pas été préalablement approuvée. En conséquence, les sociétés désirant apporter certains changements dans la rédaction de leurs statuts primitifs, doivent faire parvenir, par l'intermédiaire du préfet, au ministère de l'Intérieur quatre exemplaires du texte des modifications à approuver. Les sociétés qui ont été approuvées antérieurement à la loi du 1^{er} avril 1898 et qui

désirent faire sanctionner des modifications statutaires, doivent profiter de la circonstance, si elles ne l'ont pas encore fait, pour mettre l'ensemble de leurs statuts en conformité avec les dispositions de la nouvelle loi, notamment avec les prescriptions de son article 5.

L'approbation accordée à une société de secours mutuels peut être retirée dans les deux cas suivants : inexécution des statuts et violation des dispositions législatives (art. 30).

Les sociétés ont, du reste, dans cet ordre d'idées, toutes les garanties possibles contre toute mesure arbitraire. Le retrait de l'approbation ne peut avoir lieu que par décret rendu en Conseil d'Etat sur la proposition du ministre de l'Intérieur et après avis du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. D'autre part la décision prise peut former l'objet d'un recours au contentieux devant le Conseil d'Etat. Ce recours, qui peut avoir lieu sans ministère d'avocat, est affranchi de tous droits, c'est-à-dire que les actes de la procédure y relative et les pièces produites sont exempts de tout impôt, ainsi que l'arrêt rendu par le Conseil et la signification de cette décision.

Droits et avantages reconnus aux sociétés approuvées. — Sous l'ancienne législation, seules les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique pouvaient recevoir des dons et legs immo-

biliers. Aujourd'hui les sociétés approuvées ont le droit, sous réserve de l'autorisation du Conseil d'Etat, de recevoir des immeubles par donations entre vifs ou par dispositions testamentaires.

Le Conseil d'Etat décide si la société bénéficiaire peut conserver les immeubles qui lui sont donnés ou légués. S'il n'en est pas ainsi, la société doit les aliéner dans le délai et la forme prescrits par le décret qui en autorise l'acceptation ; le délai pourra, en cas de nécessité, être prorogé (art. 17).

Les sociétés de secours mutuels et unions approuvées peuvent être autorisées, par décret rendu en Conseil d'Etat, à acquérir les immeubles nécessaires soit à leurs services d'administration, soit à leur service d'hospitalisation.

La loi du 1^{er} avril 1898 énonce, dans son article 18, que les communes sont tenues de fournir aux sociétés approuvées qui le demandent les locaux nécessaires à leurs réunions, ainsi que les livrets et registres nécessaires à l'administration et à la comptabilité. En cas d'insuffisance des ressources des communes, la dépense est mise à la charge des départements. Le décret du 26 mars 1852 disposait déjà de même ; mais, comme la loi de 1871 sur les Conseils généraux n'avait pas prévu pour eux l'obligation de se substituer, en la circonstance, aux communes sans ressources, ils se considérèrent toujours comme non liés par le décret de 1852 et refusèrent systématiquement

de voter de ce fait aucun crédit. Dorénavant les assemblées départementales n'auront plus de motif légal pour se soustraire à l'obligation qui leur incombe.

La loi a eu à prévoir en outre le cas où une société de secours mutuels, comme elle en a actuellement le droit, s'étendrait sur plusieurs communes ou sur plusieurs départements : l'obligation de fournir les locaux de réunion et les registres nécessaires incombe d'abord à la commune dans laquelle se trouve le siège social, ensuite au département auquel appartient cette commune.

Le local qui, conformément aux prescriptions de la loi, sera mis, pour ses réunions, à la disposition d'une société de secours mutuels approuvée, sera le plus souvent, presque toujours, une salle de la mairie. En tout cas, c'est la commune qui choisit le local et la société doit s'en contenter s'il remplit les conditions nécessaires pour sa destination (1). S'il en est autrement, la société a un recours gracieux devant le préfet et même peut attaquer au contentieux l'arrêté municipal qui fixe le local.

La nature et le modèle des livrets et registres qui seront donnés aux sociétés de secours mutuels par les communes et les départements ont été déter-

(1) Il est admis que la commune doit également fournir un mobilier suffisant et prendre à sa charge les dépenses nécessitées par le chauffage et l'éclairage du local.

minés par un arrêté ministériel du 15 avril 1853.

Comme sous l'empire de la législation de 1852, dans les villes où il existe une taxe municipale sur les convois, il est accordé aux sociétés approuvées remise des deux tiers des droits sur les convois dont elles peuvent avoir à supporter les frais, aux termes de leurs statuts.

Le paragraphe 1^{er} de l'article 19 de la loi du 1^{er} avril 1898 énonce que « tous les actes intéressant les sociétés approuvées sont exempts des droits de timbre et d'enregistrement ». Ce texte reproduit littéralement l'article 11 du décret du 26 mars 1852. Il comporte par conséquent la même interprétation (1).

Parmi les pièces exonérées figurent donc notamment : les expéditions d'actes de l'état civil délivrées aux présidents des sociétés dans l'intérêt des associations, pourvu qu'elles contiennent la mention expresse de leur objet et de leur destination spéciale ; les affiches concernant les sociétés ; les récépissés remis par les préposés de la caisse des dépôts et consignations aux trésoriers des sociétés pour les dépôts effectués par celles-ci, ainsi que les déclarations de versement que certains trésoriers sont dans l'usage de réclamer en même temps que le récépissé.

Pas plus sous le régime nouveau que sous l'ancien,

(1) Voir Instruction de la Direction générale de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre, en date du 25 juin 1898, relative à l'exécution des dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898 sur le régime fiscal des sociétés de secours mutuels, etc...

l'immunité ne s'applique aux transmissions de biens, même constatées par des actes. Cette interprétation qui, sous l'empire du décret du 26 mars 1852, résultait d'une décision ministérielle du 6 juillet de la même année a été expressément consacrée par la loi nouvelle. Le paragraphe 3 de l'article 19 porte, en effet, que la dispense des droits « n'est pas applicable aux transmissions de propriété, d'usufruit ou de jouissance de biens meubles et immeubles, soit entre vifs, soit par décès ».

La loi exempte du droit de timbre de quittance les reçus des cotisations des membres honoraires ou participants, les reçus des sommes versées aux pensionnaires ainsi que les registres à souches qui servent au payement des journées de maladie. La décision ministérielle du 28 mars 1891, qui avait reconnu l'exigibilité du droit de timbre sur les quittances d'arrérages des pensions de retraites payées aux membres de sociétés de secours mutuels approuvées, cessera d'être suivie.

Du placement des fonds des sociétés approuvées.

— La loi a délivré les sociétés de secours mutuels approuvées d'entraves qui paralysaient leur initiative et elle les a rendues maîtresses du placement de leurs fonds, dans les limites imposées par le souci de leur sécurité.

Avant 1898 tous les capitaux des sociétés approuvées devaient être versés à la Caisse d'épargne (maxi-

num pour chaque société, 15,000 francs) ou à la Caisse des dépôts et consignations. Désormais, ces Caisses leur demeureront ouvertes ; mais, en outre, les fonds des sociétés approuvées peuvent être placés en rentes sur l'Etat, bons du Trésor ou autres valeurs créées ou garanties par l'Etat ; ils peuvent être convertis en obligations des départements et des communes, du Crédit foncier de France ou des Compagnies françaises de chemins de fer qui ont une garantie d'intérêt de l'Etat. Les valeurs sont obligatoirement déposées à la Caisse des dépôts et consignations lorsqu'elles sont au porteur (art. 20).

Les placements hypothécaires ont été refusés aux sociétés approuvées, mais les achats d'immeubles leur sont permis jusqu'à concurrence des trois quarts de leur avoir. Chose curieuse, remarquons-le en passant, l'approbation d'une assemblée générale extraordinaire suffit pour ratifier ces acquisitions immobilières ; on s'explique difficilement que la loi soit ici moins sévère que lorsqu'il s'agit de l'acquisition d'un immeuble destiné aux services de la société. Nous avons vu plus haut que, dans ce dernier cas, un décret rendu en Conseil d'Etat était obligatoire.

Les sociétés approuvées sont admises, nous l'avons déjà dit, à verser des capitaux à la Caisse des dépôts et consignations : aucun maximum ou minimum de versement n'a été fixé par la loi. Les sommes ainsi

déposées constituent pour chaque société soit un compte courant dont elle a la libre disposition, soit un compte affecté pour toute la durée de la société à la formation et à l'accroissement d'un fonds commun inaliénable (art. 21).

Le fonds commun de retraites existant au jour de la promulgation de la loi du 1^{er} avril 1898 ne peut, en aucun cas, être supprimé ; mais la loi autorise le placement de ce fonds de trois manières différentes : 1^o à la Caisse des dépôts et consignations ; 2^o en achats de valeurs ou immeubles ; 3^o à la Caisse des retraites.

Pour une société qui se fonde après la promulgation de la loi nouvelle, les statuts doivent énoncer si la société entend constituer un fonds commun de retraites ; dans ce cas, ils doivent indiquer les moyens d'alimenter ce fonds commun. Ils décident notamment si la société doit verser à ce fonds, en totalité ou en partie, les subventions de l'Etat, les dons et legs, les cotisations des membres honoraires et les autres ressources disponibles.

Le compte courant et le fonds commun portent intérêt à un taux égal à celui de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse qui est actuellement de 3 1/2 0/0. Mais le décret-loi du 26 mars 1852 et le décret du 26 avril 1856 fixaient à 4 1/2 0/0 le taux de l'intérêt servi aux sociétés approuvées (1).

(1) La Caisse des dépôts et consignations qui, ces dernières années, était

Aussi la loi du 1^{er} avril 1898 (art. 21, § 8) dit que la différence entre le taux d'intérêt de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse et le 4 1/2 0/0 sera versée, à titre de bonification, à chaque société de secours mutuels approuvée ou reconnue d'utilité publique, en raison de son avoir à la Caisse des dépôts et consignations (fonds libres et fonds de retraites), au moyen d'un crédit inscrit chaque année au budget du ministère de l'Intérieur. C'est le maintien pur et simple du taux de faveur de 4 1/2 0/0 (1).

Il est probable que les autres intentions libérales de la nouvelle loi relatives au placement des capitaux des sociétés approuvées resteront sans effet, par suite de la disposition de l'article 21 que nous venons d'analyser. Aucun placement ne pourra rivaliser avec celui fait à la Caisse des dépôts et consignations. Les immeubles eux-mêmes ne donnent plus, à beaucoup près, un revenu net aussi élevé. Presque toutes les sociétés approuvées, nous en sommes persuadés, verseront l'intégralité de leurs fonds à la Caisse pour jouir de l'intérêt que l'Etat leur garantit.

De grandes discussions se sont engagées à la Chambre et au Sénat au moment du vote de l'article 21. Tout d'abord la commission de la Chambre avait pro-

encore obligée de payer 4 1/2 0/0 d'intérêt pour les capitaux des sociétés de secours mutuels approuvées, ne leur faisaient plus rapporter qu'un taux d'intérêt bien inférieur. Ceci explique les dispositions de la nouvelle loi.

(1) Du 1^{er} avril au 31 décembre 1898 la mise en application de cette disposition législative a nécessité le vote d'un crédit de 900.000 francs. Pour 1899 le crédit inscrit au budget est de 1.490.000 francs.

posé de simples subventions et avait refusé un engagement formel de la part de l'Etat. M. Louis Ricard intervint dans le débat en faveur du taux de 4 1/2 00 et fit prévaloir son opinion. Son amendement fut adopté et le rapporteur de la commission au Sénat, M. Lourties, l'accepta et le préconisa même. Les adversaires du 4 1/2 0/0 faisaient observer que la charge imposée au budget par le maintien du taux fixe pouvait devenir extrêmement lourde dans l'avenir, que le taux de l'intérêt baisserait encore, que le nombre des mutualistes et des dépôts allaient augmenter dans une proportion considérable et qu'il y avait le plus grand danger à engager l'Etat pour une durée en apparence illimitée. Heureusement la majorité du Parlement ne voulut pas partager les craintes dont certains orateurs se faisaient l'écho et qui étaient absolument exagérées. Le chiffre des sommes qui, par application de l'article 21, devront annuellement être accordées par l'Etat aux sociétés de secours mutuels, augmentera évidemment avec le temps, mais ne prendra jamais les proportions considérables redoutées par quelques-uns. Et, même en admettant que d'ici trente ans ce ne soit plus un ou deux millions que l'Etat soit obligé de donner chaque année aux sociétés de secours mutuels, mais dix millions et même plus, le budget des dépenses ne contiendra-t-il pas encore nombre de chapitres moins utiles que celui de la mutualité ? Encourager

les mutualistes, n'est-ce pas du reste contribuer à l'accroissement de la fortune publique, à la prospérité du pays et par suite au développement des ressources budgétaires elles-mêmes !

Retraites. — La loi du 1^{er} avril 1898 indique explicitement, dans son article 22, les solutions que peut adopter une société de secours mutuels approuvée pour servir des pensions de retraites à ses membres. « Les pensions de retraites peuvent être constituées soit sur le fonds commun soit sur le livret individuel qui appartient en toute propriété à son titulaire, à capital aliéné ou réservé. »

Il y a donc deux modes de constitution de retraites par les sociétés approuvées : le mode employé jusqu'en 1898, c'est le fonds commun ; le mode nouveau autorisé par la loi, c'est le livret individuel. Les sociétés ont le choix entre les deux systèmes et si elles le désirent, elles les adoptent même concurremment l'un et l'autre.

Jusqu'à nos jours le fonds commun n'a eu qu'une seule et unique destination. Placé à la Caisse des dépôts et consignations, on y puisait les sommes nécessaires pour constituer la retraite du sociétaire dont le droit était reconnu par l'assemblée générale. Avec la somme qu'on y avait puisée on achetait à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse une rente viagère immédiate avec capital réservé, et quand le fonds était reconstitué par la mort du titu-

laire, il servait à acheter une autre rente viagère pour un autre sociétaire.

Aujourd'hui il y a différentes manières de constituer des pensions à l'aide du fonds commun. Les statuts peuvent prévoir soit des pensions éventuelles, soit des retraites garanties, soit des allocations annuelles. Dans l'une ou l'autre de ces trois hypothèses que nous allons examiner, la loi impose au bénéficiaire l'obligation d'être âgé de plus de 50 ans et d'avoir acquitté la cotisation sociale pendant quinze années au moins, laissant aux statuts le soin de déterminer les autres conditions à remplir.

Le système des pensions éventuelles n'est autre que le système employé depuis si longtemps par les sociétés de secours mutuels approuvées. Il ne s'agit en réalité que de pensions aléatoires et qui ne peuvent être attribuées par les sociétés que suivant les ressources disponibles. Tous les sociétaires ont des droits à la retraite lorsqu'ils réunissent les conditions exigées par la loi et les statuts sociaux ; mais ils restent simples candidats à la pension tant que le fonds commun est intégralement employé par la constitution antérieure de rentes viagères et ils se trouvent obligés d'attendre que leurs prédécesseurs veuillent bien, par leur décès, laisser des places vacantes pour eux.

Si les pensions éventuelles ne sont réellement que des libéralités faites, dans la mesure du possible, aux

membres les plus âgés et les plus nécessiteux, libéralités dont le montant et l'attribution même dépendent des ressources disponibles et du nombre des candidats, les retraites garanties ont un caractère tout différent. Ce sont des indemnités dues aux sociétaires au même titre que les indemnités payables en cas de maladie ou de décès. Ce sont des rentes d'une quotité déterminée et qui doivent nécessairement être servies à tous les participants dès qu'ils remplissent les conditions fixées par les statuts.

Les retraites garanties, à raison de leur nature même, ne peuvent pas, comme les précédentes, être uniquement alimentées par les ressources extraordinaires de la société; mais il est facile de les constituer régulièrement, à l'aide d'une cotisation spéciale acquittée, dans ce but, par chacun des membres participants. Il existe alors, en effet, entre les pensions et les cotisations, une relation qui ne dépend que du taux d'intérêt produit par le placement des cotisations et de la loi de mortalité à laquelle est soumis le sociétaire. La nécessité d'une cotisation spéciale pour la création des retraites garanties ne fait de doute pour personne et la loi l'impose. Déjà en 1889, M. Maze, président la séance de clôture du 3^e congrès de la Mutualité, s'était exprimé ainsi à ce sujet :

« Je regrette que le Congrès n'ait pas cherché et trouvé l'occasion de dire qu'en matière de retraites, on n'obtiendra

jamais des résultats sérieux, tant que l'on n'amènera pas les membres participants de nos sociétés à verser, dans ce but, une cotisation spéciale : tout ou presque tout est là, qu'on entende conserver un fonds commun, ou qu'on adopte le livret individuel.

« Je voudrais que vous tinssiez à vos collaborateurs ce langage : vous voulez des retraites sérieuses ; nous ne pouvons pas vous les assurer avec les cotisations actuelles. L'argent n'a plus aujourd'hui la même valeur qu'il y a 30, 20 et même 10 ans ; si vous désirez non plus seulement de simples allocations, mais une véritable retraite, il est indispensable que vous fassiez de nouveaux sacrifices. »

L'existence obligatoire d'une cotisation spéciale, pour la formation de retraites garanties, avait été aussi consacrée par le rapport rédigé en 1893 par M. Léon Marie au nom de la commission de comptabilité des sociétés de secours mutuels. Cette commission avait en outre nettement établi que le montant des retraites se trouve nécessairement déterminé par l'importance des cotisations spéciales destinées à leur constitution et que, pour une même cotisation, le chiffre de la rente s'élève très vite avec la durée du stage et l'âge d'entrée en jouissance. Le rapporteur basait ces observations sur le tarif de la Caisse nationale des retraites, au taux de 3 fr. 50 0/0, en le complétant pour les âges n'y figurant point. On y voit qu'une cotisation annuelle de 10 francs produit, à capital aliéné, les rentes ci-dessous :

Age de la retraite	DURÉE DU SOCIÉTARIAT							
	15 ans	20 ans	25 ans	30 ans	35 ans	40 ans	45 ans	50 ans
	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.	fr. c.
45 ans,....	14 52	21 48	30 08	»	»	»	»	»
50 —	16 36	24 26	34 »	46 04	»	»	»	»
55 —	19 02	28 33	39 84	54 04	71 59	»	»	»
60 —	22 95	34 48	48 80	66 49	88 32	115 31	»	»
65 —	29 16	44 45	63 58	87 32	116 66	152 85	197 60	»
70 —	»	62 22	90 53	125 94	169 91	224 24	291 27	374 14

Ce tableau indique que, dans une société où la cotisation en vue de la retraite est de 10 francs par an, la rente acquise par un membre, admis à l'âge de 25 ans, peut varier de 21 fr. 48 à 291 fr. 27, c'est-à-dire dans la proportion de 1 à 14, quand l'âge d'entrée en jouissance est porté de 45 à 70 ans.

Les conditions d'âge et de stage, concluait-on, ne doivent donc pas être inférieures à un minimum suffisamment élevé pour que la retraite soit appréciable et efficace, et la valeur précise des chiffres qui définissent ces conditions comme le montant de la rente à servir est un élément qui échappe à la compétence d'une assemblée de sociétaires et doit être déterminé uniquement par les statuts.

La loi de 1898 a adopté les conclusions du rapport Marie et elle en a fait deux obligations pour les sociétés approuvées qui veulent constituer des retraites garanties. Si les statuts prévoient, pour l'entrée en jouissance de la pension, un minimum d'âge et de stage inférieur au minimum légal précédemment indiqué, si d'autre part ils ne prévoient pas des res-

sources proportionnées aux engagements pris pour le service de ces pensions, c'est la faillite assurée pour la société qui se crée ; aussi l'approbation devra être refusée par l'administration qui vérifiera soigneusement si la société est en mesure de remplir ses engagements à longue échéance et de procurer à ses membres les avantages précis, fermes, qu'ils recherchent en y entrant. Une autre restriction est apportée au droit pour les sociétés approuvées de constituer des retraites garanties : elles devront produire un inventaire quinquennal de leurs engagements éventuels ou liquides et des ressources correspondantes.

C'est, comme on le voit, une question assez délicate que celle des pensions de retraites garanties servies par les sociétés approuvées sur le fonds commun. Si nous considérons de plus près encore les dispositions de la loi qui s'y rapportent, on comprendra facilement que le système, s'il n'est impraticable en soi, ne peut donner que des résultats illusoires. La loi, en effet, décide que toutes les retraites provenant du fonds commun sont constituées à capital *réserve* au profit de la société. La chose se comprend à merveille lorsqu'il s'agit de pensions éventuelles : il n'y a que quelques personnes qui soient appelées à devenir pensionnaires, les arrérages du fonds commun seront toujours suffisants pour leur constituer une pension appréciable. Mais, lorsqu'il s'agit de

pensions garanties, il y a double raison pour que ces pensions soient constituées à capital aliéné. Tout d'abord, les retraites garanties ne sont plus, comme les pensions éventuelles, produites par les ressources extraordinaires de la société, mais, en majeure partie, par les cotisations spéciales des participants et logiquement aucune partie de ces cotisations ne doit être détournée de son but. Les sociétaires se sont imposé de réels sacrifices pour parvenir à effectuer leurs versements et il semble nécessaire de leur fournir le maximum d'indemnité qu'il est possible d'obtenir. En réservant le capital des rentes au profit de la société, on dépouille forcément le sociétaire actuel pour avantager des successeurs inconnus et peut-être bien moins nécessaires. D'autre part, et c'est là une critique qu'on aurait bien dû prévoir, les retraites vont être absolument insignifiantes et au lieu de prêter aux pensionnaires une aide réellement efficace, elles descendront à des chiffres presque dérisoires, sans rapport aucun avec ceux du tableau que nous avons reproduit plus haut et sans rapport aussi avec les nouveaux sacrifices consentis.

Autre remarque qui a son importance. Plusieurs sociétés actuellement existantes, bien organisées, comme la *Prévoyance commerciale* de Paris par exemple, ont, sur la foi de la législation antérieure, constitué depuis longtemps un véritable service de retraites garanties à capital aliéné. Vont-elles être

contraintes de manquer maintenant à leurs engagements, pour se conformer à la loi nouvelle qui déclare tout à coup inaliénables toutes les ressources qui vont au fonds commun ?

Le système des retraites garanties, servies au moyen du fonds commun, ne nous paraît donc pas devoir donner de résultats sérieux et il est probable que les sociétés ne le pratiqueront pas. Celles qui auront un fonds commun l'emploieront très vraisemblablement comme par le passé, en s'en servant à constituer à leurs membres les plus âgés et les plus intéressants des petites pensions appréciables sinon nombreuses. Lorsqu'elles voudront promettre aux sociétaires de véritables retraites garanties, en leur demandant un supplément de cotisation, elles auront recours au système du livret individuel dont nous parlerons dans un instant.

Le système des allocations annuelles est celui qui convient le mieux aux sociétés qui n'ont pas l'assurance de pouvoir tenir des promesses fermes, c'est-à-dire aux sociétés qui n'ont pas constitué de ressources spéciales, à l'aide de cotisations prélevées sur les sociétaires, en vue de remplir leurs engagements. Ces sociétés peuvent se contenter de distribuer des allocations, non pas viagères, mais annuelles ; le montant en est fixé, tous les ans, d'après les ressources et les besoins (art. 25). Le service de ces allocations peut s'effectuer non seulement à l'aide des

ressources disponibles de la société, mais à l'aide des arrérages du fonds commun. Il est à remarquer en effet que, contrairement à ce qui existait autrefois, les sociétés approuvées peuvent employer les revenus de leur fonds commun sans recourir à l'intermédiaire de la Caisse des retraites pour la vieillesse (art. 23).

Notons, pour en finir avec les retraites constituées à l'aide du fonds commun, qu'une indemnité pécuniaire, fixée chaque année en assemblée générale, peut être prélevée sur les fonds « de réserve », autrement dits disponibles, en faveur des membres participants, infirmes ou incurables avant l'âge fixé par les statuts pour l'admission à la pension viagère de retraite (art. 25).

A côté des pensions servies sur un fonds commun, la loi envisage, comme nous l'avons dit plus haut, les pensions constituées au moyen de livrets individuels, à l'aide de la Caisse nationale des retraites ou d'une caisse autonome (art. 24). Elle précise les ressources destinées à alimenter ces livrets dans les sociétés qui veulent les adopter. Ces ressources doivent tout d'abord émaner du sacrifice individuel du participant, soit qu'il verse une cotisation spéciale, soit qu'on opère sur sa cotisation un prélèvement statutaire en vue de la retraite. La société peut ajouter à ce versement fait par l'intéressé tout ou partie des arrérages du fonds commun : la répartition se

fait également entre tous les membres. Elle peut enfin le grossir encore à l'aide de différentes ressources dont elle n'aura pas fait d'autre emploi (excédents de recettes...).

Les sociétés ont la faculté de décider statutairement si la part des versements qu'elles prennent à leur charge est faite à capital aliéné ou à capital réservé à leur profit. Quant au membre participant, il lui appartient également de décider s'il constitue sa pension à capital aliéné ou à capital réservé au profit de ses ayants droit. La rente à capital aliéné semble devoir se pratiquer davantage que celle à capital réservé qui produit seulement la restitution des sommes versées jusqu'au décès du rentier.

Les caisses autonomes, créées par des sociétés de secours mutuels ou des unions, devront présenter certaines garanties : elles emploieront leurs fonds en rentes sur l'État, en valeurs du Trésor ou garanties par le Trésor, en obligations départementales, et soumettront leur gestion à la vérification de l'inspection des finances et au contrôle du receveur particulier de l'arrondissement du siège de la caisse. Elles auront en outre à remplir certaines conditions exigées par un règlement d'administration publique qui n'a pas encore paru. Il est nécessaire que ce règlement leur impose l'obligation d'un fonctionnement technique irréprochable, avec tarifs correctement calculés. Les livrets délivrés par ces caisses

seront alors d'une valeur égale à ceux de la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Ils pourront être délivrés sans crainte, notamment par les petites sociétés groupées en unions qui affilieront ainsi leurs membres à la Caisse fédérative pour les opérations de longue haleine.

L'introduction du livret individuel dans les sociétés de secours mutuels nous paraît être une innovation d'une grande portée. Le mutualiste placé ainsi chaque année, en face des avantages personnels que lui constituera la société, pouvant se rendre compte de l'augmentation de pension qu'il lui sera possible d'obtenir, en ajoutant au versement de la société un versement prélevé sur sa propre épargne, ne tardera pas à s'imposer de légers sacrifices pour atteindre un aussi heureux résultat. Et ainsi, comme le disait M. Audiffred dans un de ses rapports, sous l'influence si puissante du mobile de l'intérêt personnel, sagement guidé, on verra l'œuvre de la constitution des pensions de retraites recevoir un développement considérable.

Subventions de l'État. — Nous avons vu, en étudiant la législation des sociétés de secours mutuels approuvées avant 1898, les subventions considérables qui leur étaient allouées par l'État, soit sur les arrérages de la dotation, soit à l'aide des crédits importants votés par le Parlement. Les allocations aux sociétés de secours mutuels approuvées sont mainte-

nues (art. 26). Celles-ci continuent à recevoir des subventions proportionnelles pour les versements qu'elles effectuent chaque année à leurs fonds de retraites, et les pensions liquidées dont le montant n'est pas supérieur à 360 francs reçoivent une bonification.

La nouvelle loi prévoit en outre des subventions pour encourager la formation des pensions de retraites à l'aide du livret individuel. Elle entend également que des subventions soient accordées aux sociétés qui ne constituent pas de retraites.

La répartition des crédits affectés aux sociétés de secours mutuels doit avoir lieu dans les proportions et suivant les barèmes arrêtés par le ministre de l'Intérieur, après avis du conseil supérieur. Toutefois, en ce qui concerne les subventions pour les versements effectués par les sociétés à leurs fonds de retraites, il a été entendu que les bases de ces subventions, à moins de nécessité absolue, resteraient établies comme elles l'étaient avant la loi du 1^{er} avril 1898 (1).

Le législateur d'autre part a voulu qu'avant toute répartition un prélèvement, déterminé par le conseil supérieur et qui ne peut dépasser 5 0/0 de l'actif social, soit opéré, chaque année, sur les dotations et subventions, pour venir en aide aux sociétés qui,

(1) Voir la note 3 de la page 40.

par suite d'épidémies ou de toute autre cause de force majeure, seraient momentanément hors d'état de remplir leurs engagements (1). Ces subventions éventuelles, qui existaient déjà sous l'ancienne législation, sont indispensables. Les services qu'elles rendent sont considérables. Non seulement elles doivent être accordées aux sociétés qui tout d'un coup par suite d'une catastrophe inattendue se trouvent sans ressources et risquent une ruine imméritée, mais encore, et les pouvoirs publics ne voudront pas abandonner la tradition jusqu'alors suivie, elles doivent aller aux sociétés naissantes et qui malgré toute la bonne volonté des organisateurs n'arrivent pas à se soutenir. Tous ceux qui ont vu de près la formation de sociétés de secours mutuels savent les difficultés qu'elles ont malheureusement quelquefois à vaincre au début. L'indifférence des uns, les préjugés des autres ; la tendance de plusieurs à n'entrer dans la société que quand ils la verront fonctionner, que les résultats en seront palpables, rendent très laborieux l'enfantement de l'association. La subvention de l'Etat peut justement, par une allocation une fois donnée, faciliter ces commencements, soutenir les sociétés naissantes, venir en aide à leur faiblesse

(1) Pour obtenir une subvention, le président d'une société approuvée doit adresser une demande au ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire du préfet, en joignant à sa demande un état détaillé de la situation financière de la société et un état numérique des membres tant honoraires que participants.

et les aider à faire face aux dépenses premières de leur organisation (1).

Puisque nous parlons des avantages pécuniaires réservés aux sociétés de secours mutuels approuvées, rappelons que celles d'entre elles possédant des caisses de retraites participent annuellement à la répartition des trois cinquièmes des sommes provenant des comptes abandonnés des caisses d'épargne (Loi du 20 juillet 1895, art. 20). Chaque répartition est faite par les soins du ministère de l'Intérieur.

Le bénéfice des subventions de l'Etat, de même que celui de l'intérêt de 4 1/2 0/0 et des avantages fiscaux accordés par la loi aux sociétés approuvées, est refusé à celles d'entre elles qui accordent à leurs membres ou à certains de leurs membres soit des indemnités moyennes ou supérieures à 5 francs par jour, soit des allocations annuelles ou des pensions supérieures à 360 francs, soit des capitaux en cas de vie ou de décès supérieurs à 3.000 francs.

De plus, il est interdit à toute personne de s'affilier à plusieurs sociétés en vue de se constituer soit des

(1) En dehors des subventions de l'Etat, les sociétés de secours mutuels ont reçu dans de nombreux départements des subventions des conseils généraux et municipaux. La dernière statistique des allocations départementales et communales, établie au ministère de l'Intérieur, nous fait connaître que les conseils généraux ont affecté, au cours de l'année 1897, la somme de 165.218 francs à 1.633 sociétés approuvées et de 5.949 francs à 104 sociétés autorisées et que les communes ont donné 368.594 francs à 1.743 sociétés approuvées et 27.649 francs à 139 sociétés autorisées. Il y a tout lieu de croire que les ressources mutualistes, venant de ce chef, s'augmenteront d'année en année.

pensions multiples dépassant au total 360 francs ou soit des capitaux supérieurs à ceux indiqués par la loi. Si un mutualiste déroge à cette règle, il doit être sans retard exclu des sociétés dont il fait partie, sous peine pour les dites sociétés de perdre les avantages concédés par la loi (art. 28).

Ces dernières dispositions ne peuvent être critiquées. En effet, comme l'a très bien fait remarquer le rapporteur de la loi au Sénat, autant il est équitable de venir en aide aux personnes de condition modeste qui, par un prélèvement continu sur leurs modiques ressources, s'assurent contre les risques inhérents à la vie humaine, autant il est inadmissible que le produit de l'impôt serve à accorder des faveurs à des personnes aisées, qui usent du levier puissant de l'association pour supporter plus facilement des charges toujours lourdes pour les individus isolés.

Liquidation après dissolution des sociétés approuvées. — Que la dissolution d'une société approuvée soit volontaire ou ordonnée par le Tribunal, la liquidation se fait sous la surveillance du préfet ou de son délégué.

Il est prélevé sur l'actif social, y compris le fonds commun inaliénable de retraites déposé à la Caisse des dépôts et consignations, et dans l'ordre suivant :

1° Le montant des engagements contractés vis-à-vis des tiers.

Il s'agit ici du paiement des fournitures diverses consenties à la société et non encore soldées.

2° Les sommes nécessaires pour remplir les engagements contractés vis-à-vis des membres participants, notamment en ce qui concerne les pensions viagères et les assurances en cas de décès, de vie ou d'accident.

Il s'agit ici du prélèvement à faire d'un capital suffisant pour assurer le service des retraites acquises et pour le paiement des primes d'assurances.

3° Les sommes versées à titre inaliénable par l'État ; celles versées à titre inaliénable par les départements et les communes ; les dons et legs faits à titre inaliénable.

Les subventions qui, depuis l'origine de la société qui se dissout, ont été accordées par l'État, à titre inaliénable (c'est-à-dire en augmentation du fonds de retraites inaliénable), sont reversées au compte de dotation des sociétés de secours mutuels. Les subventions qui ont pu être accordées par les conseils généraux et municipaux, à titre inaliénable, sont réintégrées dans les caisses départementales et communales. Le montant des dons et legs faits à titre inaliénable doivent être employés suivant les volontés des donateurs ou testateurs, s'ils ont prévu le cas de liquidation ; dans le cas contraire, il est versé au compte de dotation des sociétés de secours mutuels.

C'est le paiement des engagements contractés vis-à-vis des tiers et des sociétaires ayant des droits acquis qui doit être opéré en premier lieu. Si l'on ne peut faire face aux paiements ensuite indiqués, les prélèvements ont lieu au marc le franc entre l'État, les départements, les communes, les particuliers.

Le surplus de l'actif social (s'il en existe) est réparti entre les membres participants appartenant à la société au jour de la dissolution et non pourvus d'une pension ou indemnité annuelle, au prorata des versements opérés par chacun d'eux depuis leur entrée dans la société, sans qu'ils puissent recevoir une somme supérieure à leur contribution personnelle. Le reliquat est attribué au fonds de dotation (art. 31).

Sociétés de secours mutuels reconnues comme établissements d'utilité publique. — La loi du 15 juillet 1850 n'est pas abrogée et rien n'est changé au point de vue des formalités à remplir préalablement à la déclaration d'utilité publique d'une société de secours mutuels (1).

Les sociétés et les unions sont reconnues comme établissements d'utilité publique par décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique (art. 32). La demande en reconnaissance est adressée au préfet avec les pièces suivantes : la liste nominative des personnes qui y ont adhéré et trois

(1) V. p. 26 et 36.

exemplaires des projets de statuts et du règlement intérieur.

Les sociétés reconnues jouissent des avantages accordés aux sociétés approuvées. Elles ne peuvent avoir une capacité plus étendue qu'en ce qui concerne l'acquisition et la possession d'immeubles ; dans ces conditions il est probable que le nombre de ces sociétés restera aussi restreint que sous l'ancienne législation.

VIII

CONSEIL SUPÉRIEUR. — RAPPORT ANNUEL.

— DISPOSITIONS DIVERSES.

Conseil supérieur. — L'émancipation des sociétés de secours mutuels nécessitait la création d'un organe spécial destiné à servir d'intermédiaire compétent et indépendant à la fois, entre elles et l'autorité administrative. Cet organe est le Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels. Il est très heureusement composé pour moitié de représentants élus de ces sociétés et pour l'autre moitié de personnes appartenant au Parlement, aux divers corps savants et aux grandes administrations dont le concours peut être utile à la mutualité.

Le Conseil supérieur des sociétés de secours mutuels, qui sera probablement très prochainement constitué (1), aura à faire passer dans la pratique

(1) Le décret portant règlement d'administration publique et relatif à l'élection des membres du conseil supérieur des sociétés de secours mutuels est daté du 2 mai 1899 et a été publié au *Journal officiel* du 9 mai. Dans ses trois premiers articles, le décret en question répartit les divers départements : 1° en 12 collèges appelés à élire les 12 représentants des sociétés approuvées au conseil supérieur ; 2° en 6 collèges appelés à élire les 6 représentants des sociétés libres. Il contient ensuite les dispositions suivantes :

Art. 4. — Le nombre des délégués membres du collège électoral est cal-

les réformes décrétées par le législateur ; son attribution la plus importante sera de donner son avis

culé sur le chiffre total des membres honoraires et participants des sociétés et dans les proportions suivantes :

Jusqu'à 100 membres, un délégué ;

De 101 à 300 membres, deux délégués ;

De 301 à 600 membres, trois délégués ;

De 601 à 1,000 membres, quatre délégués ;

De 1,001 à 2,000 membres, cinq délégués ;

Au-dessus de 2.000 membres, le nombre de cinq délégués est augmenté d'un délégué par 2,000 membres.

Le nombre des délégués déterminé conformément aux bases ci-dessus indiquées est arrêté par le préfet, chaque année, avant le 15 décembre, d'après les renseignements statistiques envoyés par les sociétés avant le 1^{er} juillet.

Les sociétés qui ne fournissent pas ces renseignements avant cette date perdent le droit d'avoir des délégués.

Art. 5. — Les délégués sont désignés par le conseil d'administration de la société.

Ils doivent être Français, majeurs, non déchus de leurs droits civils et civiques ; les femmes mariées doivent être pourvues des autorisations de droit commun.

Art. 6. — Lorsqu'il y a lieu de procéder à l'élection du représentant au conseil supérieur, le ministre de l'intérieur fixe le jour, l'heure et la durée des opérations électorales par un arrêté inséré au *Journal officiel*. Le jour fixé doit toujours être un dimanche. Les élections des représentants des sociétés approuvées et des sociétés libres ne peuvent avoir lieu le même jour, dans un même département.

Art. 7. — A la suite de la publication dudit arrêté, les présidents des sociétés appelées à choisir leurs délégués sont invités par le préfet à faire procéder à cette désignation par leurs conseils d'administration dans un délai maximum de dix jours. Les noms des délégués sont envoyés au maire de la commune où siègent les sociétés qu'ils représentent. Le maire en arrête et en transmet la liste au préfet.

Cette liste est affichée à la mairie.

La désignation des délégués peut être attaquée dans un délai de cinq jours devant le juge de paix, soit par les membres de la société, soit par le maire, dans la forme et les conditions prévues à l'article 6 de la loi du 1^{er} avril 1898.

Art. 8. — Au jour fixé pour l'élection du représentant au conseil supérieur, chaque délégué remet au maire son bulletin de vote dans une enveloppe cachetée qui est, par les soins du maire, renfermée dans une deuxième enveloppe portant en suscription le titre de la société et le nom de l'élec-

sur le mode de répartition des subventions et secours à distribuer entre les sociétés. Une section permanente nommée par le ministre et composée de membres du conseil aura pour fonction de donner son avis sur toutes les questions qui lui seront envoyées soit par le conseil supérieur, soit par le ministre.

Une commission dite *Commission supérieure des sociétés de secours mutuels* existe depuis longtemps

teur et paraphée par le maire et par l'électeur. Ces enveloppes sont adressées au préfet.

A Paris, les bulletins de vote sont remis au préfet de la Seine.

Art. 9. — Le dépouillement du scrutin est effectué, cinq jours après le vote, au chef-lieu du département, au lieu et à l'heure que fixe le préfet et par les soins d'une commission composée des trois plus âgés et des trois plus jeunes délégués présents, sous la présidence d'un représentant du préfet.

En cas d'insuffisance du nombre des délégués présents, il y est suppléé par des membres des sociétés de secours mutuels désignés par le préfet.

Art. 10. — Les résultats partiels des élections sont adressées dans les vingt-quatre heures, avec les bulletins contestés, par les soins du préfet, au ministère de l'Intérieur, où le relevé des votes est fait par une commission composée de dix présidents de sociétés de secours mutuels désignés par le ministre de l'Intérieur et présidée par un représentant du ministre.

Les résultats des élections sont insérés au *Journal officiel*.

Art. 11. — L'élection des représentants au conseil supérieur a lieu à la majorité absolue des suffrages exprimés. Dans le cas où aucun candidat n'obtiendrait la majorité absolue, il est procédé, quinze jours après, à un 2^e tour de scrutin. Cette fois, l'élection a lieu à la majorité relative.

Art. 12. — Les élections au conseil supérieur peuvent être attaquées par tout électeur devant le ministre de l'Intérieur dans un délai de dix jours à partir de la publication des résultats de l'élection au *Journal officiel*. La décision du ministre ne peut être attaquée devant le Conseil d'Etat que dans un délai de quinze jours à partir de la notification. Faute par le ministre d'avoir statué dans le délai d'un mois, la réclamation est considérée comme rejetée et peut être portée devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux.

Le recours est dispensé du ministère d'avocat.

Art. 13. — Dans le cas où l'un des représentants des sociétés cesse, pour une cause quelconque, de faire partie du conseil supérieur avant l'expiration de son mandat, il est procédé à son remplacement dans un délai maximum de deux mois.

au ministère de l'Intérieur et continue à tenir ses réunions en attendant qu'elle soit définitivement remplacée par le conseil supérieur. Composée de parlementaires et de mutualistes nommés par le ministre, elle s'est toujours exclusivement occupée de questions relatives aux sociétés de secours mutuels et non prévues par les lois sur la matière. C'est ainsi qu'elle a eu à s'occuper de la confection du barème relatif à la majoration des pensions en exécution de la loi de finance du 23 juillet 1893, de la répartition, entre les sociétés de secours mutuels possédant un fonds de retraites, des sommes provenant des comptes abandonnés des caisses d'épargne, etc... En 1899, la même commission a été chargée de l'élaboration d'un règlement d'administration publique sur les unions de sociétés de secours mutuels et les caisses autonomes prévues par la loi du 1^{er} avril 1898. A l'heure actuelle une sous-commission spéciale qui a reçu de la commission le pouvoir de préparer le règlement fixant les conditions dans lesquelles pourront fonctionner les unions et caisses autonomes, se réunit régulièrement. Ses travaux ne sont pas encore terminés.

Rapport annuel. — Le ministre de l'Intérieur doit soumettre, chaque année, au Président de la République un rapport qui est présenté au Parlement, sur les opérations des sociétés de secours mutuels et les travaux du conseil supérieur.

Les principaux éléments de ce rapport seront fournis à l'Administration par les sociétés elles-mêmes. Toutes, en effet, quelle que soit la catégorie à laquelle elles appartiennent, doivent dans les trois premiers mois de chaque année, adresser au ministre de l'Intérieur, par l'intermédiaire des préfets, une statistique de leur effectif, du nombre et de la nature des cas de maladie de leurs membres, telle qu'elle est prescrite par la loi du 30 novembre 1892 (sur l'exercice de la médecine). Indépendamment de cette statistique prescrite par l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1898, les sociétés approuvées doivent en outre adresser, dans les mêmes délais et toujours par l'intermédiaire des préfets, au ministre de l'Intérieur le compte rendu de leur situation morale et financière.

Un rapport annuel et identique à celui dont parle la loi de 1898 était prévu par le décret du 26 mars 1852 et fut annuellement établi au ministère de l'Intérieur, à l'aide des renseignements statistiques transmis par les préfets. Durant ces dernières années, le rapport en question prit une importance que connaissent bien ceux qui s'intéressent au mouvement mutualiste et veulent en suivre les progrès. Etabli avec un soin consciencieux, ne contenant que des renseignements d'une exactitude scrupuleusement vérifiée, ce rapport fait toujours honneur à ceux qui, sous la haute direction de M. Barberet,

Chef du bureau des Institutions de Prévoyance, sont chargés de sa préparation (1).

Tables statistiques. — La loi ordonne, et c'est là un des points sur lesquels l'administration doit porter tout d'abord son attention si elle ne veut pas laisser dépasser le délai de deux ans fixé pour ce travail, la construction des tables de mortalité et de morbidité applicables à la mutualité française.

Pendant 46 ans, les sociétés approuvées ont été régies par l'article 7 du décret-loi du 26 mars 1852, dont le § 2 est ainsi conçu : « Les statuts régleront les cotisations de chaque sociétaire d'après les tables de maladie et de mortalité confectionnées ou approuvées par le gouvernement. » Et pendant 46 ans les sociétés de secours mutuels ont attendu en vain les tables dont la loi leur ordonnait de faire usage. Espérons que l'obligation imposée à l'administration par la nouvelle loi recevra bientôt son effet et que la commission qui vient d'être chargée de leur établissement (arrêté ministériel du 17 avril 1899) nous donnera bientôt ces statistiques dont la connaissance sera des plus utiles aux sociétés qui veulent opérer avec quelque sécurité et ne pas livrer leur fonctionnement au hasard.

Dispositions transitoires et autres. — Les sociétés

(1) Le dernier exemplaire paru en 1899 et portant sur les opérations des sociétés de secours mutuels pendant l'année 1896, compte un millier de pages.

de secours mutuels autorisées ou approuvées antérieurement à la loi sont tenues, dans le délai de deux ans, de se conformer aux prescriptions de la loi du 1^{er} avril 1898. Jusqu'à l'expiration du délai indiqué (c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} avril 1900), elles peuvent continuer à s'administrer conformément à leurs statuts. L'inexécution de la prescription de la loi entraînera la dissolution et certaines pénalités.

Les sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique n'ont pas à se préoccuper de la disposition qui précède. Quant aux sociétés approuvées qui assurent leurs membres exclusivement contre la maladie, elles sont dispensées de solliciter de nouveau l'approbation.

Sociétés de secours mutuels organisées par des syndicats professionnels. — La loi énonce (art. 40) que les syndicats professionnels constitués légalement aux termes de la loi du 21 mars 1884, qui ont prévu dans leurs statuts les secours mutuels entre leurs membres adhérents, bénéficieront des avantages de la présente loi, à la condition de se conformer à ses prescriptions.

Cette disposition était pour ainsi dire inutile, car il résulte explicitement de l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 et de la circulaire ministérielle pour l'application de cette loi, que les caisses de secours constituées par les syndicats professionnels sont régies par les textes sur la matière. Une société de se-

cours mutuels libre ou approuvée peut être organisée par un syndicat professionnel ; du moment qu'elle a une existence indépendante du syndicat et une caisse spéciale, elle est considérée comme une société de secours mutuels ordinaire et par suite est appelée à bénéficier de tous les avantages accordés aux sociétés de sa catégorie.

IX

LA LOI DU 9 AVRIL 1898 (SUR LES ACCIDENTS DU TRAVAIL) ET LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS.

Il importe de dire quelques mots d'une loi née en même temps que la loi du 1^{er} avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels. Il s'agit de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, dont les dispositions vont être prochainement mises en application.

La loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, met à la charge exclusive du patron les accidents survenus à ses ouvriers par le fait du travail ou à l'occasion du travail. C'est là évidemment une lourde charge pécuniaire en même temps qu'une source d'embarras considérable. Il était donc bon de venir en aide au patron et de lui faciliter les moyens de se décharger des difficultés et des abus que pouvait entraîner sur ce point l'application de la loi nouvelle. Tel est le but des articles 5 et 6 dont nous allons donner le texte et qui doivent particulièrement attirer notre attention.

« ART. 5.— Les chefs d'entreprise peuvent se décharger pendant les trente, soixante ou quatre-vingt-dix premiers

jours, à partir de l'accident, de l'obligation de payer aux victimes les frais de maladie et l'indemnité temporaire, ou une partie seulement de cette indemnité, comme il est spécifié ci-après, s'ils justifient :

« 1^o Qu'ils ont affilié leurs ouvriers à des sociétés de secours mutuels et pris à leur charge une quote-part de la cotisation qui aura été déterminée d'un commun accord, et en se conformant aux statuts-types approuvés par le ministre compétent, mais qui ne devra pas être inférieure au tiers de cette cotisation :

« 2^o Que ces sociétés assurent à leurs membres, en cas de blessures, pendant trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours, les soins médicaux et pharmaceutiques et une indemnité journalière.

Si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire quotidien de la victime, le chef d'entreprise est tenu de lui verser la différence.

« ART. 6. — Les exploitants de mines, minières et carrières peuvent se décharger des frais et indemnités mentionnés à l'article précédent moyennant une subvention annuelle versée aux caisses ou sociétés de secours constituées dans ces entreprises en vertu de la loi du 29 juin 1894.

« Le montant et les conditions de cette subvention devront être acceptés par la société et approuvés par le ministre des travaux publics.

« Ces deux dispositions seront applicables à tous autres chefs d'industrie qui auront créé en faveur de leurs ouvriers des caisses particulières de secours en conformité du titre III de la loi du 29 juin 1894. L'approbation prévue ci-dessus sera, en ce qui les concerne, donnée par le ministre du commerce et de l'industrie. »

L'article 5 admet l'exonération des patrons par l'affiliation de leurs ouvriers à des sociétés de se-

cours mutuels, avec paiement d'une partie de leurs cotisations. Il y a lieu de remarquer que la loi n'exige pas que la société de secours mutuels soit substituée totalement au patron au point de vue du service de l'indemnité. Beaucoup de sociétés actuelles, en effet, n'accordent que des indemnités temporaires de 1 franc ou 1 fr. 50, inférieures au demi-salaire. Il ne fallait pas que ce fut là une cause de non-affiliation. On a donc décidé avec raison que si l'indemnité journalière servie par la société est inférieure à la moitié du salaire, le chef de l'entreprise est seulement tenu de verser la différence ; l'affiliation reste possible avec tous les avantages qui y sont attachés.

La loi n'exige pas non plus que le patron paie la totalité de la cotisation de l'ouvrier. Il suffit qu'il en paie au moins un tiers. Il est avéré en effet que dans la plupart des sociétés de secours mutuels fonctionnant actuellement, les frais de maladie et l'indemnité temporaire résultant d'accidents n'atteignent pas le tiers des disponibilités (1).

Une troisième obligation incombe encore au chef d'entreprise voulant affilier ses ouvriers à une société de secours mutuels. Il faut que l'affiliation se fasse en se conformant aux statuts-types approuvés par le ministre compétent. L'intervention ministérielle

(1) Explication donnée par le ministre du commerce au Sénat, 18 mars 1898.

visé la rédaction même des statuts. Elle a pour but d'éviter qu'un patron ne puisse créer une société, dont les statuts soient rédigés de telle manière que les ressources de la société se trouvent presque exclusivement affectées aux dépenses occasionnées par des accidents, les statuts ne prévoyant point par exemple les risques ordinaires de maladie : le recours du patron contre la société mettrait donc à la charge de celle-ci et par suite à la charge de l'ouvrier, la presque totalité, presque les deux tiers des indemnités d'accidents, alors que la loi tient à imposer ces indemnités intégralement et en tous cas au patron, lequel est présumé s'en acquitter par le versement du tiers de la cotisation. Pour rendre applicable la disposition de la loi, il appartient au gouvernement d'indiquer certaines clauses-types qui devront être obligatoirement acceptées par les sociétés de secours mutuels pour qu'elles puissent s'adapter aux nouvelles attributions qui leur sont conférées.

L'application de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898 nous paraît devoir rencontrer certaines difficultés et il est à craindre que les affiliations aux sociétés existantes soient rendues difficiles et par suite peu nombreuses. L'entrée de l'ouvrier dans la société sera soumise, en effet, non seulement aux conditions de la loi actuelle, mais aux conditions ordinaires d'admission prévues par les statuts des sociétés de secours mutuels. Un chef d'entreprise ne

pourra jamais traiter en bloc pour tout son personnel sans distinction. L'affiliation ne pourra avoir lieu qu'individuellement et très souvent bien des ouvriers présentés à l'admission dans une société de secours mutuels seront refusés, soit à raison de leur âge, soit à raison de leur santé, soit parce qu'il n'aura pas plu aux sociétaires formant assemblée générale d'admettre parmi eux des inconnus. D'anciennes sociétés voudront conserver les statuts de leur fondation et refuseront d'accepter les clauses-types obligatoires pour que l'affiliation d'ouvriers par le patron puisse avoir lieu.

Et quand bien même l'accord se sera fait entre le patron, la société et l'ouvrier, d'autres difficultés pourront encore se présenter. Qu'arrivera-t-il si le patron paie régulièrement sa part de cotisation et si l'ouvrier ne paie pas la sienne? L'ouvrier sera-t-il garanti contre les accidents et le patron sera-t-il dégagé de sa responsabilité?

« En l'état des statuts de la plupart des sociétés, répond M. Chardiny (1), les secours ne sont dus que si les cotisations mensuelles sont à jour... Le patron, qui a payé ce qu'il devait, sera bien déchargé de sa responsabilité; mais l'ouvrier, dont le livret, malgré l'acompte du patron, n'est pas à jour, n'aura droit aux frais de maladie et à l'indemnité tempo-

(1) L. Chardiny, *Commentaire de la loi du 9 avril 1898 concernant la responsabilité en matière d'accidents du travail*, Paris, 1898.

raire, qu'à partir du jour où il aura payé ce qu'il doit personnellement. Pour remédier à cet inconvénient, les patrons feront bien d'opérer une retenue sur les salaires, égale au montant de la part de cotisation incombant à l'ouvrier d'après la convention, et de verser la somme totale à des échéances convenues dans les caisses de la société. Il sera prudent de stipuler à l'avance cette retenue, soit dans le règlement de chantier, soit même dans la convention passée avec l'ouvrier et la société. »

L'idée de M. Chardiny est pratique, toutefois elle nous semble soulever une objection. L'article 1^{er} de la loi du 9 avril spécifie que l'indemnité résultant de l'accident est entièrement à la charge du chef de l'entreprise et l'article 30 stipule que « toute convention contraire à la présente loi est nulle de plein droit ». Ne doit-on pas considérer la mesure proposée comme portant atteinte aux droits de l'ouvrier et par suite comme illégale ?

Les pages qui précèdent et qui résument les observations inspirées par les dispositions de l'article 5 de la loi du 9 avril 1898, étaient écrites lorsque le *Journal officiel* a publié un arrêté du ministre de l'Intérieur, en date du 16 mai 1899, dont voici la teneur :

ART. 1^{er}. — Les sociétés de secours mutuels peuvent, dans les conditions prévues à l'article 5 de la loi du 9 avril 1898,

passer avec des chefs d'entreprise des conventions à l'effet de prendre à forfait, en cas d'accidents entraînant une incapacité temporaire de travail, la charge de payer à ceux de leurs membres participants occupés par ces chefs d'entreprise les frais de maladie et l'indemnité journalière ou partie seulement de cette indemnité.

La convention peut également stipuler le paiement des mêmes frais ou indemnités en cas d'accidents entraînant la mort ou une incapacité permanente.

ART. 2. — La convention prévue à l'article 1^{er} est passée par le conseil, sous réserve de l'approbation par l'assemblée générale. Elle est conclue pour une durée de... et se poursuit par tacite reconduction, sauf aux intéressés à la dénoncer dans le délai de...

ART. 3. — Les chefs d'entreprise peuvent affilier aux sociétés, avec leur consentement et sans condition de durée de résidence, ceux de leurs ouvriers et employés qui n'en sont point encore membres participants.

ART. 4. — Les allocations des chefs d'entreprise sont calculées en vue de couvrir entièrement les charges supplémentaires qu'assument les sociétés en vertu de la convention prévue à l'article 1^{er}.

Elles ne peuvent être inférieures au tiers du montant des cotisations statutaires pour les secours en cas de maladie et pour les frais de gestion des sociétés.

ART. 5. — Les allocations prévues par la convention sont payables par les chefs d'entreprise toutes les... (quinzaines, mois, trimestres, etc.) et d'avance.

ART. 6. — Les sociétés, à partir du cinquième jour après l'accident et pendant la durée fixée par la convention (30, 60 ou 90 jours), fournissent à leurs membres participants blessés par le fait ou à l'occasion du travail les soins médicaux et pharmaceutiques et l'indemnité journalière prévus dans les statuts.

Dans le cas où l'indemnité journalière statutaire n'atteint

pas 50 p. 100 du salaire journalier touché au moment de l'accident, le complément est payé aux victimes, soit directement par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés moyennant remboursement par les chefs d'entreprise, soit directement par les sociétés, si elles ont consenti cette charge spéciale dans la convention.

Les frais et indemnités dus au delà du délai spécifié par la convention et jusqu'au moment de la guérison, de l'entrée en jouissance d'une pension ou du décès, sont payés soit directement par les chefs d'entreprise, soit par les sociétés, à charge de remboursement par les chefs d'entreprise.

ART. 7. — Les sociétés doivent fournir et les participants sont tenus d'accepter les secours médicaux et pharmaceutiques dans les conditions fixées aux statuts.

En cas d'accidents régis par la loi du 9 avril 1898, ces soins, ainsi que les indemnités convenues, sont fournis pendant toute la période pour laquelle les chefs d'entreprise ont payé l'allocation stipulée au contrat, même si les participants n'ont point payé leur cotisation personnelle statutaire.

Cet arrêté émane en réalité de la commission instituée par décret du 2 mai 1899 et chargée de la préparation des statuts-types prévus par l'article 5 de la loi du 9 avril. Il ajoute peu de chose au texte législatif et, son article 4 excepté, il ne nous semble pas répondre exactement à l'esprit de la loi qui a prévu le contrôle administratif pour éviter et prévenir les combinaisons frauduleuses de certains patrons dans la fixation de la quote-part de cotisation à payer par eux.

Comme nous l'avons dit plus haut, l'affiliation de l'ouvrier à une société de secours mutuels ne peut

évidemment résulter que de l'accord entre l'employeur, l'employé et l'association. Quant à ces conventions générales que prévoit l'arrêté que nous venons de reproduire et que les sociétés de secours mutuels sont autorisées à passer avec des chefs d'entreprise à l'effet de prendre à forfait, en cas d'accidents entraînant une incapacité temporaire de travail, la charge de payer à ceux de leurs membres participants occupés par ces chefs d'entreprise les frais de maladie et l'indemnité journalière, elles ne se réaliseront que bien difficilement en pratique. Nous ne croyons pas que les sociétés de secours mutuels existantes et qui, dans chaque région, sont composées de l'élite ouvrière, se décident à traiter en bloc avec un chef d'entreprise pour tout son personnel. Elles hésiteront d'autant plus à le faire qu'elles devront se soumettre à la disposition du 2^e paragraphe de l'article 7 de l'arrêté du 16 mai 1899 et par suite admettre dans leur sein des membres qui ne seront pas des mutualistes sérieux et qui pourront se dispenser de payer leurs cotisations.

Quant à l'article 6 de la loi du 9 avril 1898, ses deux premiers paragraphes visent les sociétés de secours organisées obligatoirement dans les exploitations minières (1). La loi qui avait décidé la créa-

(1) C'est la loi du 29 juin 1894 qui a prescrit l'organisation obligatoire de sociétés de secours dans les exploitations minières en faveur des ouvriers

tion de ces sociétés avait laissé en dehors de son texte la partie « accidents ». Ces accidents sont mis à la charge du patron par la loi du 9 avril 1898.

Pour s'exonérer des frais et indemnités temporaires que lui impose la loi sur les accidents du travail, l'exploitant devra payer une *cotisation supplémentaire*, c'est-à-dire donner à la société existant dans son entreprise une subvention nouvelle, qui soit en rapport avec la proportion relative des accidents dans son industrie. Cette subvention devra être fixée d'accord entre le chef d'entreprise et la société de secours et approuvée par le ministre des Travaux publics qui est déjà chargé d'approuver les statuts sociaux.

et employés. Ces sociétés ont pour objet principal de donner aux membres participants que la maladie ou les infirmités empêchent de travailler des secours en argent et des soins médicaux et pharmaceutiques, et en cas de décès, d'allouer aux familles des subventions en nature et en argent. Pour satisfaire aux charges qui leur incombent, les caisses des sociétés de secours sont alimentées par un prélèvement opéré sur le salaire de chaque ouvrier et employé dont le montant est fixé par le conseil d'administration de la société sans pouvoir dépasser 2 0/0 du salaire ni 48 francs par an ; par un versement de l'exploitant égal à la moitié de celui des ouvriers ou employés ; par les sommes allouées par l'État sur les fonds de subventions aux sociétés de secours mutuels ; par les dons et legs faits à la société, le produit des amendes encourues pour infraction aux statuts de la société ou au règlement intérieur de l'entreprise.

Comme on le voit, ces sociétés sont, en somme, des sociétés de secours mutuels ; elles ne diffèrent des vraies sociétés de secours mutuels que par le caractère obligatoire de l'affiliation des participants et du versement de l'exploitant. Notons que l'article 38 de la loi du 1^{er} avril 1898, relative aux sociétés de secours mutuels, accorde à ces sociétés de mineurs certains des avantages reconnus aux sociétés de secours mutuels ordinaires. Elles peuvent ester en justice ; demander aux communes locaux, livrets et registres que celles-ci doivent mettre à la disposition des sociétés approuvées ; bénéficier des exemptions des droits de timbre et d'enregistrement ; verser leurs fonds à la Caisse des dépôts et consignations, avec intérêt de 4 1/2 0/0.

X

CONCLUSION

L'étude que nous venons de faire, relativement à l'organisation et au fonctionnement des sociétés de secours mutuels en France à l'heure actuelle, nous a familiarisés avec les dispositions de la loi du 1^{er} avril 1898. Il nous est possible maintenant d'apprécier cette loi dans son ensemble et de prévoir les conséquences, bonnes ou mauvaises, qui pourront résulter de son application.

La nouvelle législation n'est pas à l'abri de tout reproche, car comme nous avons eu, à maintes reprises, à en faire la remarque, certaines dispositions manquent d'homogénéité et la mise à exécution de certains articles sera quelquefois pénible, surtout en ce qui concerne la question des retraites dans les sociétés approuvées. Malgré tout, et quelles que soient les critiques de détail que l'on puisse lui adresser, la loi du 1^{er} avril 1898, nous n'hésitons pas à le dire, est appelée à exercer dans notre pays une excellente influence sur l'avenir de la mutualité qu'elle affranchit d'entraves qui gênaient son essor et qu'elle dote d'une liberté qui lui faisait en partie défaut.

Désormais les sociétés sont libres d'agrandir chaque jour davantage le cercle de leur bienfaisante activité ; elles sont libres de se constituer et de s'organiser comme elles l'entendent, le contrôle de l'État n'intervenant plus que lorsqu'il doit les protéger contre elles-mêmes ; elles sont libres d'engager leurs fonds en des placements garantis et même en immeubles. Enfin, et c'est là une innovation remarquable, la loi a laissé les sociétés de secours mutuels libres de s'associer entre elles et de former des fédérations, des unions capables de résoudre des questions que ne pouvaient aborder les sociétés isolées.

Il suffit que les sociétés mutualistes aient le droit et la possibilité de s'unir pour qu'immédiatement disparaissent la plupart des difficultés qui rendaient leur fonctionnement sur certains points très difficile. En ce qui concerne la question du secours en cas de maladie, qui restera toujours le premier et le plus important des services assurés par les sociétés, la prolongation de cette indemnité au delà des six mois réglementaires et le maintien de cette indemnité aux mutualistes changeant de résidence seront résolus très facilement par l'institution de grandes caisses de réassurance et par l'entente entre associations unies. La liberté d'union accordée aux sociétés de secours mutuels va leur donner encore les moyens de pousser plus avant, avec de nouvelles chances de succès, la solution d'une question grave entre toutes,

celle des retraites. Le service des retraites mutualistes n'a pris de nos jours qu'une importance relative tenant à l'obligation où les sociétés se sont trouvées d'aborder isolément le problème (1). Ce que les sociétés n'ont pu faire séparément les unions le feront, soit qu'elles continuent à s'adresser à la Caisse des dépôts et consignations, soit qu'elles constituent des caisses autonomes.

La liberté plus grande accordée aujourd'hui aux sociétés de secours mutuels permettra non seulement à celles qui existent déjà de donner leur maximum d'effet utile et de faire encore plus de bien qu'elles n'en ont fait jusqu'à ce jour, mais de plus elle ouvre une ère nouvelle au mouvement mutualiste et doit certainement avoir pour résultat de faire naître sur tous les points du territoire de nouvelles associations mutuelles. Il faut bien le dire, malgré le développement considérable pris par l'institution dans notre pays depuis quelques années, les sociétés de secours mutuels ne réunissent encore qu'une fraction de la population.

Évidemment, il est certains départements, entre autres la Seine, le Nord, la Gironde, les Bouches-

(1) En 1860 le service des retraites de toutes les sociétés de secours mutuels ne comprenait guère plus de 4 millions de capital ; en 1870, il montait à 18 millions ; en 1880, 38 millions ; en 1890, 85 millions. A la fin de 1896 il dépassait 121 millions. Ces résultats montrent la vitalité de l'institution, mais c'est encore peu de chose si l'on se souvient qu'il y a près de 2 millions de mutualistes et qu'il n'y a à l'heure actuelle que 39.000 pensionnés et qu'enfin la moyenne des pensions n'est que de 71 francs,

du-Rhône, où pour peu que les mêmes tendances continuent, la mutualité ne tardera pas à embrasser la plus grande partie de la population laborieuse, manufacturière et même agricole. Mais il en est d'autres malheureusement où elle est presque tout à fait inconnue à la masse des habitants, à des milliers d'ouvriers, précisément les plus durement occupés, les moins salariés, ceux qui ont le plus besoin d'elle. On ne doit pourtant plus ignorer aujourd'hui que, dans la lutte contre la misère, aucune institution n'a rendu plus de services aux hommes que les associations dans lesquelles l'esprit de prévoyance se combine avec la mutualité. On ne peut plus ignorer l'utilité de ces sociétés mutuelles qui apaisent les souffrances présentes et qui de plus offrent des garanties contre les souffrances à venir ; qui substituent des relations de confraternité à des rapports de dépendance ; qui encouragent l'économie et l'amour du travail bien loin de disposer à la paresse ; qui habituent le travailleur à avoir confiance en ses propres ressources et dans sa valeur personnelle ; qui lui donnent enfin cette tranquillité morale sans laquelle il n'y a pour l'homme ni bonheur, ni dignité, ni force réelle.

L'avenir de la démocratie nous paraît lié à l'avenir même des associations mutuelles et, dans l'intérêt supérieur de la société, on doit encourager le développement de ces institutions. En le faisant, on allé-

gera les charges qu'imposent les établissements de bienfaisance ; on relèvera le sentiment de la dignité humaine et on fortifiera également le sentiment de la famille. De telles associations, véritables écoles de probité et d'honneur, sont, suivant l'expression de M. H. Maze, de véritables forteresses pour la défense de la paix sociale.

Ce n'est pas seulement vers l'homme mûr qu'il faut aller porter la parole de prévoyance et de solidarité. C'est, comme le disait récemment le directeur du *Musée social*, M. Mabillean, c'est vers l'enfant d'abord qu'il faut aller ; c'est l'enfant qu'il faut conquérir au seuil de la vie, au moment où l'école le réunit à ceux de son âge. Cette idée a reçu très heureusement son application, depuis plusieurs années déjà, avec la « Mutualité scolaire », née dans l'école primaire. Les « Petites Cavé » ainsi appelées familièrement par un délicat hommage à leur fondateur, se répandront bientôt dans toute la France (1). Au cours de l'année 1898, M. Edouard Petit, qui était alors professeur au lycée Janson de Sailly et qui est aujourd'hui inspecteur général de l'Instruction publique, a visité, comme délégué de l'Administration et en agissant de concert avec l'initiateur de la mutualité scolaire, plusieurs départements et a pu jeter les bases de nombreuses sociétés. Dans

(1) On en compte actuellement plus de 700.

ces petites mutualités, qui se compteront bientôt par plusieurs centaines, chaque semaine des milliers d'écoliers et d'écolières remettent aux instituteurs, outre le sou de la prévoyance réservé pour la retraite, le sou de l'aide mutuelle qui servira à donner une indemnité quotidienne, en cas de maladie, aux condisciples dans le besoin.

Quant à la femme, n'est-elle pas restée trop longtemps étrangère à la mutualité, alors que sa faiblesse, isolée souvent et laborieuse, la rendait bien digne d'intérêt ? C'est vers elle que doivent se tourner les premiers efforts de la liberté conquise par les mutualistes pour qu'elle puisse, elle aussi, pleinement profiter des bienfaits de la solidarité mutuelle (1).

Quel que soit le but en vue duquel s'organisent les sociétés de secours mutuels, quelle que soit la forme qu'elles revêtent (mutualité d'adultes, mutualité scolaire, mutualité maternelle, etc...), le Gouvernement ne doit pas rester indifférent en présence

(1) Une des belles institutions mutualistes concernant la femme et qui a pu se créer à Paris, il y a environ six ans, est la « Mutualité maternelle ». Les services rendus par cette société, qui compte actuellement 1.800 adhérentes, sont considérables. — Pour être admise comme participante, il faut être âgée d'au moins 16 ans, être ouvrière ou employée dans les industries qui intéressent l'habillement et prouver que l'on travaille à Paris depuis un an au moins. Moyennant une cotisation de 50 centimes par mois, chaque accouchée reçoit, pendant quatre semaines à dater du jour qui suit l'accouchement, une indemnité de 12 francs par semaine, plus une prime de 10 francs si elle allaite elle-même son enfant. L'indemnité peut être prolongée pendant deux semaines si l'un des médecins de l'association constate l'impossibilité de reprendre le travail. Tous les frais médicaux et pharmaceutiques sont en outre à la charge de l'association.

des efforts accomplis par l'initiative individuelle dans un but utile à l'ordre général. Pour que la mutualité puisse prendre un nouvel essor, il faut que les pouvoirs publics lui accordent à la fois leur patronage moral et leur patronage financier. Sans doute le rôle de l'État doit consister surtout à donner libre carrière à l'initiative des individus, à provoquer à l'épargne et à la prévoyance et à mettre en train les volontés, mais il est aussi du devoir et de l'intérêt de l'État d'aider la mutualité dans son évolution par des encouragements financiers. Tel sera le but des subventions importantes prévues ou maintenues par la nouvelle législation.

Et, disons-le en terminant, la propagation et le patronage des sociétés de secours mutuels ne nous semblent pas seulement être le devoir du Gouvernement : c'est le devoir de tous et de chacun ; c'est un devoir social dans la plus haute et la plus complète acception du mot. Que les favorisés de la fortune, que les privilégiés du présent, se mettent en contact avec les membres des sociétés de secours mutuels. Quand ils verront ces ouvriers qui, non contents de travailler pour assurer l'existence journalière de leur famille, se préoccupent aussi de l'avenir et prélèvent sur leur salaire, quelquefois au prix des plus durs sacrifices, les sommes destinées à les garantir contre le chômage forcé, ils n'hésiteront pas à sympathiser avec eux et à donner aux sociétés leur coti-

sation de solidarité, en se faisant inscrire comme membres honoraires. En agissant ainsi, ils acquitteront une partie de leur dette sociale !

Vu :
Le Président de la thèse,
RAOUL JAY.

Vu :
Le Doyen,
GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1

PREMIÈRE PARTIE

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS AVANT 1898. APERÇU HISTORIQUE ET LÉGISLATION.

I. — La mutualité avant 1789.	7
II. — La mutualité en France de 1789 à 1848	13
III. — La mutualité en France de 1848 à 1852.	24
La loi du 15 juillet 1850	26
IV. — La mutualité en France de 1852 à 1898	30
a) Sociétés libres ou autorisées.	34
b) Sociétés reconnues comme établissements d'utilité publique	36
c) Sociétés approuvées.	37
V. — Critiques adressées à la législation de 1852. — Elaboration d'une nouvelle loi relative aux sociétés de secours mutuels	46
Texte de la loi du 1 ^{er} avril 1898 relative aux sociétés de secours mutuels	55

DEUXIÈME PARTIE

LES SOCIÉTÉS DE SECOURS MUTUELS ET LA LOI DU 1^{er} AVRIL 1898.

I. — But et caractère des sociétés de secours mutuels	77
II. — Création, composition, administration et dissolution des so- ciétés de secours mutuels.	86
a) Création.	86
b) Composition.	87
c) Administration	92
d) Dissolution.	95
III. — Principes relatifs à l'organisation financière des sociétés de secours mutuels	98
IV. — Obligations imposées aux membres participants. — Avantages qui leur sont assurés	110

a) Cotisations, droits d'entrée, etc.	110
b) Indemnité de maladie. — Frais médicaux et pharmaceutiques.	116
Autres avantages accordés à leurs membres par les sociétés de secours mutuels. — Frais funéraires, etc. — Assurances collectives en cas de décès.	119
Secours en cas d'accidents.	122
Retraites.	124
V. — Droits et avantages reconnus aux sociétés de secours mutuels en général	125
Unions de sociétés.	125
Inaccessibilité et insaisissabilité des allocations payées par les sociétés de secours mutuels. — Droit d'ester en justice ; assistance judiciaire.	128
Récompenses honorifiques pour services rendus à la mutualité.	129
VI. — Des sociétés libres	131
VII. — Des sociétés approuvées et reconnues d'utilité publique.	135
De l'approbation.	135
Droits et avantages reconnus aux sociétés approuvées	137
Du placement des fonds des sociétés approuvées.	141
Retraites.	146
Subventions de l'Etat.	156
Liquidation après dissolution des sociétés approuvées.	160
Sociétés de secours mutuels reconnues comme établissements d'utilité publique	162
VIII. — Conseil supérieur. — Rapport annuel. — Dispositions diverses	164
Conseil supérieur.	164
Rapport annuel	167
Tables statistiques.	169
Dispositions transitoires et autres.	169
Sociétés de secours mutuels organisées par des syndicats professionnels.	170
IX. — La loi du 9 avril 1898 (sur les accidents du travail) et les sociétés de secours mutuels.	172
X. — CONCLUSION.	182

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Hte-Marne)
